



Journal Officiel

Vol. 55

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Edition Française

Mai / Juin 2009

• TRENTE SIXIEME SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES
CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT
ABUJA - NIGERIA, 22 JUIN 2009

• SOIXANTE DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES
ABUJA, NIGERIA 26 – 28 MAI 2009

CONTENU	PAGE
ACTE ADDITIONNELS	
ACTE ADDITIONNEL A/SA.1/06/09 PORTANT AMENDEMENT DE LA DECISION A/DEC.17/01/06 DU 12 JANVIER 2006 PORTANT ADOPTION DU TARIF EXTERIEUR COMMUN DE LA CEDEAO	5
ACTE ADDITIONNEL A/SA.2/06/09 PORTANT ADOPTION DE LA POLITIQUE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI POUR LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU PLAN D'ACTIONS STRATEGIQUE QUINQUENAL POUR SA MISE EN OEUVRE	8
REGLEMENTS	
REGLEMENT C/REG.1/05/09 PORTANT ADOPTION DE LA VERSION 2007 DE LA NOMENCLATURE DU SYSTEME HARMONISE DE DESIGNATION ET DE CODIFICATION DES MARCHANDISES (SH).	41
REGLEMENT C/REG.2/05/09 RELATIF A LA PREPARATION DE LA MISE EN PLACE DE L'INSTITUT DE L'AFRIQUE DE L'OUEST POUR L'INTEGRATION REGIONALE	42
REGLEMENT C/REG.3/05/09 PORTANT DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINERALES ET ORGANISATION DU SECTEUR MINIER DE LA CEDEAO	43
REGLEMENT C/REG.4/05/09 PORTANT AMENDEMENT DE LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE L'ORGANISATION OUEST AFRICAINE DE LA SANTE (OOAS)	49
REGLEMENT C/REG.5/05/09 PORTANT ADOPTION DU REGLEMENT FINANCIER DES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)	50
REGLEMENT C/REG.06/05/09 AUTORISANT LA CONVOCATION DE REUNIONS TRIPARTITES EN MATIERE DE TRAVAIL ET D'EMPLOI	68

REGLEMENT C/REG.7/05/09	69
PORTANT ADOPTION DE LA POLITIQUE REGIONALE DE PROTECTION ET D'ASSISTANCE AUX VICTIMES DE LA TRAITE DES PERSONNES EN AFRIQUE DE L'OUEST	
REGLEMENT C/REG.8/05/09	87
PORTANT ADOPTION DES ETATS FINANCIERS AUDITES DE LA COMMISSION DE LA CEDEAO POUR L'EXERCICE 2007	
REGLEMENT C/REG.9/05/09	87
PORTANT ADOPTION DES ETATS FINANCIERS AUDITES DU PARLEMENT DE LA CEDEAO POUR L'EXERCICE 2007	
REGLEMENT C/REG. 10/05/09	88
PORTANT ADOPTION DES ETATS FINANCIERS AUDITES DE LA COUR DE JUSTICE DE LA COMMUNAUTE POUR L'EXERCICE 2007	
REGLEMENT C/REG.11/05/09	89
PORTANT ADOPTION DES ETATS FINANCIERS AUDITES DE L'ORGANISATION OUEST AFRICAINE DE LA SANTE POUR L'EXERCICE 2007	
REGLEMENT C/REG.12/05/09	90
PORTANT ADOPTION DES ETATS FINANCIERS AUDITES DU GROUPE INTER GOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA) POUR L'EXERCICE 2007	
REGLEMENT C/REG.13/05/09	90
PORTANT ADOPTION DES ETATS FINANCIERS AUDITES DU CENTRE DE LA CEDEAO POUR LE DEVELOPPEMENT DU GENRE POUR L'EXERCICE 2007	
DIRECTIVES	
DIRECTIVE C/DIR.1/05/09	92
PORTANT HARMONISATION DES LEGISLATIONS DES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO EN MATIERE DE TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)	
DIRECTIVE C/DIR.2/06/09	107
PORTANT HARMONISATION DES LEGISLATIONS DES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO EN MATIERE DE DROITS D'ACCISES	
DIRECTIVE C/DIR.3/05/09	111
SUR L'HARMONISATION DES PRINCIPES DIRECTEURS ET DES POLITIQUES DANS LE SECTEUR MINIER	
DIRECTIVE A/DIR.4/05/09	120
PORTANT SOUTIEN A LA CANDIDATURE DE M. CHILE EBOE-OSUJI AU POSTE DE JUGE A LA COUR PENALE INTERNATIONALE (CPI)	
RECOMMANDATIONS	
RECOMMANDATION C/REC.1/05/09	121
PORTANT AMENDEMENT DE LA DECISION A/DEC.17/01/06 DU 12 JANVIER 2006 PORTANT ADOPTION DU TARIF EXTERIEUR COMMUN DE LA CEDEAO	
RECOMMANDATION C/REC.2/05/09	121
RELATIVE A L'ADOPTION DE LA POLITIQUE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI POUR LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU PLAN D'ACTIONS STRATEGIQUE QUINQUENNAL POUR SA MISE EN OEUVRE	
COMMUNIQUE FINAL	123
TRENTE SIXIEME SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT, ABUJA, 22 JUIN 2009	

ACTE ADDITIONNEL A/SA.1/06/09 PORTANT AMENDEMENT DE LA DECISION A/DEC.17/01/06 DU 12 JANVIER 2006 PORTANT ADOPTION DU TARIF EXTERIEUR COMMUN DE LA CEDEAO

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

VU les articles 7, 8 et 9 du Traité de la CEDEAO portant création de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU les articles 35, 36 et 37 dudit Traité relatifs à la libéralisation des échanges commerciaux, aux droits de douane et à l'établissement d'un Tarif Extérieur Commun au sein de la Communauté dans la perspective de la création de l'Union Douanière de la Communauté ;

VU la Décision A/DEC.17/01/06 du 12 janvier 2006 portant adoption du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO ;

CONSIDERANT les Communiqués finaux des trente troisième et trente quatrième sessions de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement au terme desquels il a été recommandé d'adopter la catégorie 4 (5^e bande tarifaire) du Tarif Extérieur Commun de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;

CONSCIENTES de la nécessité de l'harmonisation des programmes de libéralisation des échanges de la CEDEAO et de l'UEMOA ;

REAFFIRMANT en conséquence, leur ferme engagement à réaliser l'Union Douanière entre les États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la perspective d'une intégration économique sans entraves ;

CONVAINCUES que l'adoption d'une catégorie 4 (5^e bande tarifaire) permettra de mettre en place un Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO (TEC/CEDEAO) axé sur le développement ;

DESIREUSES, en conséquence, de voir les États membres agir dans un esprit de solidarité et de coopération pour adopter un Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO ;

SUR PROPOSITION de la 5^{ème} réunion du Comité Conjoint CEDEAO-UEMOA de gestion du TEC de la CEDEAO tenue à Abuja du 18 au 21 novembre 2008;

Après avis de la 50^{ème} réunion du Comité Technique Commerce, Douanes, et Libre Circulation tenue à Abuja du 15 au 18 avril 2009 ;

SUR RECOMMANDATION de la soixante deuxième session du Conseil des Ministres de la CEDEAO tenue à Abuja du 26 au 27 mai 2009 ;

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : AMENDEMENT DES ARTICLES 5 et 6

Les articles 5 et 6 de la Décision A/DEC. 17/01/06 du 12 Janvier 2006 portant adoption du Tarif Extérieur commun de la CEDEAO sont amendés ainsi qu'il suit:

Article 5 (nouveau) : CATEGORISATION DES PRODUITS

1. Les produits figurant dans la Nomenclature Tarifaire et Statistique sont répartis en cinq (05) catégories désignées comme suit :
 - Catégorie 0 : Biens sociaux essentiels
 - Catégorie 1 : Biens de première nécessité, les matières premières de base, les biens d'équipement, les intrants spécifiques
 - Catégorie 2 : Intrants et produits intermédiaires
 - Catégorie 3 : Biens de consommation finale et autres produits non repris ailleurs
 - Catégorie 4 : Biens spécifiques pour le développement économique.
2. La liste des marchandises composant chaque catégorie est arrêtée par voie de règlement du Conseil des Ministres sur proposition du Comité Technique Commerce, Douanes et Libre Circulation.
3. Le Conseil peut, suivant la même procédure, ré-catégoriser des produits.

Article 6 (nouveau) : ASSIETTE, TAUX DES DROITS ET TAXES

1. La base de taxation pour l'application du Tarif Extérieur Commun est Ad Valorem.
2. Les taux an droit de douane inscrits au Tarif Extérieur Commun sont fixés comme suit :

ARTICLE 2 : AMENDEMENT ET REVISION

- (1) Tout Etat membre, le Conseil des Ministres, et la Commission de la CEDEAO peuvent soumettre des propositions en vue de l'amendement ou de la révision du présent acte additionnel.
- (2) Les propositions qui n'émanent pas de la Commission de la CEDEAO lui sont soumises. La Commission communique toutes les propositions aux Etats membres, trente (30) jours au plus tard après leur réception. La Conférence examinera les propositions d'amendements ou de révisions à l'expiration d'un délai de trois (3) mois accordé aux Etats membres.
- (3) Les amendements ou révisions sont adoptés par la Conférence, conformément aux dispositions de l'Article 9 du Traité de la CEDEAO. Ils entreront en vigueur dès leur publication au Journal Officiel de la Communauté.

ARTICLE 3 : PUBLICATION

1. Le présent Acte additionnel est publié par la Commission dans le Journal Officiel de la

Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

2. Il sera également publié dans le même délai par chaque Etat membre, dans son Journal Officiel après que la Commission le lui notifiera.

ARTICLE 4 : ENTREE EN VIGUEUR

1. Le présent Acte additionnel entre en Vigueur dès sa publication. En conséquence, les Etats membres s'engagent à commencer la mise en œuvre de ses dispositions dès son entrée en vigueur.
2. Le présent Acte additionnel est annexé au Traité de la CEDEAO dont il fait partie intégrante.

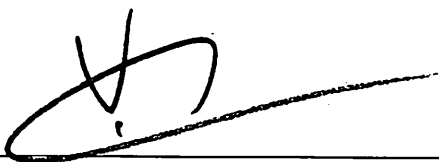
ARTICLE 5 : AUTORITE DEPOSITAIRE

Le présent Acte additionnel est déposé à la Commission qui en transmet des copies certifiées conformes à tous les Etats membres et le fera enregistrer auprès de l'Union africaine, de l'Organisation des Nations Unies et auprès de toutes autres organisations désignées par le Conseil.

EN FOI DE QUOI, NOUS, CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, AVONS SIGNE LE PRESENT ACTE ADDITIONNEL

FAIT A ABUJA LE 22 JUIN 2009

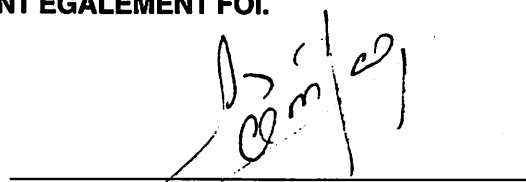
EN UN SEUL ORIGINAL, EN FRANÇAIS, EN ANGLAIS ET EN PORTUGAIS, LES TROIS (3) TEXTES FAISANT EGALEMENT FOI.



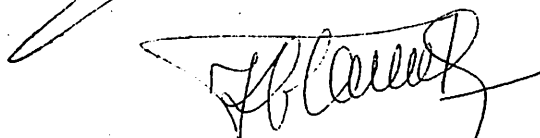
S. E. Dr. Thomas Yayi BONI
Président de la République du Bénin



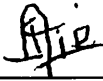
S.E.M. José Maria PEREIRA NEVES
Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
République du Cap Vert



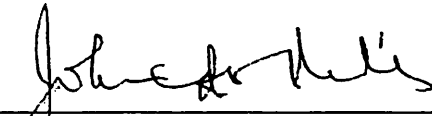
S. E. Mr. Blaise COMPAORE
Président du Burkina Faso



S.E.M Laurent GBAGBO
Président de la République
de Côte d'Ivoire



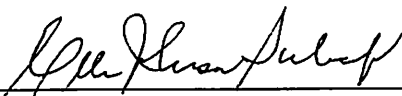
S.E. Ajaratou Dr. Isatou Njie-SAIDY
Vice Présidente de la République
de Gambie, Pour et par ordre du
Président de la République de la Gambie



S.E. Prof. Evans ATTA-MILLS
Président de la République du Ghana



S.E. Dr. Raimundo PEREIRA
Président de la République de Guinée Bissau



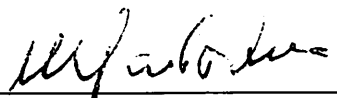
S. E. Mme. Ellen JOHNSON-SIRLEAF
Président de la République du Liberia




S.E.M. Amadou Toumani TOURE
Président de la République du Mali



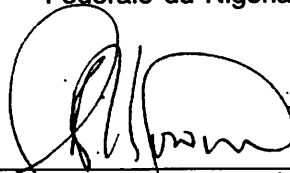
S.E.M. Seini OUMAROU
Premier Ministre de la République
du Niger Pour et par ordre du Président
de la République du Niger




H. E. Alhaji Umar Musa YAR'ADUA, GCFR
Président en Exercice de la CEDEAO
Président, Commandant-en-Chef
des Forces Armées de la République
Fédérale du Nigeria



S.E.M. Abdoulaye WADE
Président de la République du Sénégal



S. E. Ernest Bai KOROMA
Président de la République de Sierra Leone



S. E. Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE
Président de la République Togolaise

**ACTE ADDITIONNEL A/SA.2/06/09 PORTANT
ADOPTION DE LA POLITIQUE DU TRAVAIL ET DE
L'EMPLOI POUR LA COMMUNAUTE
ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST ET DU PLAN D' ACTIONS STRATEGIQUE
QUINQUENAL POUR SA MISE EN OEUVRE**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

VU les Articles 7, 8 et 9 du Traité de la CEDEAO portant création de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU les Articles 3, 4, 5, 22, 23, 57, 59, 60, 61, 63 et 64 dudit Traité ;

CONSIDERANT l'importance du rôle que jouent le travail et l'emploi dans l'économie des Etats de l'Afrique de l'Ouest et leur impact sur les autres secteurs d'activité ;

CONSCIENTES de la nécessité de relancer le développement de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et à cet effet, d'inverser les tendances/indices négatifs du développement tels que la pauvreté, le déclin des services de santé, le chômage, le déclin de l'éducation, les conflits et le manque de logements;

CONVAINCUES qu'un partenariat solide entre les gouvernements, les syndicats, les organisations patronales, les organisations non-gouvernementales (ONG), les organisations de la société civile et les organisations intergouvernementales (OIG) est nécessaire au sein de la sous-région ;

CONSIDERANT la place centrale que le travail et l'emploi ainsi que les questions relatives à la sécurité sociale occupent dans le développement humain ;

RECONNAISSANT la nécessité de renforcer le dialogue social et le tripartisme dans le cadre du processus d'intégration de la CEDEAO ;

CONVAINCUES que la politique du travail doit être axée sur les besoins des populations et que sa préparation, son élaboration et sa mise en œuvre doivent se fonder sur un système intégré impliquant constamment les partenaires sociaux ;

CONSIDERANT que le travail doit être une source de dignité ;

RAPPELANT les obligations du droit international du

travail qui incombent aux États membres de la CEDEAO du fait de leur appartenance à l'Organisation internationale du travail (OIT) ;

PLEINEMENT CONSCIENTES des problèmes liés à la pauvreté, au chômage, à la migration et au déplacement forcé des personnes, à la traite des personnes, au travail des enfants, au manque de formation adaptée et de programmes de renforcement des capacités, aux disparités de revenus, à la médiocrité des mesures de sécurité et d'hygiène sur le lieu de travail ;

SOUCIEUSES d'éclairer le grand public et de sensibiliser les citoyens de la Communauté sur la nécessité de combattre la xénophobie, et l'ethnicité, de promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance, la transparence et de redynamiser le secteur informel, en vue du développement durable des Etats Membres ;

DESIREUSES d'adopter une politique régionale du travail et de l'emploi ;

SUR RECOMMANDATION de la soixante-deuxième session du Conseil des Ministres qui s'est tenue à Abuja du 26 au 27 mai 2009 ;

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er}:

Il est adopté par la présente, la Politique ouest-africaine du travail et de l'emploi de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, dénommée ECOWALP, et le Plan d'Actions Stratégique quinquenal pour sa mise en œuvre joints en annexe.

ARTICLE 2 :

Les Etats Membres harmoniseront leurs politiques nationales du travail avec la politique régionale visée à l'article 1^{er} du présent Acte additionnel.

ARTICLE 3 :

La Commission de la CEDEAO prendra les dispositions nécessaires en vue de la mise en œuvre diligente de la politique Ouest Africaine du travail et de l'emploi.

ARTICLE 4 :

Le présent Acte additionnel est publié par la Commission dans le Journal officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date

de signature par le Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Il sera également publié dans le même délai par chaque Etat membre, dans son Journal Officiel, après que la Commission le lui notifiera.

ARTICLE 5 :

1. Le présent Acte additionnel entre en vigueur dès sa publication. En conséquence, les Etats membres signataires et les Institutions de la CEDEAO s'engagent à commencer la mise en œuvre de ses dispositions dès son entrée en vigueur.

2. Le présent Acte additionnel est annexé au Traité de la CEDEAO dont il fait partie intégrante.

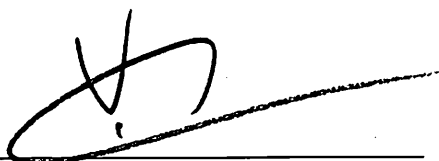
ARTICLE 6 :

Le présent Acte additionnel sera déposé à la Commission qui en transmettra copies certifiées conformes à tous les Etats membres et le fera enregistrer auprès de l'Union Africaine, de l'Organisation des Nations Unies et auprès de toutes organisations désignées par le Conseil des Ministres.

**EN FOI DE QUOI, NOUS, CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, AVONS
SIGNE LE PRESENT ACTE ADDITIONNEL**

FAIT A ABUJA LE 22 JUIN 2009

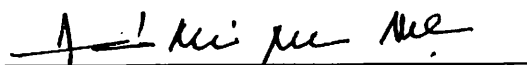
**EN UN SEUL ORIGINAL, EN FRANÇAIS, EN ANGLAIS ET EN PORTUGAIS,
LES TROIS (3) TEXTES FAISANT EGALEMENT FOI.**



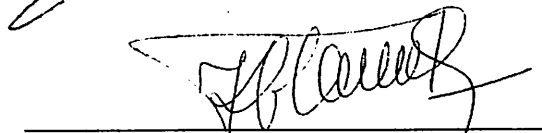
S. E. Dr. Thomas Yayi BONI
Président de la République du Bénin



S. E. Mr. Blaise COMPAORE
Président du Burkina Faso



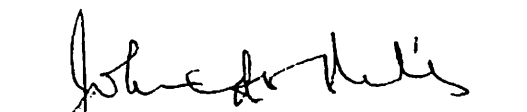
S.E.M. José Maria PEREIRA NEVES
Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
République du Cap Vert



S.E.M Laurent GBAGBO
Président de la République
de Côte d'Ivoire



S.E. Ajaratou Dr. Isatou Njie-SAIDY
Vice Présidente de la République
de Gambie, Pour et par ordre du
Président de la République de la Gambie

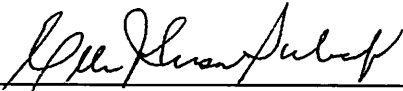


S.E. Prof. Evans ATTA-MILLS
Président de la République du Ghana

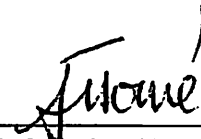


République de Guinée

S.E. Dr. Raimundo PEREIRA
Président de la République de Guinée Bissau



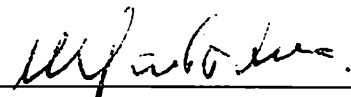
S. E. Mme. Ellen JOHNSON-SIRLEAF
Président de la République du Liberia



S.E.M. Amadou Toumani TOURE
Président de la République du Mali



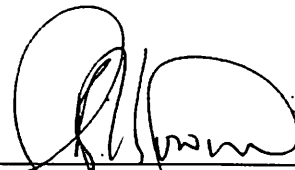
S.E.M. Seini OUMAROU
Premier Ministre de la République
du Niger Pour et par ordre du Président
de la République du Niger



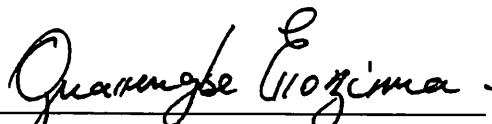
H. E. Alhaji Umar Musa YAR'ADUA, GCFR
Président en Exercice de la CEDEAO
Président, Commandant-en-Chef
des Forces Armées de la République
Fédérale du Nigeria



S.E.M. Abdoulaye WADE
Président de la République du Sénégal



S. E. Ernest Bai KOROMA
Président de la République de Sierra Leone



S. E. Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE
Président de la République Togolaise

POLITIQUE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA CEDEAO

TABLE DES MATIÈRES

Paragraphe

Contexte

Vision.

Défis pour la politique du travail et de l'emploi

Champ d'application de la Politique du travail et de l'emploi de la CEDEAO

Objectifs

Principes directeurs

Principes de subsidiarité

Réglementation du Marché du travail et Conditions d'emploi pour les Secteurs formel et formel.

Mise en place d'une base de données sur les informations relatives au marché du travail.

Plein-emploi

Employabilité

Promotion de la migration et de l'intégration de la main d'œuvre

Promotion des opportunités d'emploi pour les jeunes

Le travail des enfants

Traite des personnes

Adaptabilité

Esprit d'entreprise

Egalité de chances sur le lieu de travail

Evoluer vers des régimes de sécurité sociale et de retraite adaptés, modernes et financièrement viables

La sécurité et les soins de santé sur le lieu de travail

Politique en matière de VIH/SIDA sur le lieu du travail.

Eradication de la pauvreté et lutte contre l'exclusion sociale

Promotion du dialogue social et du tripartisme

Cas spéciaux

Cadre d'opérationnalisation de la politique

Harmonisation régionale

Coordination et suivi des politiques du travail et de l'emploi

Financement: Un Fonds travail et emploi de la CEDEAO

Domaines d'intervention

Normes du Travail

Emploi

Protection sociale

Dialogue social

Intégration régionale

Mise en œuvre

1. Contexte

Du fait de la crise mondiale actuelle, il est encore plus nécessaire que par le passé d'accorder une attention particulière aux questions du travail et de l'emploi. En effet, le nombre total d'emplois perdus à travers le monde est une grande source de préoccupation pour les décideurs politiques et les partenaires sociaux. En ce qui concerne les pays en développement comme les Etats membres de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), au problème d'emplois perdus dans le pays s'ajoute la possibilité que les citoyens des pays de la CEDEAO qui avaient émigré et trouvé du travail à l'étranger perdent leur emploi et soient obligés de rentrer chez eux. La crise financière mondiale et la chute des valeurs boursières pourraient par ailleurs déboucher sur une baisse des investissements dans les fonds de pension et de sécurité sociale et remettre ainsi en question les acquis sociaux (retraite, sécurité sociale etc.).

Sur la scène internationale, l'Organisation Internationale du travail (OIT) a noté que selon les prévisions démographiques, environ 90 millions de nouveaux emplois devront être créés sur la période 2009 à 2010 pour absorber les nouveaux venus sur le marché du travail et éviter par là que les personnes restent trop longtemps sans travail. Aussi, l'OIT a-t-elle demandé que soit conclu un *"Pacte mondial pour l'emploi"* afin de prévenir une crise *"prolongée et grave"* de l'emploi qui aurait pour conséquence une forte hausse du chômage et une aggravation de la pauvreté; elle a proposé de mettre en œuvre une stratégie de relance concertée et cohérente axée sur l'emploi sur la base d'entreprises pérennes. Les plans de relance mis en place jusqu'à présent se limitent à des renflouements financiers et des réductions d'impôts sans prévoir des créations d'emplois et une protection sociale. De surcroît, les mesures ont été prises en l'absence d'un véritable dialogue social avec les employeurs et les syndicats et sans coordination entre les pays. Or si l'on veut améliorer le contenu de ces mesures, il faut indubitablement impliquer les partenaires sociaux et restaurer ainsi la confiance.

Il ne fait donc aucun doute que les questions relatives à l'emploi et à la sécurité sociale sont au cœur du développement humain. L'adoption de la présente politique du travail et de l'emploi se justifie par la nécessité de développer l'espace CEDEAO à travers l'harmonisation et l'adoption de normes du travail communes applicables à tous les États membres. Ceci requiert un partenariat solide entre les pouvoirs publics, les syndicats, les organisations patronales et les organisations non-gouvernementales. A cette fin, une Politique du travail et de l'emploi pour la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest est indispensable.

Les Articles 60 et 61 du Traité révisé sur les Ressources humaines et les Affaires sociales respectivement invitent les États membres à coopérer en vue d'assurer la mise en valeur effective de leurs ressources humaines. A cet

effet ils prennent les dispositions en vue de renforcer leur coopération en matière d'éducation, de formation et d'emploi, d'harmoniser et de coordonner leurs politiques et programmes dans ces domaines, de renforcer les institutions de formation existantes, de redynamiser l'efficacité de leurs systèmes éducatifs, d'encourager les échanges scolaires et universitaires, d'établir l'équivalence des diplômes, de formation professionnelle et technique, d'encourager la littérature, de promouvoir l'enseignement et la pratique des langues officielles de la Communauté, de créer des centres d'excellence régionaux dans les différentes disciplines et d'encourager les échanges de main d'œuvre spécialisée entre les États membres. Ces derniers s'engagent en outre à coopérer en vue de la mobilisation des différentes couches de la population, de leur intégration et de leur participation effectives dans le cadre du développement social de la région. A cette fin, ils sont invités à promouvoir les échanges d'expériences et d'informations relatives à l'alphabétisation, à la formation professionnelle et à l'emploi, à harmoniser leurs législations du travail et leurs régimes de sécurité sociale, à promouvoir les organisations de femmes et de jeunes, ainsi que les associations professionnelles afin d'assurer la participation populaire aux activités de la Communauté; à promouvoir et renforcer leur coopération dans le domaine de la santé, et à promouvoir et développer la pratique des sports en vue de rapprocher les jeunes de la région et d'assurer leur développement équilibré.

Par le passé, la Conférence des Ministres du Travail et de l'Emploi de la CEDEAO et les experts en la matière de la CEDEAO ont ébauché une Politique du Travail pour la CEDEAO, sur laquelle repose la présente Politique. En effet, ladite Conférence, réunie à Abuja, Nigeria, le 21 septembre 2005 a adopté le rapport de la réunion des experts en matière de travail et d'emploi, tenue du 19 au 20 septembre 2005 à Abuja, Nigeria et a recommandé à la CEDEAO des programmes prioritaires sur ces questions. La Conférence a ensuite demandé au Secrétariat exécutif de la CEDEAO de réunir un forum des parties prenantes afin d'examiner et d'approuver le cadre proposé des programmes prioritaires. Le Secrétariat a été prié de « mener une étude sur les questions relatives à l'élaboration d'une politique du travail et de l'Emploi pour la région de la CEDEAO » en prélude à la préparation de la présente politique.

La politique du travail et de l'emploi de la CEDEAO doit définir les principes et objectifs relatifs au travail et au lieu de travail et doit servir d'instrument permettant l'harmonisation et l'intégration des objectifs ciblés à travers divers programmes et stratégies au niveau des États membres.

La Politique du Travail et de l'Emploi de la CEDEAO doit s'accorder avec l'Agenda global pour l'Emploi de l'OIT et avec les Objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies.

2. Vision

La politique ouest-africaine du travail et de l'emploi s'applique à tous les lieux de travail au sein de la région, les normes du travail devant être similaires à celles qui sont mises en œuvre ailleurs dans le monde. Les États membres et les partenaires sociaux (gouvernements, employeurs, travailleurs et organisations non-gouvernementales) coopèrent et collaborent en vue de faire respecter les normes du travail qui contribueront au développement de la région.

3. Défis pour la Politique du Travail et de l'Emploi

Il arrive souvent qu'un document de politique soit proposé, conçu puis adopté afin de répondre aux impératifs, préoccupations ou défis d'un système ou d'un régime politique donné. En l'occurrence les préoccupations sont exacerbées par plusieurs facteurs parmi lesquels l'absence de données appropriées utiles à l'évaluation des régimes nationaux du travail dans toutes leurs ramifications.

Une deuxième source de préoccupation provient du fait que les États membres de la CEDEAO n'ont pas tous ratifié et transposé dans leur législation nationale les huit conventions fondamentales de l'OIT.

Un troisième souci s'explique par le fait que certains États membres de la CEDEAO, également membres de l'OIT, ne s'acquittent pas pleinement des obligations qui leur incombent au titre de leur appartenance à l'OIT. Ainsi, il arrive que les États n'honorent aucunement leurs obligations en matière de communication de l'information et de rapports ou encore ils le font avec beaucoup de retard. Cette situation est préoccupante car si les États membres de la CEDEAO agissent ainsi au niveau de l'OIT, l'on est en droit de se demander si le même problème surgira au niveau de la région.

Quatrièmement, la région connaît de nombreuses difficultés: la pauvreté, le chômage, la migration et le déplacement forcé de personnes, la traite des êtres humains, le travail des enfants, le manque de programmes de formation et de renforcement des capacités, les inégalités entre hommes et femmes en matière d'emploi, le besoin d'encourager le dialogue social et le tripartisme au sein des États membres, de renforcer les syndicats dans la région, de diffuser et faire ratifier les protocoles de la CEDEAO, en particulier la Convention générale sur la Sécurité sociale, de sensibiliser le public aux problèmes de xénophobie, d'ethnicité etc., les disparités des revenus, la médiocrité des mesures d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail. Il faut assurer également la coopération entre le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR), la CEDEAO et les États membres dans les zones de conflit et en sortie de crise pour tenter de trouver des solutions durables en matière de relocalisation, de réinsertion, de réadaptation et de reconstruction; il faut promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance, la transparence et la revitalisation du

secteur informel pour contribuer au développement durable à travers une formation adéquate, le renforcement des compétences, l'élaboration d'un curriculum, la création d'une base de données relatives aux questions du travail et de l'emploi, une plus grande participation des organisations patronales et syndicales au processus d'intégration économique de l'espace CEDEAO.

Enfin, il faut ajouter à cette longue liste d'autres préoccupations et difficultés telles que le caractère dépassé des lois et politiques du travail et de l'emploi, la faiblesse des structures chargées des négociations collectives et des questions d'emploi, le fardeau de la dette, l'insécurité alimentaire, la non-application de politiques efficaces de lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine et le Syndrome d'immunodéficience acquis (VIH/SI DA), la protection insuffisante des groupes vulnérables, le besoin de renforcer la position des employeurs et de leurs organisations face à la mondialisation et à la concurrence déloyale du secteur informel, etc., la rigidité des organes et procédures de prévention et de règlement des conflits du travail, l'insuffisance de la couverture sociale, la faiblesse du dialogue social du fait du déséquilibre entre les partenaires sociaux en matière de formulation et de mise en œuvre des politiques.

4. Champ d'application de la Politique du Travail et de l'Emploi de la CEDEAO

La politique ouest-africaine du travail et de l'emploi s'applique, conformément au Traité révisé de la CEDEAO, à tous les citoyens et à tous les lieux de travail au sein de la région.

5. Objectifs

L'objectif global de la Politique du travail et de l'emploi de la CEDEAO (ECOWALP) vise la pleine valorisation et l'utilisation optimale des ressources humaines. Elle vise plus particulièrement le développement, l'harmonisation, la coordination, l'utilisation et l'application de politiques et programmes communs qui contribuent à stimuler la croissance et le développement économiques par le biais, entre autres, des moyens suivants: plein emploi, productif, continu et librement choisi, égalité de traitement sur le lieu de travail, éradication du travail des enfants; promotion de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail; protection du travail/emploi; dialogue social, prévention et résolution des conflits, renforcement des capacités, renforcement du syndicalisme, information sur le marché du travail, migration de la main d'œuvre, réduction de la pauvreté et sécurité sociale, la protection du travail et de l'emploi.

La Politique du travail et de l'emploi cherche en outre à pallier le déficit de qualifications en faisant mieux correspondre les aptitudes des chômeurs aux besoins des employeurs (principe de plein emploi); elle vise à combler les lacunes en matière d'adaptabilité pour éliminer les contraintes auxquelles sont confrontées

les entreprises désireuses d'exploiter les possibilités d'emplois (principe de l'adaptabilité) ; elle a pour intention de s'attaquer au problème de création d'emplois en éliminant les pesanteurs bureaucratiques et fiscales qui entravent la création d'emplois plus nombreux (principe de l'esprit d'entreprise) ; enfin elle vise à réduire l'écart entre les hommes et les femmes en améliorant le niveau d'admission à l'emploi pour les femmes mais aussi pour les personnes souffrant d'un handicap ou d'un autre (principe de l'égalité de traitement).

Ces quatre principes cardinaux peuvent être reformulés en grandes lignes directrices : politiques proactives et préventives en faveur des chômeurs et des personnes inactives; création d'emploi et « esprit d'entreprise » : plus grande adaptabilité et mobilité sur le marché du travail; valorisation du capital humain et apprentissage tout au long de la vie; davantage d'offres d'emploi et rallongement de la durée pendant laquelle les personnes restent sur le marché du travail, par exemple en augmentant l'offre d'emplois et en encourageant le vieillissement actif; égalité entre les hommes et les femmes: mesures de lutte contre la discrimination sur le marché du travail; créer une situation où le travail est « rémunéré » ; reconverter l'économie informelle en économie formelle; efforts à mener pour lutter contre les disparités nationales en matière d'emploi.

6. Principes directeurs

La politique du travail et de l'emploi de la CEDEAO a pour objectif de traiter les domaines prioritaires suivants qui ont été identifiés par les États membres et sur lesquels ils souhaitent travailler.

6.1 Principe de subsidiarité :

Le premier principe qui doit guider la mise en œuvre d'une politique régionale du travail et de l'emploi de la CEDEAO est celui de la subsidiarité, qui définit et justifie la valeur ajoutée et les rôles respectifs de chacun des types d'acteurs suivants:

- Les acteurs régionaux et internationaux (Commission de la CEDEAO, OIT, organisations faîtières régionales) qui n'interviennent que dans les domaines où l'action nationale s'avère insuffisante ou peu efficace;
- Acteurs nationaux constitués par les représentants de l'Etat, des travailleurs et des employeurs, la société civile, etc.

6.2. Réglementation du Marché du travail et Conditions d'emploi pour les Secteurs formel et informel.

La CEDEAO met tout en œuvre pour promouvoir l'harmonisation des réglementations relatives au marché du travail dans la région, assurer le respect des normes fondamentales et la mise en place de législations pour les secteurs formel et informel. A cet effet, elle fournit des principes directeurs pour l'harmonisation et la

détermination de domaines spécifiques en vue d'une réforme profonde sur l'ensemble de la région CEDEAO. Les Etats membres mettent alors à jour toutes lois et politiques en matière de travail en tenant compte des obligations publiques internationales des uns et des autres; adoptent des statuts qui définissent les conditions de travail; harmonisent les statuts nationaux en vue de l'établissement de normes de travail réglementaires similaires dans la région; mettent en place un dispositif de concertation tripartite pour les prises de décisions au moment de la fixation des salaires en tenant compte des besoins des travailleurs et de leurs familles, du niveau de vie, des avantages liés à la sécurité sociale et des normes de vie relatives des autres groupes sociaux; renforcent toutes les institutions du travail et les structures de la convention collective et enfin assurent la recherche et le développement de politiques et réglementations en matières de travail.

6.3 Mise en place d'une Base de données sur les Informations relatives au Marché du travail.

Les Etats membres fournissent les informations pertinentes et en temps réel sur les questions relatives au travail; harmonisent les processus de collecte de données relatives aux questions du travail et favorisent les échanges d'informations entre acteurs du monde du travail. La CEDEAO et ses Etats membres mettent en place respectivement des banques de données régionales et nationales en se conformant aux normes internationales en vigueur en matière de travail.

6.4 Plein emploi :

Dans ce contexte, il s'agit de proposer une situation de plein emploi, avec des emplois productifs, continus, attractifs qui seront librement choisis par les citoyens. Il est vrai qu'il n'existe pas d'indicateur universel du plein emploi mais la politique doit chercher à accroître le plein emploi des personnes et empêcher le chômage de longue durée. Le principe cardinal doit être la création de meilleurs emplois pour tous reposant sur les grands principes suivants: promotion de la dignité du travail, et du travail tout le long de la vie, offre de meilleurs perspectives d'emploi pour les jeunes, éradication du travail des enfants, de la traite des personnes aux fins d'exploitation par le travail, des disparités d'emploi et de rémunération entre les hommes et les femmes, une harmonie entre le travail, la prise en charge des enfants et la vie privée, la volonté d'encourager les travailleurs et employés à travailler plus longtemps et d'encourager les employeurs à les garder plus longtemps. Lors de la mise en œuvre de la politique du plein emploi, il faudra chercher à élargir le marché du travail salarié, à encourager le travail indépendant dans les zones urbaines et rurales en rendant le secteur informel plus productif, dynamique et moderne, à éliminer les goulots d'étranglement entravant l'extension du travail salarié et des activités de travail indépendant, à promouvoir la participation aux activités économiques des groupes vulnérables de la population active, à savoir les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les travailleurs licenciés etc. ; à encourager les processus de valorisation et de valeur ajoutée en développant l'esprit

d'entreprise et les ressources humaines, à promouvoir le recours aux technologies et aptitudes idoines pour renforcer la productivité, à réduire la pauvreté, à promouvoir la valorisation des ressources humaines à travers l'éducation et la formation et à suivre une démarche cohérente et intégrée vis-à-vis de l'emploi, de la gestion économique et du développement économique.

Les États membres doivent promouvoir le principe de la liberté de choix de l'emploi: l'individu est libre de choisir son métier ou sa profession et l'employeur ne doit pas être obligé à recruter une personne donnée. Les gouvernements sont invités à introduire des mesures telles que des incitations fiscales, des subventions, etc. pour encourager l'emploi tout en interdisant aux employeurs toute forme de discrimination à l'embauche, à l'encontre de certaines catégories de personnes, basée sur l'ethnie, le sexe, la race, la couleur, la religion, la nationalité, l'origine sociale, le statut sérologique et l'opinion politique. Les gouvernements peuvent instaurer des mécanismes incitatifs pour le recrutement pour les femmes et les personnes handicapées qui ont de tout temps été victimes de discrimination.

Un emploi, plein, productif et librement choisi est synonyme de dignité humaine (étant donné qu'une personne ayant un emploi est pleinement intégrée dans la société) ; il est source de croissance économique et d'inclusion sociale puisqu'il crée des chances d'emploi pour tous; associé à une éducation et une formation adaptée et un marché du travail non-discriminatoire, il permet d'exploiter le potentiel de compétences des personnes et de contribuer ainsi à l'épanouissement individuel, au développement économique et social.

6.5 Employabilité :

Les États membres favorisent la promotion du principe de liberté de choix concernant l'emploi dans la mesure où, si l'individu doit avoir la liberté de choisir son métier ou sa profession, l'employeur ne doit pas, dans le même ordre d'idées, être forcé à recruter une personne particulière. Les gouvernements, par conséquent sont invités à mettre en place des mesures appropriées tels que l'abattement fiscal, les subventions etc., qui encouragent l'emploi des personnes tout en empêchant parallèlement les employeurs d'exercer une discrimination à l'égard de certaines catégories de personnes au moment du recrutement, sur la base du sexe, de la race, de l'appartenance ethnique, de la couleur de la peau, de la religion, de l'origine nationale ou sociale, du statut par rapport au VIH/SIDA et de "opinion politique. Les gouvernements peuvent, toutefois, prendre des mesures nécessaires pour le recrutement des femmes et des personnes handicapées qui, dans leur parcours de vie, ont déjà subi une discrimination.

Il s'agit en occurrence de formuler et mettre en œuvre des politiques et programmes complets et coordonnés en matière d'orientation et de formation professionnelle pendant toute la vie active des travailleurs et employés. L'investissement dans le capital humain est une variante

de l'esprit d'entreprise, l'intention étant de doter les personnes des connaissances qui leur seront nécessaires dans l'économie du savoir en perpétuelle évolution, le raisonnement suivi étant que cela améliorera la situation de l'emploi et la cohésion sociale, fera augmenter la productivité, la compétitivité et l'innovation. Il est généralement *admis* que l'éducation et la *formation* ne doivent pas s'arrêter à l'âge adulte mais doivent être poursuivies tout le long de la vie. L'enjeu est donc double: rehausser le niveau d'éducation et adapter cette dernière aux besoins du marché du travail et aider à perfectionner les connaissances de tous tout le long de leur vie.

Il appartient donc à la CEDEAO de mettre en place, avec toutes les parties prenantes, des stratégies d'apprentissage tout au long de la vie. L'éducation engendre la citoyenneté et l'intégration sociale et prévient l'exclusion sociale. A ce titre elle est une priorité tant pour les citoyens actifs que pour les citoyens inactifs. Le défi est double: rehausser et mieux adapter l'éducation aux besoins du marché du travail et aider les personnes à se perfectionner pendant toute la durée de leur vie. L'apprentissage tout au long de la vie permet d'améliorer les chances de tous dans leur emploi actuel et leur donne une « deuxième chance » de se lancer dans une nouvelle carrière. Au niveau de la CEDEAO, il faudra convenir d'objectifs communs au vu de la diversité des systèmes nationaux d'éducation et de formation.

6.6 Promouvoir la Migration et l'Intégration de la Main-d'œuvre :

La CEDEAO assure la promotion des droits des travailleurs migrants, l'élimination de la traite des personnes, la création d'un environnement favorable pour les migrants, particulièrement ceux de la Diaspora, dans la perspective du développement de leur pays, encourage la coopération bilatérale et multilatérale au titre de la migration de la main d'œuvre, encourage la mobilité géographique et professionnelle et favorise l'intégration économique totale. Les options de la politique disponibles ici comportent:

6.7 La promotion des Opportunités d'emploi pour les Jeunes :

La CEDEAO assure la promotion des opportunités d'emploi pour les jeunes. A cet égard, elle implique les jeunes dans le cadre de la planification et de la promotion de programmes susceptibles de mener vers des emplois rémunérateurs. Elle assure la canalisation de l'énergie des jeunes vers des utilisations productives. Les États membres, par conséquent, élaborent des guides pour la carrière ainsi que des systèmes de formation qui relient les mondes du travail et de l'éducation, facilite les réformes de l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire afin de répondre aux besoins en matière d'emploi, adoptent des mesures visant à faciliter la transition de l'école vers le monde du travail pour les jeunes, met en place des services de conseils pour les jeunes en termes de perspectives de travail pour ceux qui poursuivent leurs études et pour ceux qui quittent l'école formelle et enfin mettent en place des services de recrutement publics fonctionnels.

6.8 Le travail des enfants :

La CEDEAO adopte des mesures nécessaires à l'éradication du travail des enfants et des mesures susceptibles de stimuler le développement et l'éducation de l'enfant, de décourager l'emploi des enfants et d'encourager l'évaluation tripartite des questions liées au travail des enfants.

6.9 La Traite des personnes :

La CEDEAO adopte des mesures nécessaires à l'éradication de la Traite des personnes à des fins d'exploitation de leur main d'œuvre, assure notamment la mise en place de mécanismes tripartites pour l'évaluation des questions liées à la traite en ce qui concerne les aspects liés au travail.

6.10 Adaptabilité :

Dans ce contexte, la politique a pour objectif de trouver un équilibre entre d'une part la flexibilité dont les entreprises ont besoin pour progresser et d'autre part la sécurité de l'emploi dont les travailleurs ont besoin pour être performants. A cet égard, l'accent est mis sur la qualité du travail dans un environnement de travail en pleine mutation, sur la prévention de risques en matière d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail, sur la réactivité des entreprises en matière de restructuration, sur l'information et la consultation des travailleurs concernant les changements, sur la mobilité géographique et professionnelle, sur les technologies propres et le travail décent, sur le besoin de dégager un nouveau consensus en matière de développement durable afin de mobiliser les investissements nécessaires pour lutter contre le changement climatique, sur la création d'emplois propres, sur la construction d'un monde plus juste et meilleur.

Les partenaires sociaux doivent négocier et mettre en œuvre à tous les niveaux des accords visant à moderniser l'organisation du travail, par le biais entre autres d'accords de travail flexibles, pour rendre les entreprises productives et compétitives, atteindre un bon équilibre entre la flexibilité et la sécurité et améliorer la qualité des emplois. La sécurité de l'emploi ne signifie pas garder un emploi pour la vie. Il importe plutôt de faire en sorte que les personnes restent sur le marché du travail et qu'ils avancent dans leurs parcours professionnel. Il est nécessaire dans ce contexte d'examiner et de prévoir des emplois à temps partiel ou des emplois temporaires conformément à la législation en vigueur et lorsqu'elle n'existe pas prévoir son élaboration.

A travers des protocoles ou des directives et par le biais du dialogue social, la CEDEAO doit chercher à concilier les impératifs modernes de la flexibilité et les normes de protection minimale des travailleurs. Elle aidera les États membres à faire face aux effets négatifs de la restructuration. Il s'agira d'adopter des mesures de perfectionnement ou de recyclage des travailleurs, de subventionner la création de nouveaux emplois, de proposer des services de placement, d'information et d'orientation professionnelles aux travailleurs affectés par la restructuration. Plutôt que d'être synonyme de déclin

social et de pertes massives d'emplois, la restructuration devrait être une opportunité pour développer de nouvelles compétences et encourager le progrès économique et social.

La CEDEAO doit promouvoir le dialogue social en faisant de la représentation, de l'information et de la consultation des travailleurs une partie intégrante du gouvernement d'entreprise. Les travailleurs doivent être informés et consultés sur les questions de licenciements collectifs et de délocalisations de leur entreprise. Les entreprises ayant des activités dans plus d'un État membre de la CEDEAO doivent mettre sur pied des comités d'entreprise aux fins du dialogue transnational entre les travailleurs et la direction.

La CEDEAO doit encourager parmi ses États membres la circulation des travailleurs qui vont soit vivre dans un autre État ou qui changent d'emploi. Ceci participe de l'acquisition de nouvelles compétences et d'expériences. Dans tous les cas, la mobilité dans ce sens présente pour avantage de promouvoir la politique d'intégration de l'espace CEDEAO. Les citoyens de la CEDEAO devraient bénéficier d'une égalité d'accès aux emplois au sein de la région. La mobilité géographique et professionnelle qui en découlerait aurait pour effet d'améliorer l'efficacité du marché du travail. Les obstacles possibles à cette politique doivent être levés, à savoir les différences linguistiques et culturelles ainsi que les différences dans les domaines de l'éducation, de l'éthique du travail, de la fiscalité, de la santé etc. Afin d'encourager la mobilité au sens où on l'entend ici, il sera nécessaire de mettre en place des politiques qui permettront aux travailleurs d'être mobiles sans avoir à perdre leurs acquis, en matière de sécurité sociale par exemple. La CEDEAO devra sans doute adapter les systèmes d'éducation et de formation afin de faciliter la mobilité professionnelle. L'émergence de nouvelles formes d'organisation du travail tel que le recours à des services extérieurs ou à des consultants sur contrats, qui a contribué à l'émergence d'un travail dépendant du point de vue économique (autrement dénommé travail quasi-subordonné), sera examiné dans la perspective de mettre en place des règles juridiques appropriées visant à déterminer les droits, les privilèges et les obligations de cette catégorie de travailleurs.

6.11 Esprit d'entreprise :

Il s'agit ici d'encourager les petite et moyennes entreprises puisqu'elles contribuent à augmenter le taux d'emploi, à améliorer la compétitivité et à stimuler les services.

Les mesures propices à l'initiative individuelles sont entre autres l'allègement du fardeau fiscal et de la pression fiscale sur les coûts de la main d'œuvre, l'assouplissement des procédures administratives, un accès plus aisé au crédit, l'accès facile aux terres pour les investisseurs. L'on pourrait prévoir d'accorder des prêts d'une part aux chômeurs désireux de créer des entreprises durables et d'autre part aux entreprises qui embauchent des chômeurs. L'initiative individuelle ne doit

pas par principe être liée à un objectif d'emploi mais peut aussi servir à réaliser un objectif précis, par exemple à protéger des groupes vulnérables. L'esprit d'entreprise peut s'appliquer aux personnes âgées en tant que moyen pour augmenter leurs revenus.

6.12 Egalité de chances sur le lieu de travail :

La présente politique pose trois objectifs connexes sur le lieu de travail : égalité entre les hommes et les femmes, lutte contre la discrimination, la stigmatisation, l'intégration des personnes handicapées. Pour que ces objectifs soient atteints, il faut pouvoir s'appuyer sur des dispositions législatives en matière de non-discrimination et d'intégration de la dimension de genre afin de pouvoir garantir l'égalité de chances, de rémunération et d'accès. Outre les dispositions législatives, il faut faire en sorte que des mesures concrètes soient prises dans l'espace CEDEAO pour garantir le respect dans la pratique du principe d'égalité dans les domaines suivants liés à l'emploi et au travail : rémunération, accès au marché de l'emploi, formation professionnelle, sécurité sociale, congés, conciliation entre le travail et la vie privée, lutte contre le harcèlement sexuel, élimination de toute forme de violence faite aux femmes et de la traite des femmes, réinsertion des victimes d'actes de violence dans le marché de l'emploi, sensibilisation des hommes au principe d'égalité, insertion des personnes handicapées, etc.

Il faudra préparer des plans d'action à l'intention des femmes pour les informer des dispositions juridiques qui existent en matière d'égalité de traitement. Il s'agira aussi de promouvoir la formation en management et le développement de l'apprentissage tout au long de la vie sur une base d'égalité de chances, pour les femmes dans les zones rurales en particulier.

6.13 Evoluer des régimes de sécurité sociale et de retraite adaptés, modernes et financièrement viables :

Dan ce cadre, la politique cherche à proposer une sécurité de revenus et une autonomie financière, tout particulièrement aux groupes défavorisés. Elle doit tenir compte des besoins de toutes les personnes et des femmes en particulier qui ne peuvent pas jouir d'une retraite appropriée puisqu'elles n'ont pas travaillé assez longtemps pour pouvoir acquérir leurs propres droits à pension. Lorsque l'on souhaite mettre en place un régime de pensions, il faut chercher à respecter les trois grands critères de l'accessibilité économique et financière, de l'équité individuelle et de l'efficacité sociale, trois conditions que tout régime de pensions réussi doit satisfaire. Ensuite il est indispensable, pour le succès du régime, de le faire connaître sur une grande échelle. Il est toutefois indéniable que la solution au problème des retraites réside dans un plus grand emploi des travailleurs et employés plus âgés. Les Etats membres sont encore invités à promulguer des dispositions propres à permettre à un veuf de bénéficier de la pension liée au régime de sécurité sociale de l'épouse.

6.14 La Sécurité et les soins de Santé sur lieu de travail :

Sur ce point, l'intention de la politique est de promouvoir, d'une part la mise en place de mesures pour les soins de santé et la sécurité sur le lieu de travail, de favoriser une société juste pour tous en proposant des soins transfrontaliers surtout pour le traitement du fléau du VIH/SIDA, du paludisme et des maladies infectieuses, et de coordonner d'autre part les différents systèmes de santé des États membres de la Communauté. La responsabilité pour les systèmes de santé incombe généralement aux États-nations mais la CEDEAO est appelée à jouer un rôle de facilitation des soins de santé transfrontaliers et de coordination globale des différents systèmes de santé qui existent dans les États membres de la région. Toute personne qui traverse les frontières internes de la Communauté doit pouvoir bénéficier de soins de santé où qu'elle se trouve. Il va sans dire que l'objectif global des politiques nationales de santé doit être d'intégrer des politiques d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail ainsi qu'une politique de lutte contre le VIH/SIDA sur le lieu de travail conformément aux orientations définies par le BIT. Il faut ajouter cependant que des soins de qualité sont onéreux et que les tendances démographiques et technologiques les rendent encore plus chers. Le coût d'un traitement peut aisément dépasser les moyens financiers des patients et de leur famille. Par ailleurs, une mauvaise santé qui empêche souvent les personnes de travailler peut les rendre financièrement dépendants de leur famille ou du gouvernement. Il est donc nécessaire, tant au niveau national ou régional, de mettre en place des systèmes par lesquels le manque d'argent n'empêchera pas les personnes de bénéficier du traitement médical dont elles ont besoin. Cela peut se faire soit par la prestation publique de soins ou par un système d'assurance. Les groupes vulnérables, notamment les personnes âgées et les pauvres méritent une attention particulière.

6.15 Politique en matière de VIH/SIDA sur le lieu du travail :

La politique en matière de VIH/SIDA sur le lieu de travail comprendra les éléments suivants au sein des États membres :

- a. *Education, sensibilisation et prévention.* Il s'agit ici pour les employeurs et les travailleurs de développer des programmes conjoints d'information, d'éducation et de prévention.
- b. *Accès à l'emploi.* Il s'agit en l'occurrence d'interdire comme condition directe ou indirecte à l'embauche un test de dépistage du VIH. D'autres examens médicaux peuvent être demandés pour déterminer l'aptitude au travail mais pas le test pour le VIH.
- c. *Test VIH sur le lieu de travail et confidentialité.* Il est interdit d'imposer aux travailleurs un test pour le VIH. Un test volontaire peut être autorisé avec le consentement informé du travailleur et sera pratiqué divulguées qu'avec son consentement.

- d. *Statut de l'emploi.* Le statut HIV du travailleur ne doit en aucun cas déterminer le statut de son emploi, ses possibilités de promotion ou de transfert.
- e. *Test pour le VIH et formation.* Il est interdit d'imposer un test pour le VIH avant de proposer une formation au travailleur.
- f. *Gérer les maladies et la sécurité de l'emploi.* Il est interdit de renvoyer un travailleur du fait de son statut VIH. Il faut prendre en charge le travailleur concerné dans les limites du raisonnable.
- g. *Avantages professionnels.* Ils sont octroyés sur une base non discriminatoire. La confidentialité du statut médical du travailleur est respectée par les régimes de prévoyance.
- h. *Management des risques, premiers secours et indemnisation.* Il faut mettre en place des mesures préventives pour limiter le risque d'infection. Les indemnisations pour infection par le VIH seront accordées suivant la procédure standard.
- i. *Protection contre la victimisation.* Il faut protéger le travailleur infecté par le VIH de stigmatisation et de discrimination par ses collègues, ses employeurs ou ses clients. Une action disciplinaire sera engagée contre tout travailleur qui refuse de travailler avec un autre travailleur qui est séropositif.
- j. *Traitement des doléances.* La procédure standard s'applique aux doléances relatives au VIH. La confidentialité du statut VIH du travailleur est respectée pendant les débats.
- k. *Information.* Il faut encourager la collection, la compilation et l'analyse de données sur le VIH/SIDA aux fins du suivi et de la préparation d'une réponse efficace.

6.16 Eradication de la pauvreté et lutte contre l'exclusion sociale :

Les Etats membres sont invités à adopter l'Agenda du Travail Décent réduire le chômage et la pauvreté et de promouvoir la cohésion sociale en vue de créer une société juste pour tous. Il est nécessaire, si l'on veut atteindre les buts d'emplois meilleurs et de cohésion sociale, de construire une région CEDEAO qui n'exclut personne. Les travaux de recherche ont en effet démontré que les pays qui dépensent plus pour une protection sociale collective connaissent des taux de pauvreté très bas, un PIB par tête plus élevé et des taux d'emploi plus forts, ce qui est le cas des pays scandinaves. La CEDEAO doit poser les bases pour le développement d'une stratégie nationale et pour la coordination des politiques nationales de lutte contre la pauvreté et de l'exclusion sociale entre les Etats membres et d'autres acteurs, à savoir les Organisations Non Gouvernementales (ONG), les partenaires sociaux, les autorités locales et régionales.

Il est nécessaire d'élaborer des politiques nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, accompagnées de plans d'action nationaux avec des priorités claires, un exemple pouvant être la lutte contre la pauvreté chez les enfants puisque nous savons que ces derniers courent un risque élevé de pauvreté. L'effort à mener est de rompre le cycle de la perpétuation intergénérationnelle de la pauvreté et de maîtriser l'exubérance et les méfaits sociaux commis par les jeunes. Il appartient à la CEDEAO de dégager un consensus sur la manière dont les défis pourront être relevés: établir des marchés du travail n'excluant personne, assurer une bonne protection sociale et des services de qualité, améliorer l'éducation, la formation, le logement; surmonter la discrimination, mieux intégrer les personnes handicapées, les minorités ethniques et les immigrants, éradiquer la pauvreté, chez les enfants en particulier en rompant le cercle vicieux de l'héritage intergénérationnel. En d'autres termes, il est impératif de continuer la lutte contre la pauvreté dans les politiques de la CEDEAO, de définir des priorités et des cibles claires, à l'aune desquelles on pourra mesurer et évaluer les progrès.

6.17 Promotion du dialogue social et des principes du droit fondamental au travail :

La politique a pour but à cet égard de promouvoir la représentativité et l'inclusivité afin de prévenir, de réduire et de régler les conflits, d'instituer la gestion participative et l'harmonie sur le lieu de travail. Pour être efficace, la politique du travail et de l'emploi que la CEDEAO se propose de mettre en place dépendra de la nature du dialogue social. Après tout, ce sont les partenaires sociaux qui connaissent le mieux les réalités sur le terrain et qui sont donc les mieux placés pour moderniser l'organisation du travail et permettre ainsi une croissance plus forte et une situation d'emploi plus solide. Le dialogue social repose sur trois grands principes: la liberté d'association, les négociations collectives et la prévention et le règlement des conflits. Le déficit du dialogue social entraîne les grèves et les actions collectives au sein de la région. En réaction à cela, les gouvernements ont tendance à imposer des restrictions sur le droit de grève, ce qui a été dénoncé par le Comité d'Experts chargé de l'Application des Conventions et des Recommandations (CEACR). La CEDEAO doit rationaliser les politiques applicables en matière de respect des principes relatifs à la liberté d'association, le droit aux négociations collectives et les procédures de règlement des conflits du travail. Elle doit en particulier décider si la Cour de Justice de la Communauté aura un rôle à jouer dans le cadre des procédures de règlement des conflits du travail au sein de la région, compte tenu du fait que l'intégration régionale entraînera dans son sillage de nouveaux conflits du travail à dimension internationale, conformément à la législation en vigueur et lorsqu'elle n'existe pas prévoir son élaboration.

7. Cas Spéciaux

Mesures liées à l'emploi dans les situations de conflit et en sortie de crise.

Les cicatrices laissées par les conflits dans la région de la CEDEAO exigent que l'on accorde une attention particulière aux questions liées au travail et à l'emploi. Dans cette perspective il est nécessaire de rétablir des conditions permettant aux personnes de gagner un revenu et de retrouver leurs moyens d'existence en apportant une réponse axée sur l'emploi dans les situations de conflit et de sortie de crise, en encourageant la création d'emplois rémunérateurs et décents, en concevant un programme de travail et d'emploi au service du développement durable. Dans ces situations de conflit et de sortie de crise, l'intervention doit être guidée par sept grands principes: création de suffisamment d'emplois de qualité, décents, productifs et rémunérateurs, respectueux des droits des travailleurs et des normes de sécurité, accompagnés d'un dialogue social, etc.; priorité aux ressources locales avec utilisation optimale des personnes, des compétences, des connaissances et des ressources naturelles locales; améliorations immédiates de la productivité et mesures incitatives pour attirer les investissements du secteur privé ; harmonisation du soutien aux groupes vulnérables avec pour objectif la réconciliation grâce à la promotion d'une action basée en communauté ; faire de l'emploi le pilier de toute politique économique et sociale et vérifier l'impact sur l'emploi de toutes les politiques et tous les programmes; adoption d'une démarche qui amènera à une croissance induite par le secteur privé, le secteur public devant jouer le rôle de facilitateur ; et enfin consolider les institutions pour qu'elles garantissent le bon fonctionnement du marché du travail.

8. Cadre d'opérationnalisation de la politique La CEDEAO aura à intervenir de la façon suivante si sa politique du travail doit être opérationnelle:

8.1 Harmonisation Régionale :

Il s'agit en l'occurrence de promouvoir l'intégration régionale, de formuler des normes communes de travail d'application dans l'ensemble de la région et d'encourager un développement uniforme à travers la région. Il est essentiel de dégager les voies et moyens permettant de veiller au respect et donc à l'efficacité de toutes les politiques du travail et de l'emploi applicables dans la région. A cette fin il faut concevoir un instrument d'appui aux États membres de la CEDEAO pour que ces derniers réalisent les objectifs fixés et procèdent à un échange des meilleures pratiques dans les domaines de l'emploi, de la protection sociale et de l'inclusion sociale. Le but est d'aider les États membres de la communauté à élaborer leurs propres politiques, notamment (1) donner des orientations accompagnées d'échéanciers précis pour ce qui est de la réalisation des objectifs à court, moyen et long terme, (2) établir, s'il ya lieu, des indicateurs et des référentiels quantitatifs et qualitatifs qui permettront aux différents États membres et secteurs de se comparer aux meilleures pratiques mondiales, (3) transposer les

orientations en politiques nationales et régionales, avec des cibles et des mesures précises tenant compte des différences nationales et régionales, (4) suivi et évaluation périodiques par les pairs à des fins d'apprentissage mutuel.

8.2 Co-ordination et Suivi de la mise en œuvre de la Politique du travail :

Pour chaque principe directeur concernant la Politique du travail et de l'emploi de la CEDEAO, il faudra élaborer un Protocole ou une Directive qui énoncera dans le détails mesures à adopter. Tous les efforts menés dans ce sens doivent être le fruit d'un dialogue social au niveau régional entre les partenaires sociaux, notamment les gouvernements, les employeurs et les travailleurs (et s'il y a lieu des représentants d'organisations non-gouvernementales). Il en sera de même sur le plan national lorsque certaines questions doivent être traitées à ce niveau là.

8.3 Financement : Un Fonds travail et emploi de la CEDEAO :

Il est évident que pour être en mesure de réaliser les politiques susmentionnées, il faut pouvoir disposer de moyens financiers adéquats tant au niveau national qu'au niveau régional. *Pour la mise en œuvre de la politique du travail et de l'emploi, la CEDEAO devra mettre en place un dispositif de financement, notamment un " Fonds pour le Travail et l'Emploi " . Ce fonds pourrait être analogue, au Fonds social européen (FSE). La contribution de la CEDEAO est double : d'une part l'élaboration d'instruments de politique similaires aux directives de l'UE et d'autre part la mise à disposition d'instruments financiers conçus pour renforcer la cohésion économique et sociale. Le Fonds communautaire sera ainsi le principal instrument financier visant à traduire les objectifs de la politique du travail et de l'emploi et de la politique sociale en actions concrètes. Le Fonds viendra appuyer les politiques que mèneront les Etats membres pour réaliser le plein emploi, un travail productif de qualité, l'inclusion sociale, la réduction des disparités nationales, régionales et locales en matière d'emploi. Le Fonds devrait être le catalyseur du changement, le champion de politiques transversales telles que l'égalité entre les sexes, le vieillissement actif, l'intégration des immigrants, le partage des bonnes pratiques et d'expériences entre les États membres. Un des principes fondamentaux du Fonds est l'existence d'un partenariat entre les organisations patronales, les syndicats, les ONG et autres parties prenantes étant donné que le Fonds appuiera des activités répondant tant aux besoins des employeurs que des travailleurs. Le principal obstacle à la réalisation des objectifs du Fonds est celui de la limitation des ressources. Il est important dans ce contexte que la CEDEAO cherche des fonds auprès d'autres sources dans les États membres, notamment les pouvoirs publics, le secteur privé et à l'extérieur auprès d'organisations régionales telles que l'UE ou auprès d'organisations internationales telles que l'OIT.*

9. Domaines d'Intervention

Les Interventions à effectuer dans le but d'atteindre les objectifs de la CEDEAO en matière de politique du travail et de l'emploi portent sur les domaines essentiels suivants :

9.1 Normes de Travail : Les interventions nécessaires vont porter sur :

- a) Le soutien aux Etats membres dans le cadre de la ratification de la mise en œuvre des Conventions de base, des Conventions prioritaires et de celles relatives à l'administration du travail et de l'emploi ;
- b) La réconciliation de la vie de famille et le monde du travail, où les efforts doivent viser à créer un équilibre entre les deux ;
- c) L'éradication du travail de l'enfant ;
- d) L'éradication de la traite des personnes effectuée à des fins d'exploitation de la main d'œuvre ;
- e) La promotion d'opportunités égales en matière de travail.

9.2 Emploi

Les interventions nécessaires ici vont porter sur :

- a) L'offre d'un emploi à plein temps, productif, sur une base continue et librement choisi, où les efforts visent la création de plus d'emplois mieux qualifiés ;
- b) La régulation du marché du travail et des conditions d'emploi pour les secteurs formel et informel de l'économie ;
- c) la mise en place d'une base de données sur les informations relatives au marché du travail en mettant un accent particulier sur la fourniture d'informations pertinentes et en temps réel sur les questions du travail ;
- d) La promotion de la dignité au travail ;
- e) La promotion de l'approche au travail par rapport au cycle de vie en encourageant toutes les tranches d'âges à participer au monde du travail ;
- f) La promotion d'opportunités d'emplois pour les jeunes ;
- h) La promotion de la sécurité de l'emploi, de l'adaptabilité et de la compétitivité au sein de l'entreprise ;
- i) L'anticipation par rapport au changement et la gestion de la restructuration des entreprises affectées par les changements économiques et technologiques ;
- j) La promotion du travail vert et décent ;

- k) La promotion du travail indépendant à travers la création de petites et moyennes entreprises ;
- l) L'investissement dans le capital humain à travers la promotion du développement de la carrière, de l'orientation professionnelle et de la formation technique et professionnelle ;
- m) L'éradication de la pauvreté et la recherche de solutions aux problèmes d'exclusion sociale à travers l'adoption de mesures visant à réduire le taux de chômage ;
- n) Les réponses en termes de travail dans des situations de conflit et post-conflit à travers la restauration des conditions pour les personnes en vue de leur permettre d'obtenir des revenus et partant reconstruire leur vie et à travers également l'offre d'une réponse axée sur l'emploi dans les situations de conflit et post-conflit :

9.3 Dialogue social. Les interventions nécessaires seront :

- a) conscience professionnelle et sens des responsabilités par la promotion du professionnalisme sur le lieu de travail ;
- b) conditions de travail par la promotion de conditions de travail et de vie équitables à travers l'harmonisation et la codification des conditions de travail de base ;
- c) anticipation du changement et gestion de la restructuration par l'adoption du dialogue social dans la résolution de tous les problèmes posés par la restructuration des entreprises ;
- d) promotion de technologies vertes et du travail décent par la promotion du dialogue social entre les entreprises en situation de transition ;
- e) promotion du dialogue social et du tripartisme par la promotion de la représentativité et de l'inclusivité afin d'instaurer une démocratie participative/sociale et l'harmonie sur le lieu de travail ;
- f) prévention des différends et gestion des conflits par la promotion d'un cadre cohérent et harmonisé au plan régional en ce qui concerne les mécanismes de prévention et de règlement des différends ;
- g) des interventions portant sur le travail dans les situations de conflit et de sortie de conflit par la promotion du dialogue social ; renforcement de l'administration du travail ; et gouvernance du marché du travail par le renforcement des capacités.

9.4 Intégration régionale : Les interventions nécessaires seront :

- a) promouvoir la migration et l'intégration de la main-d'œuvre ;
- b) création d'un fonds de la CEDEAO pour le travail et l'emploi en vue de financer la mise en œuvre de la politique du travail ;
- c) harmonisation, coordination et suivi au niveau régional des politiques du travail et de l'emploi.

9.5 Protection sociale : Les interventions nécessaires seront :

- a) conditions de travail par la promotion de conditions de travail et de vie équitables ;
- b) promotion d'une approche du travail couvrant tout le cycle de vie en encourageant les partenaires sociaux et les entreprises à investir et exploiter pleinement le potentiel des travailleurs pendant toute leur vie professionnelle ;
- c) prévention des risques en matière de santé et de sécurité au travail en garantissant la santé et la sécurité sur le lieu de travail ;
- d) fourniture de régimes de sécurité sociale adéquats, financièrement viables et modernes ;
- e) accès aux soins de santé par la promotion de l'accès universel aux soins de santé, en particulier, les soins de santé transfrontaliers ;
- f) promotion d'une politique de lutte contre le VIH/SIDA comme problématique sur le lieu de travail ;
- g) promotion de programmes visant à protéger les travailleurs contre les maladies infectieuses et le paludisme ;
- h) éradication de la pauvreté et lutte contre l'exclusion sociale par l'adoption et l'application de la stratégie et des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté de la CEDEAO.

10. Mise en œuvre

La Politique du travail et de l'emploi de la CEDEAO englobe la Communauté et tous les États membres. Elle est la marque d'un consensus régional sur les buts à réaliser sur le lieu de travail et sur les dimensions et domaines prioritaires du travail envers lesquels se sont engagés les États membres. Sa mise en œuvre repose sur une double démarche: élaboration de programmes régionaux de développement d'une part et adoption et application de règles et réglementations communes d'autre part. Ces actions exigent la consultation et la coordination entre les différentes parties prenantes et les partenaires sociaux pour que les problèmes abordés et les choix effectués s'intègrent pleinement dans les politiques et programmes d'intégration régionales.

Si l'on souhaite mettre en œuvre de manière effective la Politique du travail et de l'emploi de la CEDEAO, il faudra réunir les conditions suivantes :

1. Une forte volonté politique ainsi que la contribution des gouvernements, de la CEDEAO, des employeurs et des travailleurs en vue d'impulser et d'appuyer la mise en œuvre des actions envisagées dans la Politique au niveau national et régional.
2. Une très large information et sensibilisation de tous les acteurs à tous les niveaux concernant les orientations, les objectifs et les domaines d'interventions de la Politique du travail et de l'emploi de la CEDEAO afin de faciliter son acceptation par les populations ouest-africaines et de promouvoir sa mise en œuvre.
3. Les États membres auront à faire des rapports sur la mise en œuvre de cette politique du travail tel que l'aura définie la Commission.

PLAN D'ACTION STRATEGIQUE DE LA POLITIQUE DE TRAVAIL ET D'EMPLOI DE LA CEDEAO

MAI 2009

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
I) Promotion des Normes Internationales du travail	1. Appui à la ratification et à la mise en œuvre des conventions fondamentales, des conventions prioritaires et celles relatives à l'administration du travail et à l'emploi de l'OIT	1. Observer les obligations qui incombent aux Etats membres de la CEDEAO au titre du droit international du travail	Tous les Etats membres doivent ratifier et transposer dans leur droit national les textes juridiques internationaux relatifs au travail et à l'emploi, en particulier les Conventions fondamentales de l'OIT		2009-2011
	2. Concilier le travail et la vie familiale.	<p>1. Assurer l'égalité de chances et de traitement entre les hommes et les femmes ayant des responsabilités familiales, pour l'emploi, et la profession.</p> <p>2. Garantir l'égalité de chances et de traitement au niveau de l'emploi et de la profession, entre d'une part les hommes et les femmes ayant des responsabilités familiales et d'autre part ceux qui n'en ont pas. Relever les défis conjugués de l'inégalité entre les hommes et les femmes, les faibles taux d'emploi et le vieillissement démographique</p>	<p>1. Elaborer des lois et des codes de déontologie pour décourager la discrimination directe et indirecte basée sur la situation de famille ou les responsabilités familiales.</p> <p>2. Promouvoir l'accès non-discriminatoire à la formation pour tous.</p> <p>3. Promouvoir la flexibilité en Encourageant les formes d'organisation de travail innovantes et adaptables, par exemple permettre aux travailleurs de travailler à partir de leur domicile.</p> <p>4. Adopter des mesures non-discriminatoires en matière de sécurité sociale et de fiscalité adaptées à tous les travailleurs.</p> <p>5. Prévoir une prise en charge accessible et abordable des enfants pendant la journée de travail.</p> <p>6. Organiser des campagnes de sensibilisation en vue d'éliminer les opinions toutes faites selon lesquelles le problème de conciliation entre le travail et la vie familiale est "un problème de femmes".</p> <p>Encourager un changement d'attitude chez les hommes afin qu'ils assument plus de responsabilités familiales au foyer.</p>		

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
	1. Travail des enfants. C 138 et 182	1. Eradiquer le travail et la traite des enfants. 2. Encourager le développement et l'éducation des enfants, 3. Décourager l'emploi des enfants. 4. Procéder à une évaluation tripartite de la question du travail des enfants dans le contexte des questions du travail.	1. Elaborer une Directive de la CEDEAO sur la protection des enfants. 2. Harmoniser les politiques nationales sur les points suivants : établissement d'un lien entre l'âge de fin de scolarité et l'âge minimum d'admission à l'emploi ; interdiction de toute forme dangereuse de travail des enfants et du travail dangereux des Jeunes ; respect de la législation sur le travail des enfants. 4. Renforcer l'échange d'informations sur le travail des enfants entre les Etats membres. 5. Prévoir des interventions nationales pour prévenir le travail des enfants et assurer une protection sociale aux enfants vulnérables et aux enfants qui travaillent. 6. Mener sans cesse des campagnes de lutte contre le travail des enfants en utilisant tous les médias. 7. Garantir l'enseignement universel de base dans tous les Etats membres.		2009 - 2010
	1. Traite des êtres humains.	Eradiquer la traite des êtres humains aux fins de l'exploitation par le travail	Mettre en œuvre la Politique de la CEDEAO en matière de lutte contre la traite des êtres humains ainsi que les Conventions pertinentes de l'OIT : notamment les Conv 29 et 105, relatives au travail forcé		2009 - 2014
	2. Egalité entre les hommes et les femmes, autonomisation des femmes et égalité de chances sur le marché du travail.	1. Promouvoir l'égalité de chances et de traitement entre les hommes et les femmes. 2. Promouvoir l'intégration de la dimension du genre dans les programmes relatifs à l'emploi.	1. Prévoir des politiques et lois nationales contre la discrimination. 2. Eliminer les lois et pratiques discriminatoires. 3. Prévoir un soutien en termes d'éducation et de formation, faciliter l'accès au crédit et de services d'appui aux femmes. 4. Mettre en place des services économiques et sociaux pour alléger le fardeau qui revient traditionnellement aux femmes en termes de tâches ménagères, d'éducation des enfants, des soins à apporter aux membres de la famille dont les personnes affectées par le VIH/SIDA. 5. Assurer l'intégration de la dimension du genre dans tous les programmes de l'emploi au niveau régional et national.		2009 - 2014

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
			6. Actualiser et améliorer l'application de toutes les politiques relatives aux groupes vulnérables. Accorder une attention particulière aux questions suivantes: égalité en termes de rémunération, d'accès à l'emploi, de formation professionnelle, de sécurité sociale, de congé, de conciliation entre, le travail et la vie privée; nécessité de lutter contre le harcèlement sexuel, les violences faites aux femmes, la traite des femmes: réinsertion des victimes d'actes de violence sur le marché du travail etc.		
II). Promotion de l'emploi décent	1. Création d'emplois décents pour les hommes et les femmes	Créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité Garantir une approche intégrée et concertée de la promotion de l'emploi, de la gestion et du développement économiques	<ol style="list-style-type: none"> 1. Adopter comme politique de l'emploi un projet de politique de la CEDEAO. 2. Adopter une politique de développement axée sur les besoins fondamentaux. 3. Prévoir des incitations fiscales et des subventions nationales, en vue d'encourager l'emploi. 4. Identifier des incitations ciblées, conditionnelles et liées dans le temps en vue de promouvoir la production à forte intensité de main d'œuvre. Faire ratifier la Convention n°160 sur les statistiques du travail. 5. Encourager l'adoption d'arrangements alternatifs en matière de propriété et de production tels que les coopératives et promouvoir des arrangements en matière de capitaux qui font appel à des méthodes de production à forte intensité de main d'œuvre. 6. Procéder à une réaffectation des dépenses publiques et à une redéfinition des priorités en faveur de projets et programmes ciblés. 7. Vérifier le caractère propice à l'emploi des grands secteurs d'activités en vue d'évaluer la viabilité financière de la création d'emplois. 8. Créer un Fonds de promotion de l'emploi qui sera alimenté à partir des budgets annuels nationaux et régionaux. 		2009-2011

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
			9. Faciliter l'accès au crédit pour les personnes et les communautés défavorisées grâce à une réforme des institutions financières, à une baisse des taux d'intérêt, et/ou le recours à des politiques spécifiques des patrimoines et/ou d'investissement. 10. Encourager la création de micro entreprises en milieu urbain et rural. 11. Faciliter l'obtention par des groupes spéciaux (jeunes, femmes, personnes handicapées et personnes licenciées) d'un emploi productif. 12. Développer les infrastructures (dans le secteur énergétique notamment) qui sont indispensables à la survie de projets d'emploi indépendant sous la forme de petites et moyennes entreprises.		
II). Promotion de l'emploi décent	1. Création d'emplois décents pour les hommes et les femmes	1. Harmoniser les réglementations du marché du travail.	1. La CEDEAO doit fournir des orientations générales pour l'harmonisation et préciser les domaines spécifiques qu'il faut réformer dans toute la région. 2. Mettre à jour les lois et politiques de l'emploi en prenant en considération les obligations de droit public international qui incombent aux Etats membres de la CEDEAO.		
	2. Réglementation du marché du travail	2. Promouvoir le respect des normes fondamentales.	3. Renforcer toutes les institutions de l'Emploi. 4. Promouvoir la recherche et le développement de politiques et de réglementations de l'emploi.		
	3. Création et gestion, d'une base de données sur les statistiques du travail et la formation professionnelle au niveau des Etats et au niveau de la CEDEAO	1. Harmoniser les procédures de collecte de données sur les statistiques du travail et la formation professionnelle 2. Offrir des informations pertinentes et en quantité	1. Faire ratifier par les Etats membres de la CEDEAO la Convention n°160 sur les statistiques du travail. 2. Sensibiliser et faire un plaidoyer auprès des décideurs politiques et économiques, des partenaires sociaux et de la société civil, sur l'importance, la nécessité et l'urgence d'améliorer la production, l'analyse et la dissémination des statistiques du travail et la formation professionnelle.		2009-2013

	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
		et en qualité et en temps réel sur les questions de travail et la formation professionnelle 3. Promouvoir le partage d'informations entre les parties prenantes (producteur et utilisateurs des statistiques du travail et de la formation professionnelle).	3. Réorganiser et renforcer le système d'information sur le marché du travail, conformément au cadre de l'OIT. 4. Mettre en place un dispositif de collecte régulière de donnée pour accroître la production en quantité et en qualité des statistiques du travail et de la formation professionnelle au niveau des Etats et de la CEDEAO 5. Mettre en place les bases de données sous régionales basée sur des bases de données nationales conformes aux normes internationales en matière de statistiques du travail et de formation professionnelle. 6. Dynamiser la coordination statistiques et renforcer la coopération et le partenariat avec le secteur privé les organisations sous régionales et les partenaires au développement. 7. Promouvoir l'analyse la publication et la dissémination des statistiques du travail et de la formation professionnelle.		
					En continu.
	4. Promotion de la dignité du travail	1. Promouvoir le travail comme source de valorisation et de dignité de l'être humain. 2. Promouvoir le professionnalisme au travail	1. Appliquer "intégralité de l'agenda sur le travail décent adopté par l'OIT. 2. Organiser des campagnes massives à travers la région de la CEDEAO sur la valorisation et la dignité au travail. 3. Promouvoir l'excellence en milieu du travail 4. Lancer des campagnes auprès du grand public pour faire comprendre le besoin de professionnalisme au travail. 5. Concevoir et faire respecter des codes de conduite sur le lieu de travail. 6. Assurer une formation continue des travailleurs en matière d'éthique professionnelle		2009 - 2013

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
	5. Promotion du principe « tout au long de la vie » au travail.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Encourager la participation de personnes de tout âge au monde du travail. 2. Exploiter pleinement le potentiel des travailleurs plus âgés afin de pérenniser la croissance et l'emploi, selon les besoins sectoriels. 3. Réduire le taux de dépendance entre les retraités et les actifs en vue de contribuer à la pérennisation des régimes de pension. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Fixer des normes minimales afin d'améliorer les conditions de travail et lutter contre la discrimination, 2. Les partenaires sociaux et les entreprises doivent investir dans le renforcement du potentiel des, travailleurs durant toute leur vie professionnelle. 3. Offrir des programmes de recyclage pour encourager la réintégration dans le monde du travail, en tant que salarié ou travailleur indépendant. 4. Mettre en place un dispositif d'encadrement et de sensibilisation des personnes admises à faire valoir leurs droits à la retraite. 5. Apporter une assistance financière 		2009 - 2013
	6. Promotion des opportunités d'emploi pour les jeunes.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Impliquer les jeunes dans la conception et la promotion de programmes débouchant sur des activités rémunérées pour les jeunes. 2. Faciliter l'entrée des jeunes dans le monde de l'emploi productif. 3. Promouvoir et canaliser les énergies des jeunes à des fins productives. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Développer des systèmes d'orientation et de formation professionnelle qui établissent un lien entre l'éducation et le monde du travail et qui conduisent à des activités rémunérées. 2. Faciliter la réforme de l'enseignement primaire, secondaire et supérieure afin de répondre aux besoins du marché du travail. 3. Adopter des mesures pour faciliter la transition de l'école au travail chez les jeunes. 4. Mettre en place des services de conseil en termes de perspectives d'emploi pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leur éducation et pour ceux qui quittent le système éducatif. 5. Mettre en place ou renforcer les services publics de l'emploi. 		2009 - 2013

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
	7. Personnes handicapées.	Faciliter l'accès des personnes handicapées à un emploi productif.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Adopter au niveau de la CEDEAO des orientations régionales concernant le traitement des personnes handicapées dans le cadre du travail. 2. Promouvoir l'égalité de traitement des personnes handicapées et amender les lois en conséquence. 3. Prévoir des formations, des installations et des équipements appropriés. 4. Améliorer l'accès des personnes handicapées aux formes de soutien prévues dans les divers programmes de promotion contenus dans la stratégie pour l'emploi. 5. Renforcer la consultation des organisations qui représentent les intérêts des groupes vulnérables en vue d'identifier et de résoudre leurs difficultés. 6. Mener des études à intervalles réguliers pour mesurer l'efficacité des politiques en faveur des groupes vulnérables. 		2009 - 2013
	8. Sécurité de l'emploi, capacité d'adaptation et compétitivité des entreprises	<ol style="list-style-type: none"> 1. Trouver un équilibre entre les pressions de compétitivité qui pèsent sur les entreprises et la sécurité d'emploi pour les travailleurs. 2. Créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. 3. Réaliser une plus grande productivité. 4. Réaliser une plus grande cohésion sociale. 5. Moderniser l'organisation du travail 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Adopter et appliquer la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, telle qu'amendée à la 279^{ème} Session du Conseil d'Administration de BIT de novembre 2000. 2. Impliquer les partenaires sociaux dans la conception et l'introduction de mesures (à tous les niveaux) visant à accroître la capacité d'adaptation tant de la main d'oeuvre que des entreprises. 3. Proposer des incitations afin d'encourager les employeurs à investir dans la formation et l'amélioration des compétences. 4. Ratifier et mettre en oeuvre la Convention n°158 sur le licenciement. 5. Informer et consulter en permanence les travailleurs sur les changements qui interviennent dans l'entreprise. 		2009 - 2013

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
			6. Mettre en place des mesures pour assurer la qualité du travail, telles que la modernisation des systèmes de protection sociale, l'adoption d'heures de travail flexibles. un meilleur accès à la formation, l'encouragement de l'apprentissage tout au long de la vie. 7. Promouvoir la formation et la prévention des risques pour la santé et la sécurité sur le lieu de travail, anticiper et gérer la restructuration et offrir une couverture sociale.		
	9. Anticiper les changements et gérer la restructuration des entreprises	1. Apporter des appuis aux entreprises affectées par les changements économiques et les encourager à les anticiper	1. Elaborer une Directive CEDEAO sur les réponses à apporter face à la restructuration des entreprises. 2. Adopter le dialogue social pour toutes les questions liées à la restructuration des entreprises. 3. Les entreprises présentes dans plus d'un Etat de la CEDEAO doit assurer un dialogue transnational entre les travailleurs et la direction. 4. Créer un Fonds à la CEDEAO pour venir en aide aux Etats membres qui rencontrent des difficultés face à la restructuration. 5. Adopter des mesures de remise à niveau et de recyclage afin de pouvoir gérer la restructuration. 6. Adopter un système de subventions à l'emploi, de placement, d'information professionnelle, de conseils sur la carrière en vue de faire face à la restructuration.		2009 - 2014
	10. Promotion des technologies propres et du travail décent.	1. Promouvoir les emplois propres. 2. Promouvoir les nouvelles technologies qui doivent accompagner une gestion solide des mutations. 3. Promouvoir le dialogue social entre les personnes affectées par les mutations.	1. Organiser des tables rondes tripartites y compris la société civil sur la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto sur la dégradation de l'environnement et le changement climatique. 2. Dégager un nouveau consensus sur le développement durable en vue de mobiliser les investissements nécessaires pour lutter contre le changement climatique. 3. Promouvoir la création d'emplois propres.		2009 - 2013

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
	11. Promotion de l'esprit d'entreprise	Promouvoir le travail indépendant	<ol style="list-style-type: none"> 1. Promouvoir la création de petites et moyennes entreprises à travers l'adoption de mesures telles que l'allègement de la charge fiscale et de la pression fiscale sur les coûts de la main d'œuvre, des tâches administratives ou encore un accès plus facile au crédit. 2. Les partenaires sociaux doivent conseiller et informer les entrepreneurs. 3. Assister les groupes vulnérables en matière de promotion de l'esprit d'entreprise. 4. Faciliter l'accès à la propriété. 5. Poursuivre la réalisation d'infrastructures inter communautaire pour réduire les coûts des facteurs de production. 6. Encourager la création de co entreprise 		2009 - 2013
	12. Promotion de l'entreprise durable	<p>Promouvoir des PME compétitives en levant les obstacles internes et externes à leurs développements</p> <p>Mettre en place un programme opérationnel de renforcement des capacités des dirigeants et porteurs de projets</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Prendre des dispositions pour lever les obstacles à la compétitivité <ul style="list-style-type: none"> - accès à "information - cadre institutionnel et réglementaire répondant aux exigences des PME - amélioration de la productivité de la qualité - infrastructures de transport et de la communication - accès aux crédits Appuis en matière de recherche et de développement - accès aux nouvelles technologies - élaborer et mettre en oeuvre dans l'espace CEDEAO et dans les Etats un programme d'appuis au développement des PME, PMI. 2. Elaborer un programme spécifique de renforcement de capacités pour les entreprises en difficultés. 3. Elaborer un programme d'accompagnement et de coaching pour une meilleure consolidation des entreprises 4. Appuyer la mise en oeuvre des programmes de capacitation existants au profit des porteurs de projets 		

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
	13. Investir dans le capital humain	Promouvoir l'organisation de carrière, l'orientation professionnelle, la formation technique et professionnelle.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les gouvernements nationaux doivent ancrer parmi les droits des travailleurs, le droit à la formation et au recyclage. 2. Adopter et introduire au niveau de la CEDEAO et au sein des Etats membres des mesures d'apprentissage tout au long de la vie. 3. Adapter l'éducation et la formation professionnelle aux besoins du marché du travail. 		2009 - 2014
	14. Eradication de la pauvreté et lutte contre l'exclusion sociale.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Juguler le chômage et éradiquer la pauvreté. 2. Promouvoir la cohésion sociale 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La CEDEAO devra fournir le cadre de développement d'une stratégie nationale et se charger de la coordination des politiques entre les Etats membres et d'autres acteurs comme les ONG, les partenaires sociaux et les autorités locales et régionales participant au processus. 2. Ce cadre CEDEAO doit mettre l'accent sur les thèmes suivants faciliter la participation à l'emploi et l'accès de tous aux ressources, droits, biens et services prévenir le risque d'exclusion aide aux personnes les plus vulnérables; mobilisation de tous les organes pertinents. 3. Les Etats membres doivent: accorder une attention particulière à la lutte contre les effets de la pauvreté sur l'avenir des enfants en vue de rompre le cycle de la perpétuation intergénérationnelle de la pauvreté, notamment par l'éducation et la formation. 4. Développer des programmes régionaux et nationaux d'accès universels à l'éducation et à la formation professionnelle. 		
	15. L'emploi comme solution aux situations de conflit et de sortie de crise.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réunir les conditions permettant aux personnes de gagner un revenu et de reconstruire leurs moyens de subsistance. 2. Prévoir une réaction aux situations de conflits et de postconflits axée sur l'emploi. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre en place des mesures de promotion de l'emploi telles que la stimulation de l'investissement dans les travaux publics. 2. Encourager la formation qualifiante. 3. Faciliter la transition vers la formalité et la promotion de l'économie informelle et stimuler le secteur des petites et moyennes entreprises et des coopératives. 		2009-2013

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
		<p>3. Promouvoir la création d'emplois productifs et rémunérateurs et un travail décent.</p> <p>4. Adapter le programme pour l'emploi à l'impératif du développement durable</p>	<p>4. Compiler des statistiques sur l'emploi et les informations sur le marché du travail et leur analyse. Il est indispensable de disposer de statistiques et de politiques sur le marché du travail opportunes, fiables, cohérentes et actualisées.</p> <p>5. Promouvoir le dialogue social, renforcer administration du travail et du marché du travail à travers un renforcement des capacités.</p> <p>6. Améliorer la protection sociale et la gestion de la migration de la main d'oeuvre.</p> <p>7. Incorporer des stratégies sur le VIH/SIDA dans le cadre global de relance économique et dans le programme pour le travail décent.</p> <p>8. Incorporer des stratégies de lutte contre le travail des enfants dans le cadre global de relance économique et dans le programme pour le travail décent.</p> <p>9. Promouvoir le développement économique local dans le domaine de la relocalisation, et de la réinstallation de la reprise économique.</p> <p>10. Evaluer attentivement toutes les politiques et les programmes à la lumière de leur impact sur la situation de "emploi.</p>		
III. Promouvoir la protection sociale pour tous	16. Promouvoir et consolider la sécurité et la santé au travail.	<p>1. Améliorer la qualité de vie au travail.</p> <p>2. Accroître la productivité.</p> <p>3. Respecter l'environnement</p>	<p>1. Elaborer une Directive de la CEDEAO sur la sécurité et la santé au travail</p> <p>2. Traduire les dispositions de la directive CEDEAO au niveau national par le biais, notamment de l'adoption:</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une politique nationale de sécurité et santé au travail - d'un code de sécurité santé au travail - d'un code d'éthique pour les professionnels de la sécurité et la santé au travail. <p>3. Développer et mettre en oeuvre des programmes de formation en sécurité et santé au travail des partenaires sociaux</p>		

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
	17. Protection des travailleurs contre les maladies contagieuses et le paludisme	1. Introduction des mesures de lutte contre les maladies contagieuses sur le lieu du travail 2. Promouvoir la cohésion sociale. Etendre la protection sociale aux couches défavorisées et aux exclus du système classique de protection sociale	4. Aider à mettre en place des structures de contrôle technique des conditions et du milieu du travail les inspections médicales du travail. 5. Entreprendre des campagnes d'information et de sensibilisation des travailleurs et du grand public. 6. Sensibiliser et former les travailleurs sur la manière de se protéger contre la maladie contagieuse notamment la tuberculose, la grippe aviaire et le paludisme 7. Les Etats membres doivent domestiquer et mettre en oeuvre le Plan d'action adoptée à la troisième session extraordinaire de l'Union africaine consacrée au chômage et à la réduction de la pauvreté.		
	18. Mise en oeuvre du régime de la protection sociale approprié, moderne et viable		1. Promouvoir la création de nouvelles formes de protection sociale telles que les mutuelles. 2. Prévoir la prise en charge des travailleurs migrants dans le régime de protection sociale		
	19. Régimes de protection sociale viables et durables	1. Assurer un degré élevé de sécurité des revenus et l'autonomie financière. 2. Extension de la protection sociale	1. Les Etats membres doivent légiférer en vue de faire appliquer la Convention générale de la CEDEAO sur la sécurité sociale. 2. Améliorer la gouvernance des régimes de pension à tous les niveaux. 3. Participation tripartite à la gouvernance des régimes de pension. 4. Sensibiliser le grand public dans la région à l'existence de régimes de pension existants. 5. Formation de partenaires sociaux sur la sécurité et la santé au travail 6. Promotion des mutuelles de santé 7. Etendre la protection sociale à la population ne bénéficiant pas d'une couverture sociale.		

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
	20. Accès aux soins de santé,	Promouvoir l'accès universel aux soins de santé.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Encourager tous les Etats membres à mettre en oeuvre un Système national d'assurance maladie. 2. La CEDEAO doit harmoniser les systèmes nationaux d'assurance maladie pour les étendre aux travailleurs migrants. 3. La CEDEAO doit poser les principes généraux qui guideront les soins de santé transfrontaliers et coordonner les différents systèmes de santé des Etats membres de la région. 		
	21. Politique en matière de VIH/SIDA au travail.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Promouvoir la nondiscrimination de personnes vivant avec le VIH/SIDA. 2. Prévenir les risques professionnels liés au VIH/SIDA. 3. Traiter le VIH/SIDA au travail comme toute autre maladie grave. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaborer une Directive/code de conduite de la CEDEAO sur la question du VIH/SIDA dans le sens des orientations énoncées dans les instruments internationaux notamment les directives du BIT sur le VIH/SIDA en milieu du travail. 2. Les Etats membres doivent préparer un code de conduite national multisectoriel tripartite sur la question du VIH/SIDA et le reprendre dans sa législation. 3. Mettre en place des mécanismes permettant de contrôler le respect du code de conduite relatif au VIH/SIDA au travail ainsi que la législation y afférente dans les différents pays. 4. Les Etats membres de la CEDEAO doivent appliquer les 12 directives des <i>Nations Unies concernant le VIH/SIDA</i> adoptées à l'occasion de la Deuxième consultation internationale et reprises à l'Annexe 1 du rapport présenté par le Secrétaire général à la Commission des Droits de l'homme dans le document <i>E/CN4/1997/37</i>. 		
IV. Promouvoir le Dialogue Social et les relations professionnelles	22. Promotion du dialogue social et le tripartisme	1. Promouvoir la représentativité et l'inclusivité afin de réaliser la démocratie participative et l'harmonie sur le lieu de travail	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaborer une Directive CEDEAO sur le dialogue social et le tripartisme. 2. La CEDEAO doit établir un Forum du dialogue social tripartite au service de la croissance et de l'emploi qui sera chargé de formuler des politiques économiques et sociales pour relancer la croissance et le développement au sein de la région. 		

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
			3. Outre la coopération avec les organes tripartites pour les questions liées au travail et à l'emploi, il faut établir des institutions tripartites dans les pays. 4. Renforcer et encourager les syndicats nationaux et régionaux d'employeur et de travailleurs à établir des liens avec les partenaires au développement. 5. La CEDEAO doit rationaliser et harmoniser les principes applicables à la liberté d'association, à la négociation collective et à la prévention et le règlement des conflits.		
	23. Promouvoir la négociation collective pour toutes les conditions de travail	1. Promouvoir des conditions de travail et de vie équitables	1. Harmoniser et codifier les conditions de travail de base. 2. Prévoir une rémunération équitable pour le travail presté 3. Favoriser la négociation collective régulière et dynamique		
	24. Renforcement des capacités des administrations du travail	1. Renforcer des effectifs de l'administration du travail et de l'emploi. 2. Améliorer les compétences du personnel de l'administration du travail et de l'emploi par la formation initiale et continue adaptée au marché du travail. 3. Accroître les moyens d'action des administrations du travail et de l'emploi. 4. Améliorer la coordination au sein du système de l'administration du travail. 5. Créer des outils modernes de gouvernance et de gestion accès sur les résultats 6. Mettre en place un système d'évaluation des administrations du travail et de l'emploi	Appuyer des Etats membres dans la ratification et l'application des Conventions prioritaires (81, 122, 144) de la Convention 150 sur l'administration du travail et des Conventions sur la sécurité et santé au travail (C 155, 161, 187) 1. Elaborer et mettre en oeuvre un programme régional de formation des inspecteurs de travail, des agents des services de travail et de "emploi 2. Faire un plaidoyer auprès des Etats membres pour relever le budget des Ministères chargés du travail, de l'emploi et de la protection sociale 3. Créer des cadres permanents de concertation et de coordination entre toutes les structures du système de l'administration du travail 4. Utiliser le TOOLKIT ou boîte à outils BIT au niveau national et régional 5. Confectionner un guide méthodologique de l'inspection du travail et un guide pratique de sécurité et santé au travail.		

PROGRAMMES PRIORITAIRES	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
	25. Renforcement des capacités des partenaires sociaux (employeurs et travailleurs)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Former un pool sous régionale d'experts de syndicats d'employeurs et de travailleurs en dialogue sociale et technique de négociation collective au niveau de la CEDEAO 2. Renforcer les capacités organisationnelles de l'OTAO/, et de la FOPAO 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Promouvoir la négociation des Conventions collectives ou d'accords cadre sous régionaux. 2. Instituer la tenue d'une conférence des partenaires sociaux de la CEDEAO pour évaluer périodiquement la mise en œuvre de la politique de l'emploi et du travail de la sous région. 3. Renforcer la participation des partenaires sociaux à toutes les négociations commerciales et économiques au niveau de la CEDEAO 		
	26. Prévention et règlement des conflits.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Assurer une cohérence et une harmonie des mécanismes de prévention et de règlement des conflits dans la région. 2. Mettre en place des procédures efficaces et transparentes de prévention et de règlements de conflits 3. S'appuyer sur les lois et usages pour promouvoir la prévention des conflits. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaborer une Directive CEDEAO en matière de prévention et de règlement des conflits du travail dans la région. 2. Mettre sur pied un groupe tripartite chargé de préparer des cadres juridiques et un mécanisme institutionnel qui constitueront le système de prévention et de règlement des conflits du travail dans la région. 3. Harmoniser les procédures de règlement des conflits dans la région, en tenant compte des capacités nationales. 4. Etablir un mécanisme/organisme régional d'arbitrage et de règlement des conflits du travail dans la région. 5. Prévoir des interventions de la part de médiateurs dans les secteurs à forte tendance conflictuelle en vue d'encourager l'autorégulation à travers l'adoption volontaire de mesures visant à réduire le nombre de conflits. 6. Utiliser des mécanismes de négociation collective comme réponse à la prévention et aux règlements des conflits 		En continu.
V. Promotion de l'intégration régionale	27. Promotion de la migration et de l'intégration de la main d'oeuvre.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Promouvoir les droits des travailleurs migrants 2. Créer un environnement propice aux migrants, particulièrement ceux qui se trouvent 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaborer une Directive CEDEAO sur la migration de la main d'oeuvre et l'intégration conformément aux Conventions 97 et 143 de l'OIT. 2. Amender la législation nationale pour assurer, au sein de la région, une égalité d'accès des citoyens de la CEDEAO aux emplois. 		En continu.

	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
		<p>dans la diaspora pour leur permettre de contribuer au développement de leur pays.</p> <p>3. Encourager la coopération bilatérale et multilatérale entre les Etats membres de la CEDEAO en matière de migration de la main d'oeuvre.</p> <p>4. Encourager la mobilité géographique et professionnelle.</p> <p>5. Favoriser la pleine intégration économique au sein de l'espace CEDEAO</p>	<p>3. Mettre en place des mesures permettant aux travailleurs de changer de lieu sans courir le risque de perdre leurs acquis sociaux.</p> <p>4. Introduire des mesures facilitant le regroupement familial de tous les travailleurs migrants qui résident légalement sur le territoire d'un des pays de la région.</p> <p>5. Promouvoir les droits humains des travailleurs migrants quel que soit leur statut.</p> <p>6. Créer un processus méthodique et équitable pour la migration de la main d'oeuvre tant dans les pays d'origine que dans les pays de destination.</p> <p>7. Promouvoir l'intégration sociale et l'inclusion des travailleurs migrants dans le respect de leur diversité culturelle.</p> <p>8. Prévenir la discrimination à l'encontre des travailleurs migrants.</p> <p>9. Créer un environnement d'investissement propice pour les personnes qui se trouvent dans la diaspora.</p> <p>10. Lancer des programmes communs en vue d'actualiser le Protocole de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes, des biens et des services Proposer au niveau de la CEDEAO des instruments financiers destinés à appliquer la politique du travail et de l'emploi.</p>		
	28. Création d'un Fonds de l'Emploi et du travail de la CEDEAO.	<p>1. Financer la politique de l'emploi et du travail de la CEDEAO.</p> <p>2. Développer et renforcer la capacité des agences publiques et privées les partenaires sociaux, les ONG chargées de la mise en oeuvre et de la gestion des politiques de l'emploi.</p>	<p>1. Le fonds est alimenté par des prélèvements Communautaires annuels.</p> <p>2. Rechercher le soutien des bailleurs internationaux au Fonds, et du secteur privé.</p>		2008 - 2010

	AXES	OBJECTIF(S)	ACTION RECOMMANDEE	Résultats Attendus	CALENDRIER 2007 - 2012
	29. Harmonisation, coordination et évaluation régionales des politiques du travail et de l'emploi.	<p>Promouvoir l'intégration régionale.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Proposer des normes du travail communes et applicables dans l'ensemble de la région. 2. Encourager un développement équilibré dans l'ensemble de la région. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Etablir un mécanisme régional tripartite de coordination et de suivi qui sera l'équivalent sur le plan régional des Conseils nationaux du travail. 2. Harmoniser les politiques de l'emploi sur d'autres politiques sectorielles qui existent au niveau régional telles que le Protocole sur la libre circulation des personnes, le Protocole sur le commerce, le Programme sur le VIH/SIDA etc. 3. Prise en charge des effets imprévus qui peuvent involontairement découler de la mise en oeuvre de stratégies particulières de promotion de l'emploi et du travail. 		

**REGLEMENT C/REG.1/5/09 PORTANT ADOPTION
DE LA VERSION 2007 DE LA NOMENCLATURE DU
SYSTEME HARMONISE DE DESIGNATION ET DE
CODIFICATION DES MARCHANDISES (SH).**

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'article 37 dudit Traité relatif au Tarif Extérieur Commun et à la Nomenclature Douanière et Statistique Commune ;

VU la Décision C/DEC. 3/7/93 du 3 juillet 1993 portant adoption d'une Nomenclature Douanière et Statistique Commune basée sur le Système Harmonisé de Désignation et de Codification des Marchandises (SH) ;

VU la Décision A/DEC.17/01/06 du 12 janvier 2006 portant adoption du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO ;

VU le Règlement C/REG.23/12/03 du 18 décembre 2003 portant adoption de la version 2002 de la Nomenclature du Système Harmonisé de Désignation et de Codification des Marchandises (SH) ;

CONSIDERANT qu'il est important d'assurer la mise à jour du Système harmonisé en fonction de l'évolution des techniques et des structures du commerce international ;

PRENANT en compte les nouveaux amendements à la Nomenclature du Système Harmonisé acceptés suite à la Recommandation du 25 juin 2005 du Conseil de Coopération Douanière entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

RAPPELANT les travaux effectués par la CEDEAO et l'UEMOA en vue d'intégrer dans leur Nomenclature les amendements de la version 2007 dont les résultats ont été validés par l'Organisation Mondiale des Douanes ;

DESIREUX de mettre en œuvre les dispositions de la Convention Internationale sur le Système Harmonisé de Désignation et de Codification des Marchandises ;

SUR RECOMMANDATION de la 50^{ème} réunion du Comité technique Commerce, Douanes, et Libre Circulation tenue à Abuja du 15 au 18 avril 2009 ;

EDICTE :

ARTICLE 1 :

Les amendements version 2007 du Système Harmonisé de désignation et de codification des marchandises, sont adoptés.

ARTICLE 2 :

Les États membres doivent prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la mise en application de la version 2007 dans leur Nomenclature Douanière et Statistique basée sur le Système Harmonisé de Désignation et de Codification des Marchandises (SH).

ARTICLE 3 :

Le Règlement C/REG.23/12/03 portant adoption de la version 2002 de la Nomenclature du Système Harmonisé de Désignation et de Codification des Marchandises (SH) est abrogé.

ARTICLE 4 :

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de la date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque État membre dans son journal officiel, dans les trente (30) jours, après que la Commission le lui notifiera.

FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009

**POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**


S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

REGLEMENT C/REG.02/05/09 RELATIF A LA PREPARATION DE LA MISE EN PLACE DE L'INSTITUT DE L'AFRIQUE DE L'OUEST POUR L'INTEGRATION REGIONALE**LE CONSEIL DES MINISTRES,**

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'article 3 dudit Traité qui indique les domaines dans lesquels doivent porter l'action de la Communauté pour la réalisation de ses buts et objectifs ;

VU l'article 27 du Traité de la CEDEAO relatif à la science et à la technologie qui précise que les Etats membres conviennent d'harmoniser au niveau communautaire leurs politiques nationales relatives à la recherche scientifique et technologique, en vue de faciliter leur intégration dans les plans nationaux de développement économique et social et de coordonner leurs programmes dans les domaines de la recherche appliquée, de la recherche développement et des services scientifiques et technologiques ;

VU les articles 60 et 61 du Traité de la CEDEAO relatifs à la coopération dans les domaines des ressources humaines et des affaires sociales ;

VU l'article 82 du Traité de la CEDEAO relatif aux relations entre la Communauté et les Organisations et Associations sociaux économiques régionales qui vise à faire participer celles-ci au processus d'intégration régionale ;

CONSIDÉRANT que le principe de création de l'Institut de l'Afrique de l'Ouest pour l'intégration régionale a été approuvé le 18 Janvier 2008 par la trente troisième session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ;

CONVAINCU de la nécessité d'accélérer la mise en place de l'Institut de l'Afrique de l'Ouest afin d'éclairer la prise des décisions publiques en matière d'intégration par la recherche ;

SOUCIEUX de permettre également à l'Institut de l'Afrique de l'Ouest d'une part, de jouer son rôle de laboratoire d'idées devant stimuler le dialogue intra régional, d'autre part, d'assurer sa fonction d'observatoire de la mise en œuvre des politiques d'intégration ;

DÉSIREUX de contribuer à la préparation de la mise en place de l'Institut de l'Afrique de l'Ouest pour l'intégration régionale.

SUR RECOMMANDATION de la cinquième réunion du Comité de l'Administration et des Finances qui s'est tenue à Abuja du 27 au 29 avril 2009.

EDICTE**Article 1^{er} :**

Conformément au Traite de la CEDEAO et aux dispositions pertinentes de son Règlement financier, la CEDEAO apporte son soutien à l'Etat du Cap Vert pour la création de l'Institut de l'Afrique de l'Ouest pour l'intégration régionale.

Article 2 :

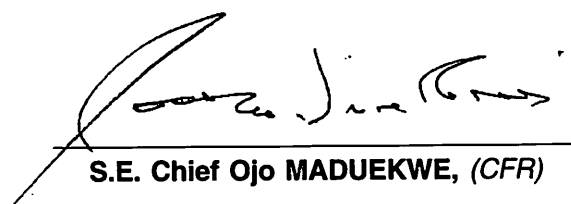
La Commission et les Etats membres, conviendront avec les autres promoteurs et parties prenantes de l'Institut, des règles devant régir l'organisation, l'administration et le fonctionnement de l'Institut.

Article 3 :

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.

FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009

**POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

REGLEMENT C/REG.3/05/09 PORTANT DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINERALES ET ORGANISATION DU SECTEUR MINIER DE LA CEDEAO

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés en juin 2006, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'Article 31 dudit Traité relatif à la nécessité d'harmoniser et de coordonner les politiques et programmes des États Membres en matière de ressources naturelles ;

VU le Protocole Additionnel A/SP1/06/06 portant amendement du Traité de la CEDEAO ;

VU « La Vision 2050 pour l'Exploitation Minière en Afrique » de l'Union Africaine ;

VU la Directive C/DIR.3/05/09 sur l'harmonisation des Principes Directeurs et des Politiques dans le secteur minier des États membres de la CEDEAO ;

PROFONDEMENT SOUCIEUX de l'ampleur de la pauvreté et du sous développement en Afrique de l'Ouest, malgré l'abondance des ressources minérales dont elle dispose ;

CONSCIENT du bas niveau de développement des ressources minérales dans la sous région ;

CONSCIENT des contributions considérables que peuvent apporter le développement et la gestion judicieuse et efficiente de nos ressources minières face aux défis que posent la réduction de la pauvreté et le développement diversifié dans nos pays ;

CONSIDERANT l'importance des activités d'exploitation minière artisanale et de petite envergure (ASM) dans le développement des communautés rurales et dans la réduction de la pauvreté ;

CONSIDERANT la nécessité de l'amélioration de la justice économique et sociale, y compris pour les communautés, dans le processus de décision relatif à l'exploitation des ressources naturelles, en vue de l'élaboration d'une politique efficace en matière de prévention des conflits, tel que stipulé dans le Document de la CEDEAO adopté en novembre 2007, relatif à la stratégie de prévention des conflits ;

CONVAINCU de la nécessité de mettre en place des réglementations justes et équitables en matière de fiscalité et d'investissement, et de l'optimisation des profits pouvant provenir de l'exploitation des ressources minières ;

CONSCIENT que les minerais constituent des ressources limitées dont l'exploitation ne peut durer indéfiniment, et qu'ils doivent être utilisés judicieusement pour le bien des générations présentes et futures ;

SOUCIEUX de prendre en compte l'existence d'initiatives régionales, continentales et mondiales visant à optimiser les résultats du développement de l'exploitation des ressources minières ;

DESIREUX de veiller à une organisation dudit secteur à l'échelle de la sous région et de mettre en place tous les mécanismes nécessaires à la mise en œuvre de la Directive sur l'harmonisation des principes directeurs et des politiques dans le secteur minier des États membres de la CEDEAO ;

SUR RECOMMANDATION de la Première réunion des Ministres de la CEDEAO en charge du développement des ressources minérales qui s'est tenue à Abuja le 17 avril 2009 ;

APRES AVIS du Parlement de la Communauté.

EDICTE

ARTICLE 1^{er} :

Les États membres veilleront à :

1. Prendre des mesures nécessaires à la mise en œuvre de la Directive de la CEDEAO sur l'Harmonisation des Principes Directeurs et des Politiques dans le secteur minier de la CEDEAO et du Plan d'Action qui y est joint.
2. S'assurer que les accords internationaux conclus contribuent à renforcer l'espace d'intervention de la Communauté pour l'intégration du développement des ressources minérales dans leurs économies.

ARTICLE 2 :

La Commission de la CEDEAO :

1. aidera les États membres à rechercher les meilleures connaissances et à entreprendre une évaluation de leur potentiel en ressources minérales ;

2. aidera les Etats membres à promouvoir la formation continue de la main d'oeuvre qualifiée, à préparer et à mettre en œuvre des programmes communs de formation et de perfectionnement afin de développer les ressources humaines et les technologies appropriées requises pour l'exploration, l'exploitation et le traitement des ressources minérales ;
3. mettra en place un Comité ad hoc de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la Directive sur l'Harmonisation des Principes Directeurs et des Politiques du Secteur Minier de la CEDEAO ;
4. s'engagera en permanence dans le renforcement des capacités et autres programmes de développement des ressources humaines pour l'optimisation des profits devant provenir du développement des ressources de la Communauté ;
5. facilitera la création d'associations spécialisées de pays producteurs miniers pour renforcer la capacité de négociation de la Communauté ;
6. créera un Forum Minier de l'Afrique de l'Ouest qui constituera un cadre de rencontres et d'échanges périodiques entre les acteurs du secteur minier.

ARTICLE 3 :

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat membre dans son Journal Officiel, dans les trente (30) jours, après que la Commission le lui notifiera.

FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009

**POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINERALES

**(Renforcer la Contribution du Secteur Minier
à la Croissance de l'Economie et au
Développement Social de la Communauté par
un Régime Minier Cohérent et Harmonisé)**

MAI, 2009

PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DIRECTIVE DE LA CEDEAO SUR L'HARMONISATION DES PRINCIPES DIRECTEURS ET DES POLITIQUES DANS LE SECTEUR MINIER

INTRODUCTION

Les objectifs visés par la Directive s'inscrivent dans le cadre de l'application des dispositions de l'article 31, chapitre 6 du Traité Révisé de la CEDEAO de 1993 qui prescrivent l'harmonisation des politiques des Etats membres dans le domaine des ressources naturelles.

Ils tournent autour de deux axes principaux :

- I. Adoption d'une politique minière communautaire
- II. Adoption d'un code minier communautaire

Les principes directeurs de convergence établis expressément dans le corps de la Directive sont les suivants :

- Contribuer au développement macro-économique des Etats membres sur le territoire duquel les opérations minières sont menées et de la sous région en assurant notamment un équilibre entre les mesures incitatives pour attirer les investisseurs miniers et l'intérêt national de l'Etat membre ;
- Renforcer les capacités de l'Etat membre à exercer efficacement son pouvoir d'orientation et de contrôle des opérations minières ;
- Promouvoir le développement et les infrastructures au niveau local et sous régional ;
- Veiller à la répartition adéquate des revenus miniers au profit des collectivités locales. Répartition suffisante des revenus miniers au profit de l'Etat membre

pour lui permettre de promouvoir une politique de développement durable ;

- Promouvoir les travailleurs et les entrepreneurs nationaux et ceux de l'espace CEDEAO ;
- Préserver l'environnement sous tous ses aspects, pendant la période de recherche, d'exploitation, de transformation, de la fermeture et de l'après mine, en réduisant aux maximum les impacts négatifs, en se référant aux meilleures pratiques internationales en la matière ;
- Assurer la transparence dans la conduite et les résultats des activités minières, ainsi que le libre accès à l'information et à la libre circulation de celle-ci ;
- Promouvoir un processus participatif de formulation et de mise en œuvre de la politique minière en associant les communautés minières locales et les organisations de la société civile ;
- Promouvoir les Droits de l'Homme dans la conduite des activités minières ;
- Promouvoir et encadrer le rôle des femmes dans le secteur.

L'article 23 de la Directive de la CEDEAO sur l'Harmonisation des Principes Directeurs et des Politiques dans le Secteur Minier prévoit des dispositions spécifiques pour sa mise en œuvre. Ces dispositions peuvent donc servir de base au plan d'action pour la mise en œuvre pratique de la Directive.

Afin de favoriser l'application rapide de la Directive, il importe de proposer et de faire adopter en même temps la Directive et le Plan d'Action pour sa mise en œuvre et d'assurer le plus rapidement possible leur entrée en vigueur.

Dans le cadre du Plan d'Action, il est crucial de prévoir les instruments et structures permettant d'atteindre rapidement les deux objectifs sus mentionnés.

Les instruments et structures proposés sont les suivants :

I. La Politique Minière Communautaire:

1. Elaboration d'un Document de Politique Minière Communautaire (DPMC):

- Évaluation du processus de formulation

et de mise en œuvre de politique minière ; et analyse et évaluation stratégiques des instruments de politique minière propres à chaque Etat membre. Le diagnostic et l'évaluation devront déboucher sur l'élaboration d'un **Document de Politique Minières Communautaire (DPMC)** et d'un plan quinquennal de promotion minière incluant les aspects communicationnels.

Diagnostic institutionnel du système général d'organisation et de fonctionnement des administrations chargées de la gestion des ressources minérales; qualité du service public; évaluation des procédures de réception, d'instruction, de décision, de notification et de délivrance et de retrait des titres miniers ; évaluation des ressources humaines et élaboration d'un programme quinquennal de formation; évaluation des moyens d'acquisition, de traitement, gestion, stockage et diffusion de l'information géoscientifique. Le renforcement des capacités institutionnelles et humaines des organismes, structures et agents en charge, au niveau national et sous régional (y compris leur éventuelle rationalisation) du développement et du contrôle du secteur minier.

2. Création d'un Observatoire Régional du Secteur Minier (ORM)

Cet Observatoire est une institution sous régionale d'analyse stratégique qui consolide et harmonise les ressources communautaires et institutionnelles des Etats membres pour assurer la cohérence des actions à l'échelle régionale et contribuer à une gestion et une utilisation rationnelle des ressources minérales. L'ORM met à jour et diffuse périodiquement des informations et des statistiques sur le marché des matières premières minérales dans les instances décisionnelles des Etats membres et de la Commission pour dégager les orientations d'une politique minière communautaire.

3. Programme de renforcement des capacités institutionnelles et humaines des organismes, structures et agents en charge, au niveau national et sous régional du développement et du contrôle du secteur minier

Ce renforcement de capacités répond directement ou indirectement à un besoin réel de l'ensemble des acteurs impliqués dans les activités minières dont la

satisfaction permettrait un meilleur suivi et contrôle. Il pourrait en outre favoriser une meilleure coordination des structures en charge du développement et du contrôle du secteur minier.

4. Sensibilisation dans les Etats membres sur la politique et le code minier communautaire

Il est nécessaire de veiller à la sensibilisation des acteurs du secteur dans les Etats membres. Dans ce cadre, un programme de sensibilisation devra permettre d'atteindre cet objectif.

La prochaine étape pour la réalisation de cet objectif sera l'analyse des politiques et législations nationales en matière minière.

Il convient de veiller à assurer des programmes de formation des ressources humaines.

II. L'élaboration d'un Code Minier Communautaire

Pour assurer une concordance dans les démarches entreprises par les Etats membres pour harmoniser leur législation nationale applicable aux activités minières avec les prescriptions de la Directive, il apparaît utile de faire une étude sur l'ensemble des législations des pays de la CEDEAO régissant directement ou indirectement les activités minières.

Cette étude aurait pour objectif de :

- a) Recenser les principes directeurs de convergence posés par la Directive, tels que décrits plus haut ;
- b) Identifier:
 - Les dispositions des législations nationales qui peuvent être considérées conformes à ces principes ;
 - Celles qui le sont partiellement ;
 - Celles qui sont en contradiction avec lesdits principes ;
- c) Faire des propositions en vue d'adapter les législations nationales aux principes directeurs posés ;
- d) Simplifier les procédures administratives des Etats membres afin de favoriser le développement d'un cadre juridique communautaire ;

- e) Rechercher une mise en cohérence au niveau national des différents textes régissant spécifiquement ou indirectement les activités minières (*Code Minier, Code de l'Environnement, Code Foncier, Codes des Collectivités Locales, Code des Impôts, Code des Douanes etc.*) ;

- f) S'assurer que le Code Minier Communautaire garantisse un niveau élevé et équilibré de protection pour les Etats, les investisseurs et les communautés.

III. Le Comité ad hoc chargé du suivi et de l'évaluation de l'application de la Directive et de son Plan d'Action

Le comité ad hoc prévu par la Directive est nommé par le Président de la Commission. Il pourrait être composé de :

- compétences techniques ;
- représentants de la société civile ;
- communautés minières ;
- sociétés minières, et
- experts gouvernementaux.

PHASE DE FINALISATION DU PROJET DE DIRECTIVE ET DU PLAN D'ACTION

Avril 2009

1. Finalisation du Projet de Directive et du Plan d'Action par les Experts nationaux.
2. Validation du Projet de Directive et du Plan d'Action par la réunion des Ministres en Charge des Ressources minérales.
3. Soumission du Projet de Directive et du Plan d'Action au Parlement de la CEDEAO.

Mai 2009

Adoption et signature de la Directive et du Plan d'Action par le Conseil des Ministres de la CEDEAO.

Juin 2009

Publication de la Directive et du Plan d'Action au Journal Officiel de chaque Etat membre et de la Commission de la CEDEAO dans les 30 jours de la signature par le Conseil des Ministres.

II. CADRE LOGIQUE DU PLAN D'ACTION

OBJECTIFS OBJECTIF N° 1 Elaboration de la Politique	ACTIVITES	CALENDRIER	PERSONNE POUR ACTION
1.1. Formulation du Document de Politique Minière Communautaire (DPMC)	Activité 1.1.1 Elaboration d'un canevas de DPMC	Août à Octobre 2009	Commission Spéciale sous responsabilité CEDEAO
	Activité 1.1.2 Formulation du DPMC	Novembre 2009 à Avril 2010	Commission CEDEAO
1.2. Mise en place de l'Observatoire Régional du Secteur Minier (OSM)	Activité 1.2.1 Elaboration TDR de l'étude visant à la création de l'Observatoire de la CEDEAO sur le secteur minier	Août à Octobre 2009	Commission CEDEAO
	Activité 1.2.2 Réalisation de l'étude sur l'Observatoire	Novembre 2009 à Avril 2010	Consultants
	Activité 1.3 Atelier de validation et adoption du DPMC + Observatoire	Fin Octobre 2010	Experts Nationaux et Ministres
	Activité 1.4 Diffusion, information et sensibilisation sur la Politique Minière Commune	A partir de Novembre 2010	Commission CEDEAO
OBJECTIF N° 2 Elaboration du Code Minier communautaire	Activité 2.1 Elaboration d'un formulaire de convergence pour le code Minier communautaire et envoi aux Etats membres	Août à Octobre 2010	Commission CEDEAO
	Activité 2.2 Formulation du Document d'Analyse de convergence sur la base du Formulaire	Novembre 2010 à Février 2011	Etats membres
	Activité 2.3 Elaboration et finalisation du projet de Code Minier Communautaire	Mars-Avril 2011	Consultants

OBJECTIFS OBJECTIF N° 1 Elaboration de la Politique Minière Communautaire	ACTIVITES	CALENDRIER	PERSONNE POUR ACTION
	Activité 2.4 Diffusion et recueil d'observations	Mai-Juin-Juillet 2011	Etats membres / Société Civile / compagnies minières (Chambre des Mines)
	Activité 2.5 Validation et Adoption du Code Minier a. Consultation de la Société Civile b. Atelier de validation par le Comité Technique Statutaire c. Soumission au Parlement CEDEAO d. Adoption par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO Activité 2.6 Diffusion, information et sensibilisation sur le Code Minier Communautaire	Août 2011 Sept. 2011 Oct. 2011 Dec. 2011 A partir de Janvier 2012	Société Civile Experts nationaux Commission CEDEAO Commission CEDEAO Commission CEDEAO
OBJECTIF N° 3 Renforcement de Capacités	Activité 3.1 Renforcement des capacités a. Etude sur identification des besoins b. Exploitation et établissement d'un programme de formation c. Exécution du programme de formation	Trimestre 3- 2009 Trimestre 4 - 2009 A partir de 2010	Commission CEDEAO Commission CEDEAO Commission CEDEAO
OBJECTIF N° 4 Sensibilisation dans les Etats membres	Sensibilisation des acteurs du secteur dans les Etats membres. Analyse des politiques et législations nationales en matière minière. Programmes de formation des ressources humaines.	Août 2009- Octobre 2010	Commission CEDEAO Commission CEDEAO Commission CEDEAO

**REGLEMENT C/REG.4/05/09 PORTANT
AMENDEMENT DE LA STRUCTURE
ORGANISATIONNELLE DE L'ORGANISATION
OUEST AFRICAINE DE LA SANTE (OOAS)**

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU le Protocole A/P2/7/87 portant création de l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OOAS) en tant qu'institution spécialisée de la CEDEAO et en tant qu'unique organisation de la santé de la sous région ;

VU le Protocole Additionnel A/SP.1/01/06 portant amendement des articles VI-C, XI-L, IX-8, X1-2, et XII du Protocole A/P2/7/87 relatif à la création de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé, notamment en son article X1 et 2-nouveau qui crée la Division de la Santé de base et de la Lutte contre les Maladies ;

VU les dispositions de l'article XII-3 dudit Protocole qui confie au Comité de l'Administration et des Finances l'examen de toutes les questions relatives notamment à l'organisation administrative et à la gestion du personnel de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé ;

CONSIDERANT le deuxième plan stratégique 2009-2013 approuvé par le Conseil des Ministres de la CEDEAO qui a élargi les attributions du Département des Soins de Santé Primaire et Contrôle des Maladies ;

CONSIDERANT qu'en raison de cet élargissement ledit département ne peut plus assumer l'exécution des programmes dont il a désormais la responsabilité ;

CONSIDERANT de la nécessité de restructurer le Département des Soins de Santé Primaire et Contrôle des Maladies, ce qui implique le recrutement de personnel supplémentaire ;

RAPPELANT la proposition de restructuration adoptée par l'Assemblée des Ministres de la Santé des Etats membres de la CEDEAO, lors de sa session ordinaire tenue à Cotonou en juillet 2008 ;

DESIREUX d'amender la structure organisationnelle de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé en restructurant le Département des Soins de Santé et

Contrôle des Maladies en deux, d'une part le Département des Soins de Santé, et d'autre part, le Département de Lutte contre les Maladies et les Epidémies ;

SUR RECOMMANDATION de la cinquième reunion du Comité de l'Administration et des Finances tenue à Abuja du 27 au 29 avril 2009 ;

EDICTE :

ARTICLE 1^{ER}:

Le Département des Soins de Santé Primaire et Contrôle des Maladies de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé est restructuré en deux départements qui sont :

1. Le Département des Soins de Santé comprenant :
 - a) L'Unité de Santé Maternelle et Infantile ;
 - b) L'Unité de Santé de l'Enfant et de l'Adolescent ;
 - c) L'Unité de Soins de Santé Primaire ;
 - d) L'Unité de Médecine Traditionnelle ;
 - e) L'Unité des Maladies non Transmissibles.
2. Le Département de Lutte Contre les Maladies et les Epidémies comprenant :
 - a) L'Unité de Contrôle des Epidémies et Urgences ;
 - b) L'Unité de Lutte Contre le VIH/SIDA/TB ;
 - c) L'Unité de Lutte Contre le Paludisme et Autres Maladies Transmissibles ;
 - d) L'Unité Médicaments et Vaccins.

ARTICLE 2 :

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.

**FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009
POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**


S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

**REGLEMENT C/REG.5/05/09 PORTANT ADOPTION
DU REGLEMENT FINANCIER DES INSTITUTIONS
DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)**

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tel qu'amendé, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'Article 74 dudit Traité relatif au Règlement Financier et Manuel de Procédures Comptables des Institutions de la Communauté ;

VU les dispositions de l'Article 69 du Traité de la CEDEAO relatives aux budgets des Institutions de la Communauté ;

VU les dispositions de l'Article 72 dudit Traité relatives au Prélèvement Communautaire ;

VU le Protocole A /P1 /7/96 relatif aux conditions d'application du Prélèvement Communautaire ;

VU le Règlement C/REG.4/12/95 portant détermination du niveau du Prélèvement Communautaire ;

VU l'article 83 paragraphe 3 nouveau du Traité de la CEDEAO tel que modifié par le Protocole A/SP1/06/06 portant amendement dudit Traité et relatif aux Accords de coopération entre autres économique que pourrait conclure le Président de la Commission avec les partenaires au développement ;

VU les dispositions de l'Article 75 du Traité de la CEDEAO relatives à la nomination des Commissaires aux Comptes ;

VU la Décision A /DEC.1 /06/06 relative à la transformation du Secrétariat Exécutif en une Commission ;

CONSIDERANT que la transformation du Secrétariat Exécutif en une Commission obéit entre autres raisons aux exigences de la modernisation de la gestion administrative et comptable des Institutions de la Communauté en vue de les rendre plus performantes dans la réalisation des objectifs de l'intégration régionale;

CONSCIENT qu'une bonne gestion budgétaire et financière des deniers de la Communauté, est

susceptible de conduire à des résultats significatifs dans la réalisation des objectifs de l'intégration régionale ;

CONSTATANT que les règles de gestion économique du Secteur Public International sont en constante mutation et qu'il est impérieux d'élaborer un nouveau Règlement Financier des Institutions de la Communauté pouvant s'adapter à cette évolution ;

DETERMINE à doter nos Institutions d'un Règlement Financier moderne ;

SUR RECOMMANDATION de la cinquième réunion du Comité de l'Administration et des Finances, qui s'est tenue à Abuja du 27 au 29 Avril 2009;

EDICTE

ARTICLE 1er:

Le Règlement financier des Institutions de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest est adopté tel que joint en annexe au présent Règlement.

ARTICLE 2 :

Le Règlement Financier et Manuel de Procédures comptables des Institutions de la Communauté du 30 Novembre 1989 et ses textes modificatifs subséquents sont abrogés.

ARTICLE 3 :

Le présent Règlement entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2010.

ARTICLE 4 :

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.

FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009

**POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**


S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

REGLEMENT FINANCIER DES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

TABLE DE MATIERES

PREMIERE PARTIE

DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION, OBJET ET DEFINITIONS.

Article 1: Champ d'application et Objet.

Article 2: Définitions

CHAPITRE II : PRINCIPES BUDGETAIRES

Article 3 : Principes d'Unité et de Vérité Budgétaire

Article 4 : Principe d'Annualité

Article 5 : Principe de l'équilibre

Article 6 : Principe d'Unité de Compte

Article 7 : Principe d'Universalité

Article 8 : Principe de Spécialité

Article 9 : Principe de bonne gestion financière

Article 10 : Principe de Transparence

CHAPITRE III : ETABLISSEMENT ET STRUCTURE DU BUDGET

Article 11 : Etablissement du projet de Budget

Article 12 : Structure et Présentation du Budget

Article 13 : Examen et Approbation du projet de budget

Article 14 : Règles applicables aux collectifs budgétaires

CHAPITRE IV : EXECUTION DU BUDGET

Article 15 : Exécution

Article 16 : Modes d'Exécution

CHAPITRE V : ACTEURS FINANCIERS: PRINCIPE DE LA SEPARATION DES FONCTIONS

Article 17 : Incompatibilité

Article 18 : L'Ordonnateur

Article 19 : Le Comptable

Article 20 : Le Régisseur d'avances

Article 21 : Le Contrôleur Financier

CHAPITRE VI : RESPONSABILITE DES ACTEURS FINANCIERS

Article 22 : Responsabilité des Ordonnateurs, des Ordonnateur délégué et subdélégué

Article 23 : Responsabilité des comptables

Article 24 : Responsabilité des régisseurs d'avances

Article 25 : Responsabilité du Contrôleur Financier

Article 26 : Sanctions

Article 27 : Indemnités de responsabilité

CHAPITRE VII : RECETTES

Article 28 : Sources de Recettes de la Communauté

Article 29 : Prélèvement Communautaire

Article 30 : Estimation Etablissement et Recouvrement
des montants dus au titre du Prélèvement Communautaire

Article 31 : Estimation, Etablissement et Recouvrement des recettes
sur le Prélèvement Communautaire dues aux Institutions

Article 32 : Fonds Extérieurs

Article 33 : Fonds extérieurs à recevoir par les Institutions

Article 34 : Autres ressources

CHAPITRE VIII DEPENSES

- Article 35 : Procédures d'exécution des dépenses
- Article 36 : Engagement des dépenses
- Article 37 : Liquidation des dépenses
- Article 38 : L'Ordonnancement des dépenses
- Article 39 : Paiement des dépenses
- Article 40 : Délais d'exécution des dépenses

CHAPITRE IX VIREMENTS ET TRANSFERTS

- Article 41 : Fixité d'allocation Budgétaire
- Article 42 : Virement d'un Article à un autre dans un même Chapitre
- Article 43 : Transferts d'un Chapitre à un autre Chapitre
- Article 44 : Transferts à partir des Divers et Imprévus et d'un titre à un autre

CHAPITRE X FONDS EXCEDENTAIRES

- Article 45 : Détermination des fonds excédentaires
- Article 46 : Utilisation des Fonds Excédentaires

CHAPITRE XI SYSTEMES INFORMATIQUES

- Article 47 : Informatisation des Opérations

CHAPITRE XII AUDITEUR INTERNE EN CHEF

- Article 48 : Attributions de l'Auditeur Interne en Chef
- Article 49 : Règles applicables à l'Auditeur Interne en chef

CHAPITRE XIII LA PASSATION DE MARCHES

- Article 50 : Dispositions générales
- Article 51 : Code des Marchés

CHAPITRE XIV SUBVENTIONS

- Article 52 : Portée et forme des subventions
- Article 53 : Régime Juridique
- Article 54 : Principes régissant les aides financières
- Article 55 : Procédure régissant les aides financières
- Article 56 : Paiements et Contrôle
- Article 57 : Mise en œuvre des activités

CHAPITRE XV PRESENTATION DES COMPTES ET GESTION COMPTABLE

- Article 58 : Présentation des Comptes
- Article 59 : Quitus

CHAPITRE XVI COMPTABILITE

- Article 60 : Dispositions Communes
- Article 61 : Comptes généraux
- Article 62 : Comptes budgétaires
- Article 63 : Inventaire des biens

CHAPITRE XVII VERIFICATION EXTERNE

- Article 64 : Normes applicables à l'Audit
- Article 65 : Nomination et révocation des Commissaires aux Comptes
- Article 66 : Fonctions et Responsabilités des Commissaires aux Comptes
- Article 67 : Obligation des Institutions vis-à-vis du Commissaire aux comptes
- Article 68 : Rapport du Commissaire aux Comptes

CHAPITRE XVIII LES BUREAUX DE LA CEDEAO

Article 69 : Etablissement et Structure du Budget

PARTIE IIN:DISPOSITIONS SPECIALES**CHAPITRE XIX FONDS SPECIAUX**

Article 70 : Création et Fonctionnement

PARTIE III : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**CHAPITRE XXI : DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Article 71 : Adoption des Normes comptables internationales du Secteur Public (IPSAS)

Article 72 : Consolidation du budget et des états financiers de la Communauté.

CHAPITRE XXII : DISPOSITIONS FINALES

Article 73 : Amendements et Révision

Article 74 : Abrogation

Article 75 : Entrée en vigueur et publication

1. Le présent Règlement entre vigueur à compter du 1^{er} janvier 2010

2. Il sera publié au Journal Officiel de la Communauté par le Président de la Commission d'ans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre, dans son Journal Officiel, dans le même délai que dessus

Article 76 : Langue de publication

Le présent Règlement est publié en français, en anglais et en portugais

PREMIERE PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION, OBJET ET DEFINITIONS

Article 1 : Champ d'application et Objet

Conformément à l'article 74 du Traité Révisé tel qu'amendé, le présent Règlement est applicable aux Institutions et bureaux de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO)

Le présent règlement spécifie les règles relatives à l'établissement et à l'exécution du budget général des Institutions de la CEDEAO, ainsi qu'à la présentation et à la vérification des Comptes.

Toute disposition relative à l'exécution du budget en recettes ou en dépenses, figurant dans tout autre acte de la Communauté, respecte les principes budgétaires énoncés au Chapitre II.

Article 2 : Définitions

Dans le présent Règlement Financier, les termes et expressions ci après ont la signification suivante:

1. **Budget** : ensemble des recettes et dépenses des Institutions de la CEDEAO contenues dans un document unique ;
2. **Bureaux de la CEDEAO** : les structures administratives créées par une ou plusieurs institutions pour exécuter des tâches spécifiques transversales ;
3. **Chef de l'Audit Interne** : L'Auditeur Interne en Chef' désigne le fonctionnaire indépendant, responsable devant le Conseil par le truchement du Comité d'Audit et chargé de conseiller les Institutions sur la manière de gérer les risques, en donnant des avis indépendants sur la qualité des systèmes de gestion et de contrôle et en formulant des recommandations destinées à améliorer les conditions d'exécution des opérations et promouvoir une gestion financière saine;
4. **Chef d'une institution de la CEDEAO** tel que défini dans le Protocole spécifique à chaque institution ;
5. **Comité d'Audit** : l'organe, dont les membres sont nommés par le Conseil des Ministres, chargé d'assister le Conseil des Ministres à assurer le respect des règles de la gouvernance d'entreprise dans toutes les Institutions de la CEDEAO en suivant et en révisant les risques, le contrôle, les processus de gouvernance et les processus d'assurance établis dans les Institutions;
6. **Comité de l'Administration et des Finances** : tel que prévu par l'article 22 du Traité Révisé de la CEDEAO tel qu'amendé ;
7. **Commissaire aux comptes** : la personne visée à l'article 75 du traité révisé de la CEDEAO ;
8. **Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest** ou "**Commission**" : la Commission telle que définie dans le Article 17 nouveau du Protocole Additionnel A/SP.1/06/06 portant amendement du Traité Révisé de la CEDEAO ;
9. **Communauté** : la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest créée par l'Article 1.1 du Traité de la CEDEAO ;
10. **Comptable** : le fonctionnaire responsable devant le Président de la Commission de la sauvegarde, de la sécurité et de l'intégrité de tous les fonds et ressources de la CEDEAO et de tout autre fonds spécial désigné par le Président ;
11. **Conférence** : la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté établie par l'Article 7 du Traité Révisé de la CEDEAO;
12. **Conseil** : le Conseil des Ministres de la Communauté créé par l'Article 10 du Traité de la CEDEAO;
13. **Contrôleur Financier** : Le 'Contrôleur Financier', un fonctionnaire indépendant du Management des Institutions de la Communauté, agissant sous la supervision du Conseil des Ministres, habilité à donner l'assurance que les budgets approuvés des institutions de la Communauté sont utilisés pour les fins auxquelles ils ont été votés par le Conseil et en conformité avec le Règlement Financier en vigueur ;
14. **Corruption** : tout acte délibéré d'un fonctionnaire qui, directement ou par un intermédiaire, demande ou reçoit un avantage d'une nature quelconque, pour lui-même ou pour un tiers ou accepte la promesse d'un tel avantage pour agir en violation de ses devoirs officiels ou s'abstenir d'agir conformément auxdits devoirs dans l'exercice de ses fonctions et qui porte ou pourrait porter préjudice aux intérêts des Institutions de la CEDEAO;
15. **Etats membres** : les Etats membres de la Communauté tels que définis par l'Article 1.2 du Traité ;
16. **Fonds extérieurs** : tous aides ou dons sous forme d'assistance financière ou technique alloués à la Communauté dans le cadre d'un accord de coopération ou de financement entre la Communauté et un pays tiers ou d'autres organisations internationales de renom ;

17. **Fonds spéciaux** : les fonds spéciaux sont des montants à destination particulière ou reçus pour le compte de la CEDEAO en vue d'un usage spécifique. Les dépenses effectuées à partir de ce fonds ne concernent que l'objet pour lequel le montants ont été alloués ou réservé ;
18. **Fraude** : tout acte ou omission intentionnel qui consiste en :
 - a. l'utilisation ou la présentation de documents faux, incorrects ou incomplets qui a pour effet le détournement ou la retenue injustifiée des fonds du budget général des Institutions de la CEDEAO ou des budgets gérées par elles ou en leur nom ;
 - b. la non fourniture d'une information en violation d'une obligation spécifique qui donne le même effet ;
 - c. l'utilisation des fonds à des fins autres que celles auxquelles ils étaient destinés.
19. **Irrégularité** : toute infraction au Règlements Financier, au Règlement du Personnel, au Code des Marchés ou à tout autre texte de la Communauté résultant d'un acte ou d'une omission par un employé ou un fonctionnaire et qui porte ou pourrait porter préjudice aux intérêts financiers généraux d'une Institution ou des budgets de la CEDEAO dont ils ont la charge, en détournant totalement ou partiellement des produits encaissés au nom de la CEDEAO ;
20. **Ordonnancement** : l'acte par lequel l'ordonnateur compétent donne au Comptable, par l'émission d'un ordre de paiement, l'instruction de payer une dépense ;
21. **Ordonnateur** : le Président de la Commission de la CEDEAO ou la personne nommément désignée par ce dernier, chargé de l'établissement et du recouvrement de toute somme due à l'Institution, ainsi que la liquidation et l'ordonnancement des dépenses ;
22. **Pays Tiers** : Etat autre qu'un Etat membre ;
23. **"Président" ou "Président de la Commission"**, le Président nommé conformément à l'Article 18 (nouveau) du Protocole Additionnel A/SP.1/06/06 portant amendement du Traité de la CEDEAO ;
24. **Président du Conseil** : le Président du Conseil des Ministres de la CEDEAO ;
25. **Traité** : le Traité Révisé de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

CHAPITRE II : PRINCIPES BUDGETAIRES

Article 3 : Principes d'Unité et de Vérité Budgétaire

1. L'ensemble des recettes et dépenses des Institutions de la CEDEAO est contenu dans un document budgétaire unique dénommé Budget.
2. Aucune recette ni aucune dépense ne peut être effectuée autrement que par imputation à une ligne du budget.
3. Aucune dépense ne peut être engagé ni ordonnancée au-delà des crédits autorisés.
4. Aucun crédit ne peut être inscrit au budget s'il ne correspond à une dépense visant à la réalisation des objectifs de la Communauté.

Article 4 : Principe d'Annualité

Le budget est exécuté selon le système d'exercice financier et l'exercice financier couvre la période allant du 1er janvier au 31 décembre inclus, ou toute autre période que le Conseil des Ministres déterminera en cas de besoin.

Article 5 : Principe de l'équilibre

Le budget est équilibré en recettes et en dépenses.

Article 6 : Principe d'Unité de Compte

Les budgets et les comptes des Institutions de la Communauté sont établis et présentés en Unités de Compte. L'Unité de Compte est le Droit de Tirage Spécial (DTS) du Fonds Monétaire International (FMI).

Article 7 : Principe d'Universalité

L'ensemble des recettes couvre l'ensemble des dépenses. Les recettes et les dépenses sont inscrites au budget sans contraction ni affectation, sans omission ni dissimulation.

Toutefois, certaines recettes spéciales peuvent être affectées à certaines catégories de dépenses.

Article 8 : Principe de Spécialité

Les crédits sont spécialisés par titres et chapitres ; les chapitres sont subdivisés en articles et postes.

9 : Principe de bonne gestion financière

1. Les crédits budgétaires sont utilisés conformément au principe de bonne gestion financière, conformément aux principes d'économie, d'efficacité et d'efficacé.
2. Le principe d'économie prescrit que les moyens mis en œuvre par l'institution en vue de la réalisation de ses activités sont rendus disponibles en temps utile, dans les quantités et qualités appropriées et

au meilleur prix. Le principe d'efficience vise le meilleur rapport entre les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus. Le principe d'efficacité vise l'atteinte des objectifs spécifiques fixés et l'obtention des résultats escomptés.

3. Des objectifs spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et datés sont fixés pour tous les secteurs d'activités couverts par le budget. La réalisation de ces objectifs est contrôlée par des indicateurs de performance établis par activité et des informations sont fournies au Conseil des ministres par les administrations chargées de la dépense. Ces informations sont fournies chaque année et figurent dans les documents accompagnant le projet de budget.
4. En vue d'améliorer la prise de décisions, les institutions procèdent à des évaluations conformément aux orientations définies par la Commission. Ces évaluations s'appliquent à tous les programmes et activités qui occasionnent des dépenses importantes (tel que définies dans le manuel des procédures comptables) et les résultats de ces évaluations sont communiqués au Conseil des ministres. .

Article 10 : Principe de Transparence

1. Le budget est établi et exécuté conformément au principe de transparence.
2. Le Président de la Commission de la CEDEAO fait approuver et publier le budget et les budgets révisés dans le journal Officiel de la CEDEAO. Le budget est publié dans les trente jours suivant la date de son approbation définitive par le Conseil des Ministres.
3. Les comptes annuels consolidés et le rapport sur la gestion budgétaire et financière établis par chaque Institution sont publiés au journal officiel de la CEDEAO dans les 30 jours qui suivent l'approbation par le Conseil des Ministres.

CHAPITRE III :

ETABLISSEMENT ET STRUCTURE DU BUDGET

Article 11 : Etablissement du projet de Budget

1. Le Président de la Commission fait établir à l'intention du Conseil des Ministres, conformément à l'article 69 du Traité Révisé de la CEDEAO, pour l'exercice suivant, les budgets individuels des institutions et le projet de budget consolidé de la CEDEAO au plus tard deux mois avant la fin de l'exercice en cours.
2. Ce projet de budget est soumis au Conseil des Ministres pour examen et approbation

3. La Commission joint au projet de budget consolidé:

- i. Une note de présentation énonçant les conditions dans lesquelles les montants prévus ont été calculés, ainsi qu'une note explicative indiquant, poste par poste, le coût de chaque programme ou activité;
- ii. L'état d'exécution du budget de l'exercice précédent et celui de l'exercice en cours et les engagements non exécutés ;
- iii. Le programme de travail de l'année.

Article 12 : Structure et Présentation du Budget

1. Le budget comprend:
 - i. Un état consolidé des recettes et des dépenses;
 - ii. Les budgets séparés de chaque Institution;
 - iii. Des sections divisées en états de recettes et de dépenses de chaque budget.
2. les recettes et les dépenses de la Communauté sont classées suivant leur origine, leur nature ou leur destination en titre, chapitre, article et poste.
3. L'état des dépenses de la Communauté est présenté selon une nomenclature comportant une classification par destination: administration et programmes.

Article 13 :

Examen et Approbation du projet de budget

1. Le projet de budget est soumis pour examen et avis au Comité administration et finances conformément à l'article 22 du Traité Révisé de la CEDEAO, il est transmis au Conseil des Ministres pour approbation,
2. Le Conseil des Ministres approuve le projet de budget conformément aux dispositions de l'Article 69 du Traité Révisé.
3. Si pour une raison quelconque, le projet de budget n'est pas approuvé avant le 31 Décembre par le Conseil des Ministres, l'Ordonnateur sera autorisé par le Président de ce Conseil à continuer à exécuter jusqu'au 31 mars les opérations de recettes et de dépenses sur la base du dernier budget approuvé, déduction faite, le cas échéant des crédits affectés à des dépenses non renouvelables.
4. Le montant payé par mois et par poste ne devra pas excéder le douzième (1/12) du montant total du crédit inscrit à ce poste dans l'exercice précédent.

5. Tout paiement effectué en vertu de la disposition précédente sera pris en compte lorsque les paiements sont effectués sur la base du crédit budgétaire

Article 14 :

Règles applicables aux collectifs budgétaires

1. Les collectifs budgétaires sont examinés et approuvés selon les procédures d'approbation du budget,

CHAPITRE IV : EXECUTION DU BUDGET

Article 15 : Exécution

Les Institutions de la Communauté exécutent leur budget conformément au présent Règlement.

Article 16 : Modes d'Exécution

Chaque Chef d'Institution peut, au sein de ses départements, déléguer ses pouvoirs d'exécution du budget conformément aux conditions établies par le présent Règlement et dans la limite fixée dans l'acte de délégation de pouvoirs. Ceux qui sont ainsi habilités ne pourront agir que dans la limite des pouvoirs qui leur sont expressément conférés.

CHAPITRE V :

ACTEURS FINANCIERS:

PRINCIPE DE LA SEPARATION DES FONCTIONS

Article 17 : Incompatibilité

Les fonctions de l'ordonnateur, du comptable, du régisseur d'avance et du contrôleur Financier sont séparées et incompatibles entre elles.

Article 18 : L'Ordonnateur

1. Le Président de la Commission de la CEDEAO est l'ordonnateur principal du budget de la communauté. Il peut déléguer cette fonction.
2. Les ordonnateurs délégués ou subdélégués ne peuvent agir que dans les limites fixées par l'acte de délégation ou de subdélégation. L'ordonnateur délégué ou subdélégué compétent peut être assisté dans sa tâche par un ou plusieurs agents chargés d'effectuer, sous sa responsabilité, certaines opérations nécessaires à l'exécution du budget et à la présentation des comptes.
3. L'ordonnateur par délégation est chargé dans chaque institution d'exécuter les recettes et les dépenses conformément aux principes de bonne gestion financière et d'en assurer la légalité et la régularité.
4. Pour exécuter des dépenses, l'ordonnateur délégué ou subdélégué procède à des engagements, à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses,

ainsi qu'aux actes préalables nécessaires à cette exécution de crédits.

5. L'Ordonnateur délégué rend compte à son Délégué de l'exercice de ses fonctions sous la forme d'un rapport annuel d'activités, accompagné du compte rendu administratif, confirmant que les informations contenues dans le rapport donnent une image fidèle de la situation, sauf dispositions contraires dans une réserve formulée en liaison avec des domaines précis de recettes et de dépenses.

Article 19 : Le Comptable

1. Chaque Institution nomme un Comptable qui est le responsable financier en chef. Il est chargé de:
 - i. l'encaissement des recettes, du recouvrement des créances constatées et de la bonne exécution des paiements,
 - ii. appliquer, conformément au chapitre xv, les règles et méthodes comptables ainsi que le plan comptable;
 - iii. appliquer les systèmes comptables et, le cas échéant, les systèmes définis par l'Ordonnateur ;
 - iv. la gestion de la trésorerie ;
 - v. la garde et la conservation des fonds et valeurs ;
 - vi. conserver les pièces justificatives et documents comptables ;
 - vii. préparer et présenter les comptes conformément à l'article 56;
2. Le comptable obtient des ordonnateurs, qui en garantissent la fiabilité, toutes les informations nécessaires à l'établissement de comptes présentant une image fidèle du patrimoine de la Communauté et de l'exécution budgétaire.
 - i. Avant leur adoption par l'Institution, le comptable signe les comptes, certifiant ainsi qu'il a une assurance raisonnable quant au fait qu'ils présentent une image fidèle de la situation financière de l'Institution. A cette fin, le comptable s'assure que les comptes ont été élaborés conformément aux règles, méthodes et systèmes comptables établis sous sa responsabilité en application du présent règlement pour les comptes de son institution, et que toutes les recettes et dépenses ont été comptabilisées. Les ordonnateurs délégués transmettent toutes les informations dont le comptable a besoin pour remplir ses fonctions. Les ordonnateurs demeurent pleinement responsables de l'utilisation appropriée des crédits qu'ils

gèrent, ainsi que de la légalité et de la régularité des dépenses placées sous leur contrôle.

ii. Le Comptable est habilité à vérifier les informations reçues ainsi qu'à effectuer toute autre vérification qu'il juge nécessaire pour être en mesure de signer les comptes. Le cas échéant, il émet des réserves, dont il précise la portée.

iii. Les comptables des autres institutions signent les comptes annuels de celles-ci et les envoient au comptable de la Commission.

3. Sauf dérogation prévue au présent règlement, seul le comptable est habilité à gérer la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Il est responsable de leur conservation. Dans l'exercice de ses fonctions, le comptable peut déléguer certaines de ses tâches à ses subordonnés.

4. L'acte de délégation détermine les tâches confiées au délégataire.

Article 20 : Le Régisseur d'avances

1. Des régies d'avances peuvent être créées pour le paiement de petits montants tels que définis dans le Manuel des Procédures Comptables.

2. Les régies d'avances sont alimentées par le comptable de l'institution et sont sous la responsabilité du régisseur d'avances désigné par lui même.

Article 21 : Le Contrôleur Financier

Les principales attributions du Contrôleur Financier sont énumérées comme suit:

i. S'assurer que les dépenses engagées sont conformes au budget approuvé et s'assurer de la correcte application des procédures de contrôle budgétaire et comptable ;

ii. Viser pour contrôle tous les bons d'engagement de dépenses et pré auditer toutes les transactions financières ;

iii. Produire des rapports périodiques sur la gestion budgétaire, financière et comptable de la Communauté, adressés au Conseil des Ministres après information du Comité de l'Administration et des Finances ;

iv. Participer à l'élaboration de textes pouvant conduire à l'amélioration de la gestion financière des institutions et faire des propositions pour l'amélioration des procédures financières au Conseil des Ministres ;

v. Toutes autres fonctions stipulées dans le manuel de procédures comptables et financières.

CHAPITRE VI : RESPONSABILITE DES ACTEURS FINANCIERS

Article 22 :

Responsabilité des Ordonnateurs, des Ordonnateur délégué et subdélégué

1. L'ordonnateur engage sa responsabilité pécuniaire personnelle dans les conditions prévues dans le présent Règlement.

2. La responsabilité pécuniaire de l'ordonnateur est engagée notamment si :

i. L'ordonnateur, intentionnellement ou par négligence grave, constate les droits à recouvrer ou émet les ordres de recouvrement, engage une dépense ou signe un ordre de paiement, sans se conformer au présent règlement financier et à ses modalités d'exécution, entraînant ainsi un préjudice pour l'Institution.

ii. L'ordonnateur, intentionnellement ou par négligence grave, omet d'établir un acte constatant une créance, omet ou retarde l'émission d'un ordre de recouvrement, ou retarde l'émission d'un ordre de paiement, engageant ainsi la responsabilité civile de l'institution à l'égard de tiers ;

3. Lorsqu'un ordonnateur délégué ou subdélégué considère qu'une décision qui lui incombe est entachée d'irrégularité ou qu'elle contrevient aux principes de bonne gestion financière, il doit le signaler par écrit à l'autorité délégante. Si l'autorité délégante donne par écrit l'instruction motivée de prendre la décision susvisée à l'ordonnateur délégué ou subdélégué, celui-ci est dégagé de sa responsabilité.

4. En cas de subdélégation, à l'intérieur de ses services, l'ordonnateur délégué reste responsable de l'efficacité et de l'efficacité des systèmes de gestion et de contrôle interne mis en place et du choix de l'ordonnateur subdélégué.

Article 23 : Responsabilité des comptables

Le comptable engage, dans les conditions et selon les procédures prévues par le Règlement, sa responsabilité disciplinaire ou pécuniaire. Constitue en particulier une faute susceptible d'engager sa responsabilité le fait :

i. de perdre ou détériorer des fonds, des valeurs et des documents dont il a la garde ;

ii. de modifier indûment des comptes bancaires;

- iii. d'effectuer des recouvrements ou des paiements non conformes aux ordres de recouvrement ou de paiement correspondants;
- iv. d'omettre d'encaisser des recettes dues.

Article 24 : Responsabilité des régisseurs d'avances

1. Le régisseur d'avances engage, dans les conditions et selon les procédures prévues par le présent Règlement, sa responsabilité disciplinaire ou pécuniaire. Constitue en particulier une faute susceptible d'engager sa responsabilité le fait de :
 - i. perdre ou détériorer des fonds, des valeurs et des documents dont il a la garde ;
 - ii. ne pouvoir justifier par des pièces régulières les paiements qu'il effectue;
 - iii. payer à d'autres que les ayants droit;

Article 25 : Responsabilité du Contrôleur Financier

1. Le Contrôleur Financier peut être tenu de réparer, totalement ou en partie, tout préjudice subi par les institutions de la CEDEAO, suite à une faute grave de sa part dans l'exercice de ses fonctions si il/ elle:
 - i. refuse d'approuver des documents dans un délai raisonnable, tel que défini dans le Manuel des Contrôleurs et le Manuel des Procédures Comptables;
 - ii. vise des paiements qui ne sont pas conformes au budget approuvé;
 - iii. vise des paiements pour lesquels les crédits s'avèrent insuffisants ;
 - iv. vise des paiements qui ne sont pas conformes au Règlement financier en vigueur;
 - v. refuse ou retarde indûment le contrôle préalable d'un paiement approuvé sans justification raisonnable. .
2. Si les crédits inscrits sont disponibles et que le Contrôleur Financier oppose un refus systématique à une dépense en arguant l'irrégularité de celle-ci, l'ordonnateur peut demander l'arbitrage du Président du Conseil pour confirmer ou infirmer la décision du Contrôleur Financier. Dans ce cas, aucune dépense ne peut être engagée jusqu'à ce qu'une décision écrite soit obtenue du Président du Conseil des Ministres.

Article 26 : Sanctions

1. Sans préjudice d'éventuelles mesures disciplinaires prévues par le Règlement du personnel de la

CEDEAO, les Ordonnateurs et leurs délégués et subdélégués peuvent à tout moment se voir retirer, temporairement ou définitivement, leur délégation ou subdélégation par l'autorité qui les a nommés.

2. Sans préjudice d'éventuelles mesures disciplinaires prévues par le Règlement du personnel de la CEDEAO, le comptable peut à tout moment être suspendu de ses fonctions, temporairement ou définitivement, par l'autorité qui l'a nommé.
3. Sans préjudice d'éventuelles mesures disciplinaires prévues par le Règlement du Personnel de la CEDEAO, les régisseurs d'avances peuvent à tout moment être suspendus de leurs fonctions, temporairement ou définitivement, par l'autorité qui les a nommés.
4. Sans préjudice d'éventuelles mesures disciplinaires prévues dans le Règlement du Personnel de la CEDEAO, le Contrôleur Financier peut à tout moment être suspendu de ses fonctions, temporairement ou définitivement, par l'autorité qui l'a nommé.

5. Les dispositions du présent chapitre ne préjugent pas de la responsabilité pénale que pourraient encourir les acteurs financiers dans les conditions prévues par le droit national applicable en cas d'activités illégales, de fraude ou de corruption susceptibles de nuire aux intérêts de la Communauté.

Article 27 : Indemnités de responsabilité

Compte tenu de leurs niveaux de responsabilités, les comptables, les contrôleurs et les caissiers des institutions reçoivent une indemnité dont le montant est fixé par le Conseil des Ministres.

CHAPITRE VII : RECETTES

Article 28 : Sources de Recettes de la Communauté

Les sources de recettes de la Communauté sont constituées du Prélèvement Communautaire, des fonds extérieurs et d'autres fonds.

Article 29 : Prélèvement Communautaire

1. Le Prélèvement Communautaire est la principale source de recettes de la Communauté.
2. Le Prélèvement Communautaire est l'ensemble des recettes à recouvrer aux termes des dispositions de l'Article 72 du Traité de la CEDEAO.

Article 30 :**Estimation Etablissement et Recouvrement des montants dus au titre du Prélèvement Communautaire**

1. Le taux du Prélèvement Communautaire est précisé dans le Protocole y relatif.
2. Les montants dus sont fixés à partir de relevés d'évaluation établis sur une base mensuelle par les autorités douanières des Etats membres. Des ordres de recouvrement sont émis par l'ordonnateur principal pour recouvrer les montants dûs.
3. Le recouvrement du produit du Prélèvement Communautaire est effectué conformément aux dispositions du Protocole relatif au Prélèvement Communautaire.

Article 31 :**Estimation, Etablissement et Recouvrement des recettes sur le Prélèvement Communautaire dues aux Institutions**

1. Sur la base de son budget approuvé, l'ordonnateur délégué effectue l'estimation des recettes sur le prélèvement communautaires dues à son institution.
2. La constatation d'une créance est l'acte par lequel l'ordonnateur délégué ou subdélégué :
 - i. Vérifie l'existence de la dette ;
 - ii. détermine ou vérifie la réalité et le montant de la dette ;
 - iii. vérifie les conditions d'exigibilité de la dette ;
 - iv. Vérifie les termes et conditions prévus dans les accords de financement signés avec les partenaires.
3. Les ressources mises à la disposition des institutions de la Communauté ainsi que toute créance identifiée comme certaine, liquide et exigible, doivent être établies par l'ordonnateur délégué ou subdélégué.
4. L'autorisation de recouvrement est le processus par lequel l'Ordonnateur donne instructions au Comptable de recouvrer des montants dus, tels que déterminés par le Comité de gestion du prélèvement communautaire.
5. Le Comptable veille à l'exécution des ordres de recouvrements concernant des montants dus déterminés par l'Ordonnateur. Il fait diligence pour s'assurer que les Institutions reçoivent leurs recettes et veille à la préservation de leurs droits.

Article 32 : Fonds Extérieurs

Les fonds extérieurs sont des fonds obtenus par la Communauté à travers un accord de coopération conforme aux dispositions de l'Article 83 du Traité de la CEDEAO tel qu'amendé.

Article 33 :**Fonds extérieurs à recevoir par les Institutions**

1. Les fonds extérieurs à recevoir des bailleurs de fonds désignent les crédits obtenus spécifiquement par une Institution sur la base d'un accord de coopération, conformément à l'article 83 du Traité de la CEDEAO, à prendre en compte dans le budget des Institutions.
2. Les Fonds extérieurs sont gérées conformément aux règles et procédures de la Communauté et le cas échéant celles convenues avec les partenaires pris individuellement sans porter préjudice aux objectifs de la Communauté.

Article 34 : Autres ressources

Les autres ressources de la CEDEAO sont constituées des produits des placements, , de la vente des biens meubles et immeubles, des arriérés de contributions, des déductions de salaires et de toutes autres ressources que le Conseil peut déterminer. .

CHAPITRE VIII : DEPENSES**Article 35 : Procédures d'exécution des dépenses**

Toute dépense fait l'objet d'un engagement, d'une liquidation, d'un ordonnancement et d'un paiement.

Article 36 : Engagement des dépenses

L'engagement d'une dépense revêt deux aspects, un aspect juridique et un aspect comptable :

1. l'engagement juridique est l'acte par lequel l'institution crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge (passation d'un marché, d'un bail, commande d'une fourniture, lettre d'engagement, etc.)
2. l'engagement comptable est l'affectation d'une partie des crédits budgétaires à la réalisation de la dépense qui résulte de l'engagement juridique

Article 37 : Liquidation des dépenses

La liquidation d'une dépense est l'acte par lequel l'Ordonnateur ou toute personne désignée par lui :

- i. vérifie l'identité du créancier ;
- ii. vérifie les droits du créancier ;
- iii. vérifie la réalité des dépenses et en détermine le montant ;
- iv. vérifie les conditions d'exigibilité de la dette

Article 38 : L'Ordonnancement des dépenses

L'ordonnancement est l'acte par lequel l'ordonnateur donne au comptable l'ordre de payer une dépense.

Article 39 : Paiement des dépenses

1. Le paiement est l'acte par lequel l'institution se libère de sa dette. Il est effectué par le Comptable.
2. Le paiement est effectué en contrepartie de la production de pièces attestant que la mesure pertinente est conforme aux dispositions de l'acte de base ou du contrat et couvre une ou plusieurs des opérations ci-après :
 - i. le paiement de l'intégralité du montant dû
 - ii. le paiement du montant dû selon l'une des procédures suivantes :
 - a. le préfinancement, qui peut être divisé en un certain nombre de paiements
 - b. un ou plusieurs paiements provisoires
 - c. le paiement du solde du montant dû.
3. Une distinction est faite dans les comptes entre les différents types de paiements mentionnés au paragraphe 2, au moment où ils sont effectués.
4. Les paiements des dépenses sont effectués par le comptable dans les limites du budget approuvé et sous réserve de la disponibilité de fonds.

Article 40 : Délais d'exécution des dépenses

La période d'engagement des dépenses autres que de personnel se termine le 15 décembre de l'année considérée. Toutefois, l'Ordonnateur dispose d'un délai de trois mois pour procéder à l'émission des titres de paiement correspondant aux services faits au cours de l'exercice écoulé.

CHAPITRE IX : VIREMENTS ET TRANSFERTS

Article 41 : Fixité d'allocation Budgétaire

Les crédits ouverts par le budget d'un exercice à chaque chapitre de dépenses ne doivent pas en principe être affectés à d'autres chapitres.

Article 42 :**Virement d'un Article à un autre dans un même Chapitre**

Sans préjudice de l'article 41, des virements d'un article à un autre au sein d'un même chapitre du budget peuvent être décidés par l'ordonnateur durant l'exercice après visa du Contrôleur financier;

Article 43 :**Transferts d'un Chapitre à un autre Chapitre**

Sans préjudice de l'article 41, des transferts de crédits d'un chapitre à un autre sous le même titre (à l'exception des utilisations des imprévus) ne peuvent être effectués durant l'exercice qu'avec l'autorisation de l'Ordonnateur ou l'ordonnateur délégué après visa du Contrôleur financier.

Article 44 :**Transferts à partir des Divers et Imprévus et d'un titre à un autre**

1. Sans préjudice de l'article 41, les crédits ouverts au chapitre « Imprévus » ne peuvent faire l'objet d'une utilisation qu'à titre exceptionnel et pour des dépenses non prévues au moment de l'adoption du budget. L'accès à ces crédits peut être autorisé par décision du Président du Conseil de Ministres sur rapport circonstancié du Président de la Commission après avis motivé du Contrôleur financier.
2. Sans préjudice de l'article 41 les transferts d'un titre à un autre peuvent uniquement être effectués durant l'exercice budgétaire que par l'autorisation du Président du Conseil des Ministres sur rapport circonstancié du Président de la Commission après avis motivé du Contrôle financier.

CHAPITRE X : FONDS EXCEDENTAIRES

Article 45 : Détermination des fonds excédentaires

Les fonds excédentaires sont des fonds provenant de toutes sources non utilisés ou non engagés à la fin de l'exercice financière

Article 46 : Utilisation des Fonds Excédentaires

1. Les fonds excédentaires provenant des recettes du prélèvement communautaire sont utilisés conformément aux dispositions du Protocole (A/P1/7/96) relatif aux Prélèvement communautaire et ses amendements et tout autre texte pertinent.
2. Les fonds non utilisés par les Institutions et disponibles au 31 décembre et provenant du prélèvement communautaire, sont reversés à la Commission au plus tard le 31 mars de l'année suivante. Il en est fait déduction des montants servant à couvrir les dépenses engagées au 15 décembre et qui feront l'objet de paiement au cours de la période complémentaire.

Les fonds non utilisés au cours de l'exercice peuvent faire l'objet de placement conformément au manuel de procédure. Ce placement ne doit pas préjudicier au fonctionnement des Institutions ou de la Communauté.

CHAPITRE XI : SYSTEMES INFORMATIQUES

Article 47 : Informatisation des Opérations

Lorsque les opérations de recettes et dépenses sont gérées par le biais de systèmes informatiques, les documents peuvent faire l'objet d'une signature électronique dans les conditions définies dans le Manuel de Procédures .

CHAPITRE XII : AUDITEUR INTERNE EN CHEF

Article 48 : Attributions de l'Auditeur Interne en Chef

Le Chef de l'Audit Interne a pour rôles :

- i. L'Elaboration de la charte, de la politique et de la procédure d'audit ;
- ii. L'Evaluation des risques et des contrôles à mettre en oeuvre ;
- iii. L'Elaboration et l'exécution du plan annuel d'audit ;
- iv. La mise en œuvre des audits d'investigation ;
- v. La coordination de la mission des Commissaires aux comptes ;
- vi. La conduite de toutes missions spéciales d'audit requises par le Comité d'Audit, le Conseil des Ministres ou la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement.

Article 49 : Règles applicables à l'Auditeur Interne en chef

Les règles applicables à l'Auditeur interne en chef sont celles contenues dans le Code de Conduite des Auditeurs internes.

CHAPITRE XIII : LA PASSATION DE MARCHES

Article 50 : Dispositions générales

Tous les marchés publics, financés en tout ou partie par le budget, doivent se conformer aux principes de la transparence, de la proportionnalité, de l'égalité de traitement et de la non discrimination.

Article 51 : Code des Marchés

Toutes les activités relatives à la passation de marchés doivent se conformer au Code des Marchés et aux procédures d'Approvisionnement de la CEDEAO.

CHAPITRE XIV : SUBVENTIONS

Article 52 : Portée et forme des subventions

Les subventions sont des contributions financières directes, sous forme de don, à partir du budget et destinées à financer :

- i. soit une action destinée à favoriser la réalisation d'un objectif faisant partie de la politique de la CEDEAO, ou
- ii. le fonctionnement d'un organisme poursuivant un objectif présentant un intérêt pour la Communauté ou qui a un objectif faisant partie intégrante de la politique de la CEDEAO.

Article 53 : Régime Juridique

Toutes les subventions accordées par la CEDEAO font l'objet d'accords écrits conformément à l'Article 52 du présent Règlement.

Article 54 : Principes régissant les aides financières

1. Les aides financières sont régies par les principes de la transparence et de l'égalité de traitement.
2. Elles ont un caractère cumulatif ou rétroactif car elles peuvent nécessiter un cofinancement.
3. Il n'est pas possible de dépasser le coût total de financement
4. Les aides financières ne peuvent avoir pour effet de procurer un profit pécuniaire au bénéficiaire.
5. Le paragraphe 2 ne s'applique pas aux cas suivants:
 - i. les bourses d'études, de recherche ou formation versées aux personnes physiques;
 - ii. les prix octroyés sur concours ;
 - iii. les actions visant à renforcer les capacités financières du bénéficiaire.
6. Les aides financières sont soumises à un programme de travail annuel sauf :
 - i. dans les cas exceptionnels d'urgence dûment motivés ;
 - ii. lorsque pour des raisons propres au bénéficiaire ou à l'action à entreprendre, il n'y a pas d'autre alternative.
 - iii. Lorsque le bénéficiaire est identifié dans l'acte de base comme étant le destinataire d'une aide financière

Article 55 : Procédure régissant les aides financières

1. Les demandes d'aide financière sont soumises par écrit à l'Ordonnateur.
2. Les demandes d'aide financière sont recevables à condition d'être soumises par des personnes juridiques. Les demandes soumises par des entités ne jouissant pas de la personnalité juridique en vertu de la législation nationale applicable peuvent être acceptées, sous réserve pour les représentants desdites entités d'avoir la capacité de contracter et d'assumer des responsabilités financières en leur nom.
3. Les demandes ne peuvent être agréées pour des personnes qui, au moment où la procédure est engagée, se trouvent dans une des situations décrites dans le Manuel de Procédures comptables.

Article 56 : Paiements et Contrôle

1. Le rythme des paiements est déterminé par les risques financiers qui s'y rattachent, la durée et l'avancement des activités ou les coûts encourus par le bénéficiaire.
2. L'Ordonnateur est habilité, s'il le juge utile et approprié, à réclamer du bénéficiaire le dépôt d'une garantie équivalent au montant avancé afin de limiter les risques financiers liés au paiement anticipé.
3. L'Ordonnateur demande au bénéficiaire de déposer cette garantie à l'avance dans les cas spécifiés dans l'Accord de subvention.
4. Le montant de la subvention n'est pas définitif, tant que l'institution n'aura pas accepté les rapports et les comptes finaux, sous réserve de vérifications ultérieures par l'Institution.
5. Le non respect par les bénéficiaires de leurs obligations entraîne la suspension ou la réduction voire l'annulation de la subvention, selon les cas prévus par l'Accord de subvention. Les bénéficiaires sont tenus de présenter leurs arguments de défense.
6. Les bénéficiaires de subventions payées à partir des budgets de l'Institution mettent à la disposition des Institutions toutes les facilités et informations jugées nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.

Article 57 : Mise en œuvre des activités

Lorsque la mise en œuvre des activités requiert l'attribution de marchés alloués par le bénéficiaire, les procédures à suivre sont celles dudit bénéficiaire, si elles sont acceptables. Dans le cas contraire, les procédures applicables sont celles de la CEDEAO.

CHAPITRE XV : PRESENTATION DES COMPTES ET GESTION COMPTABLE

Article 58 : Présentation des Comptes

1. Les comptes soumis doivent indiquer la méthode comptable de base utilisée, souligner les modifications importantes effectuées et en donner les raisons.
2. Sans préjudice à l'alinéa 1, les états financiers sont préparés selon les Normes Comptables Internationales du Secteur Public.
3. Les comptes de la Communauté comprennent :
 - i. les états financiers des Institutions qui incluent :
 - a. un état de la situation financière (Bilan) indiquant les actifs et passifs à la fin de l'exercice ;
 - b. un état de la performance financière (Etat des Recettes et Dépenses) de l'exercice ;
 - c. un état des variation de l'actif net/ situation nette ;
 - d. un tableau des flux de trésorerie de l'exercice ;
 - e. les méthodes comptables et les notes aux états financiers.
 - ii. les états financiers consolidés de la Communauté qui contiennent les informations financières se trouvant dans les états financiers des Institutions.
 - iii. les rapports sur l'exécution du budget des institutions
 - iv. les rapports cumulatifs sur l'évolution du budget, qui présentent les informations contenues dans les rapports mentionnés au point (iii).
4. Conformément au principe de la comptabilité d'exercice, les états financiers font apparaître les charges et produits de l'exercice, indépendamment de la date de paiement ou de recouvrement.
5. La valeur des actifs et des passifs est déterminée conformément aux règles en matière d'évaluation fixées par les Normes comptables internationales du Secteur Public.
6. Les états financiers sont vérifiés au 31 Mai de l'exercice suivant.
7. Le Comité d'Audit examine les états financiers vérifiés et présente ses recommandations au Conseil.

8. Le Comité d'Audit se réunit avant la première réunion ordinaire du Conseil des Ministres suivant la réalisation de l'audit.

Article 59 : Quitus

1. Le Conseil des Ministres, sur recommandation du Comité d'Audit, donne quitus au Président de la Commission en ce qui concerne les états financiers vérifiés de l'exercice précédent.
2. Avant de donner quitus, le Conseil des Ministres examine les recommandations du Comité d'Audit relatives aux états financiers. Il examine également le rapport établi par le Commissaire aux comptes, les réponses fournies par les Institutions faisant l'objet de l'audit, les rapports pertinents du Commissaire aux comptes portant sur l'exercice financier concerné et l'avis de celui-ci sur la fiabilité des comptes et la régularité des transactions opérées.
3. La décision de donner quitus couvre les comptes de recettes et dépenses de la Communauté, le solde en résultant ainsi que les actifs et passifs de la Communauté figurant sur le bilan. Ce quitus ne peut porter que sur les comptes certifiés
4. Si, pour une quelconque raison le Commissaire aux comptes n'est pas en mesure de certifier les états financiers consolidés, le Conseil des Ministres délivre séparément un quitus à chaque Institution.
5. Lorsque qu'il se trouve dans l'impossibilité de délivrer quitus, le Conseil des Ministres donne les directives qu'il juge appropriées.
6. Les Institutions prennent les dispositions appropriées pour répondre aux observations accompagnant la décision de délivrance d'un quitus donne par le Conseil des Ministres et aux commentaires faits parallèlement aux recommandations.
7. A la requête du Conseil des Ministres, les Institutions rendent compte des mesures prises à la lumière des observations et commentaires et notamment des instructions données par elles aux départements chargés de l'exécution du budget.
8. Les états financiers consolidés, après délivrance du quitus du Conseil des Ministres, sont publiés au Journal Officiel de la CEDEAO, avec l'opinion du Commissaire aux Comptes y relatives.

CHAPITRE XVI : COMPTABILITE

Article 60 : Dispositions Communes

1. Le système comptable des Institutions est celui servant à organiser l'information budgétaire et

financière de telle sorte que les chiffres puissent être saisis, classés et enregistrés.

2. Les états financiers se composent des comptes généraux et des comptes budgétaires. Ils sont tenus en Unités de compte sur la base de l'année calendaire.
3. Les montants figurant dans les comptes généraux et les comptes budgétaires sont adoptés à la clôture de l'exercice budgétaire afin que les comptes mentionnés à l'article 54 puissent être dressés.
4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 2 et 3, le Comptable doit recourir à une comptabilité analytique.
5. Les Comptables des institutions, après concertation, élaborent les méthodes et règles comptables ainsi que le Plan comptable harmonisé à appliquer par toutes les institutions, et les soumettent à l'approbation de l'Ordonnateur Principal.
6. Pour l'adoption des règles et méthodes mentionnées au paragraphe 1, les comptables s'inspirent des Normes comptables internationales du Secteur public.

Article 61 : Comptes généraux

1. Les comptes généraux enregistrent dans l'ordre chronologique, selon la méthode de la comptabilité en partie double, tous les faits et opérations de nature à affecter la situation économique et financière ainsi que les actifs et passifs des Institutions.
2. Les mouvements et les soldes des comptes font l'objet d'écritures dans les registres comptables.
3. Toutes les écritures comptables, y compris les ajustements aux comptes, sont basées sur des pièces justificatives auxquelles elles font référence.
4. Le système comptable doit être tel que l'on puisse retrouver une trace de toutes les écritures comptables.
5. A la clôture d'un exercice financier et jusqu'à la date de présentation des états, les comptables sont habilités à opérer tout ajustement qui, sans entraîner de décaissement ou de recouvrement au titre de l'exercice considéré, est nécessaire à la présentation fidèle des comptes en respectant les règles.

Article 62 : Comptes budgétaires

1. Les comptes budgétaires dressent un tableau détaillé de l'exécution budgétaire.

2. Aux fins de l'application des dispositions du point 1, les comptes budgétaires enregistrent toutes les opérations budgétaires de recettes et de dépenses prévues au présent règlement.

Article 63 : Inventaire des biens

1. Chaque institution dresse un inventaire faisant le point sur la quantité et la valeur des actifs financiers, corporels et incorporels de la Communauté, conformément au modèle élaboré par le comptable de la Commission. Chaque institution s'assure que les inscriptions du registre d'inventaire correspondent à la situation réelle.
2. La cession de biens meubles se fait au moyen d'une vente aux enchères. Les employés bénéficient d'un droit de préemption par application du Manuel de Procédures Comptables.

CHAPITRE XVII : VERIFICATION EXTERNE

Article 64 : Normes applicables à l'Audit

Les comptes consolidés des Institutions de la CEDEAO doivent être audités par les Commissaires aux Comptes conformément aux Normes internationales en matière d'Audit publiées par le Conseil des Normes internationales d'Audit et d'Assurance de la Fédération Internationale des Experts Comptables (FIEC).

Article 65 : Nomination et révocation des Commissaires aux Comptes

1. Conformément à l'article 75 du Traité révisé de la CEDEAO les Commissaires aux Comptes sont recrutés. Ils sont nommés pour une durée de deux ans par la Conférence sur recommandation du Conseil des Ministres. Leur mandat est renouvelable deux fois pour la même durée.
2. Les Commissaires aux comptes peuvent être révoqués par la Conférence sur recommandation du Conseil des Ministres.

Article 66 : Fonctions et Responsabilités des Commissaires aux Comptes

1. Pour déterminer la régularité des opérations de recettes réalisées et de dépenses exécutées, le Commissaire aux Comptes se fonde sur les dispositions du Traité de la CEDEAO, le budget, le Règlement Financier, ainsi que tous autres textes adoptés en vertu dudit Traité.
2. Dans l'exercice de ses fonctions, le Commissaire aux comptes est habilité à consulter tous documents et informations relatifs à la gestion financière des Institutions et liés aux opérations financées ou cofinancées par la Communauté.
 - i. Il peut solliciter des explications de toute

personne responsable des opérations de recettes ou dépenses et recourir à toute procédure d'audit appropriée en ce qui concerne les Institutions susmentionnées ;

- ii. A la demande du Commissaire aux comptes, chaque institution doit autoriser les tiers parties à fournir des informations à celui-ci pour lui permettre ainsi d'accomplir sa mission;
- iii. Le Commissaire aux comptes préserve son indépendance en toute circonstance.

3. Dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, le Commissaire aux comptes communique aux institutions et autorités auxquelles s'applique le présent Règlement les noms de ses collaborateurs habilités à effectuer la vérification.

4. Le Commissaire aux comptes veille à ce que les valeurs et espèces en dépôt ou en caisse soient confrontées aux bordereaux signés par les déposants ou aux mémorandums officiels relatifs aux avoirs et valeurs. Il peut effectuer lui-même ces opérations de vérification.

Article 67 : Obligation des Institutions vis-à-vis du Commissaire aux comptes

1. Les institutions assurant la gestion des recettes et dépenses pour le compte de la Communauté mettent à la disposition du Commissaire aux comptes tous les moyens et les informations dont il a besoin pour la réalisation de sa mission.
2. Les Institutions mettent également à la disposition du Commissaire aux comptes tous les documents jugés nécessaires pour la vérification du rapport budgétaire et financier de référence, sur la base des dossiers, ou sur place et, à cette même fin, la vérification de tous les documents et données.

Article 68 : Rapport du Commissaire aux Comptes

1. Le rapport du Commissaire aux Comptes est régi par les dispositions des paragraphes 2 à 4 du présent article.
2. Le Commissaire aux comptes transmet aux institutions concernées, dans un délai de 15 jours calendaires suivant la réalisation de leur mission sur le terrain, toutes observations qui, à son avis sont dignes de figurer dans le rapport d'audit. Ces observations doivent rester confidentielles. Chaque institution adresse une réponse au Commissaire aux comptes dans un délai maximum de 15 jours calendaires après la réception de ces observations.
3. Les observations du Commissaire aux comptes et les réponses émanant des institutions, sont transmises à la Commission en même temps.

4. Le rapport du Commissaire au Compte contient une section consacrée à chaque institution. Le Commissaire aux comptes peut y ajouter tout résumé ou observation d'ordre général qu'il juge nécessaire. Il s'assure que les réponses de chaque institution sont portées immédiatement après les observations auxquelles elles se rapportent.
5. Le rapport du Commissaire aux comptes ainsi que les états financiers vérifiés sont soumis au Comité d'Audit conformément au présent Règlement.
6. Le Commissaire aux Comptes émet une opinion séparée sur les états financiers de chaque institution, ainsi que sur les états financiers consolidés.

CHAPITRE XVIII : LES BUREAUX DE LA CEDEAO

Article 69 : Etablissement et Structure du Budget

Les crédits de chaque bureau de la CEDEAO, dont le montant total sera inscrit dans une ligne budgétaire spécifique au sein de la section du budget relative à la Commission, font l'objet de détail dans une annexe à cette section.

L'annexe visée au paragraphe 1 prend la forme d'un état des revenus et dépenses, subdivisé de la même manière que les sections du budget. Les crédits inscrits dans cette annexe couvrent les besoins financiers de chaque Bureau de la CEDEAO dans le cadre de l'exécution de ses tâches pour le compte des institutions.

La structure de chaque bureau de la CEDEAO est annexée à celle de l'Institution qui l'a mise en place.

Les comptes de chaque bureau de la CEDEAO font partie intégrante de ceux de l'Institution l'ayant mis en place.

Les agents chargés des finances au sein des bureaux de la CEDEAO rendent compte au comptable de l'Institution ayant mis en place ces bureaux.

Les comptes des Institutions ayant mis en place les bureaux, déterminent les besoins en matière d'établissement de rapports financiers et comptables desdits bureaux.

L'ordonnateur de l'Institution concernée délègue, en ce qui concerne les crédits de chaque bureau de la CEDEAO, les pouvoirs appropriés au responsable du bureau de la CEDEAO concerné.

PARTIE II DISPOSITIONS SPECIALES

CHAPITRE XIX : FONDS SPECIAUX

Article 70 : Création et Fonctionnement

Sous réserve des dispositions spéciales régissant leur établissement, des fonds spéciaux peuvent être créés et gérés conformément au présent règlement.

PARTIE III DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

CHAPITRE XXI : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 71 :

Adoption des Normes comptables internationales du Secteur Public (IPSAS)

Les normes IPSAS prévues à l'article 56 du présent Règlement seront appliquées à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 72 :

Consolidation du budget et des états financiers de la Communauté

La consolidation du budget et des états financiers des Institutions de la Communauté prévue à l'article 56 sera effective sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2010.

CHAPITRE XXII : DISPOSITIONS FINALES

Article 73 : Amendements et Révision

Toute institution de la Communauté peut soumettre des propositions en vue de l'amendement ou de la révision du règlement financier.

Toutes les propositions sont soumises au Président de la Commission qui les communique aux Etats Membres, trente (30) jours au plus tard après leur réception. La Commission convoque le Comité Administration et Finance pour examen et recommandation au Conseil des Ministres pour approbation.

Les révisions se font chaque fois que de besoin.

Article 74 : Abrogation

Le présent Règlement financier abroge toutes les dispositions antérieures contraires

Article 75 : Entrée en vigueur et publication

1. Le présent Règlement entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2010.
2. Il sera publié au Journal Officiel de la Communauté par le Président de la Commission dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre, dans son Journal Officiel, dans le même délai que dessus

Article 76 : Langue de publication

Le présent Règlement est publié en français, en anglais et en portugais.

REGLEMENT C/REG.06/05/09 AUTORISANT LA CONVOCATION DE REUNIONS TRIPARTITES EN MATIERE DE TRAVAIL ET D'EMPLOI

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés en juin 2006, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'Article 19 paragraphe 5 nouveau dudit Traité tel qu'amendé par l'Article 1^{er} de l'Acte additionnel A/SA.5/01/08 du 18 janvier 2008, au terme duquel la Commission exerce ses pouvoirs en vue du bon fonctionnement et de l'intérêt général de la Communauté et fait à cet effet au Conseil des Ministres et à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, toutes les recommandations qu'elle juge utiles à la promotion et au développement de la Communauté ;

CONSIDERANT l'importance du rôle que jouent le travail et l'emploi dans l'économie de l'Afrique de l'Ouest et leur impact sur les autres secteurs d'activités ;

CONSIDERANT que les problèmes du travail et de l'emploi sont de plus en plus complexes et difficiles et que des solutions équitables, susceptibles de garantir une paix sociale durable, ne peuvent leur être apportées que par l'ensemble des acteurs que sont, les représentants des Etats, des employeurs et des travailleurs, des organisations de la Société Civile, des organisations non gouvernementales et inter gouvernementales pertinentes;

CONSIDERANT que les intérêts souvent opposés que défendent les acteurs du monde du travail, rendent nécessaire l'organisation régulière de concertations pour favoriser le dialogue social et permettre d'aplanir les différends entre ces acteurs ;

CONSIDERANT qu'il est utile et bénéfique pour la Communauté, de consulter les représentants des Etats, ceux des employeurs et des travailleurs sur des questions relatives au travail et à l'emploi, et à cette fin, il est nécessaire que le Président de la Commission les invite à participer à des réunions organisées par la CEDEAO ;

CONSCIENT que des rencontres entre les Ministres chargés du travail et de l'emploi des Etats membres, les représentants des associations régionales du patronat, les représentants des organisations syndicales régionales ainsi que ceux des organisations de la Société Civile, des organisations Non Gouvernementales et des Organisations Inter Gouvernementales pertinentes, constituent le forum

approprié pour l'évaluation de la réalisation des objectifs de la politique du travail et de l'emploi de la CEDEAO et pour le suivi de la mise en œuvre du plan d'action de ladite politique ;

DESIREUX de donner la possibilité au Président de la Commission, de convoquer des réunions des représentants des Etats, des associations régionales du patronat, des organisations syndicales, des Organisations de la Société Civile, des Organisations Non Gouvernementales et des Organisations Inter Gouvernementales pertinentes, sur des questions relatives au travail et à l'emploi ;

SUR RECOMMANDATION de la deuxième conférence des Ministres du travail et de l'emploi qui s'est tenue à Abidjan le 9 avril 2009 ;

APRES AVIS du Parlement de la Communauté.

EDICTE

ARTICLE 1^{er}

1. Le Président de la Commission convoquera des réunions tripartites regroupant les représentants des Etats membres, des associations patronales, et des organisations syndicales, pour examiner les questions relatives au travail et à l'emploi, en vue de la réalisation des objectifs de la politique du travail et de l'emploi de la CEDEAO et de la mise en œuvre du plan d'action de ladite politique.
2. Les représentants des Organisation de la Société Civile, des Organisation Non-Gouvernementales et des Organisations Inter-Gouvernementales peuvent participer aux réunions tripartites.

ARTICLE 2 :

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de la date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel, dans les trente (30) jours, après que la Commission le lui notifiera.

**FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009
POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**


S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

REGLEMENT C/REG.7/05/09 PORTANT ADOPTION DE LA POLITIQUE REGIONALE DE PROTECTION ET D'ASSISTANCE AUX VICTIMES DE LA TRAITE DES PERSONNES EN AFRIQUE DE L'OUEST**LE CONSEIL DES MINISTRES,**

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU les Articles 58, 59, 60, 61, 63 et 64 dudit Traité ;

VU le Protocole A/P1/5/79 du 29 mai 1979 sur la libre circulation des Personnes, le Droit de Résidence et d'Etablissement et ses Protocoles subséquents ;

VU la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme adoptée en 1948 ;

VU la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier celle des femmes et des enfants signée en 2000 ;

VU la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples signée en 1981 ;

VU la Convention n°29 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) concernant le travail forcé signé en 1930 ;

VU la Convention de la CEDEAO A/P 1/7/92 sur l'assistance Mutuelle en matière pénale adoptée à Dakar le 29 juillet 1992 ;

VU la Convention de la CEDEAO A/P1/8/94 sur l'extradition entre les Etats de l'Afrique de l'Ouest adoptée à Abuja le 6 août 1994 ;

VU l'Accord multilatéral de coopération en matière de Lutte contre la Traite des Enfants en Afrique de l'Ouest signé en 2005 ;

VU le Plan d'Action de la CEDEAO pour la lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, adopté en décembre 2001 ;

VU le Plan d'Action Commun de la CEDEAO/CEEAC pour la lutte contre la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants, adopté à Abuja le 7 juillet 2006 ;

VU l'Accord de Coopération Multilatéral pour la lutte contre la traite des personnes en Afrique de l'Ouest et Centrale, adopté le 7 juillet 2006 à Abuja ;

CONSIDERANT les liens de coopération et de solidarité existant entre les Etats membres de la CEDEAO ;

CONSIDERANT leur engagement commun à promouvoir et protéger les droits de l'homme en général, et à accorder particulièrement aux enfants toute l'attention nécessaire pour assurer leur épanouissement intégral et harmonieux ;

CONSIDERANT qu'il est fondamental, dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes, que les victimes soient identifiées et assistées, en vue de leur réhabilitation, à travers la reconquête de leur propre dignité et leur réinsertion sociale et économique ;

CONSIDERANT que le caractère transfrontalier et multiforme de la traite, ainsi que ses débordements internationaux requièrent la mise en place d'un cadre de référence cohérent et concerté dans l'espace CEDEAO, afin de conduire collectivement les actions de lutte contre ce fléau dégradant et criminel ;

PREOCCUPEES par l'ampleur grandissante du phénomène de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants à des fins d'exploitation dans la région ;

INSPIREES par la Convention des Nations Unies contre la Criminalité Transnationale Organisée, et son Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la Traite des Personnes, en particulier des Femmes et des Enfants pour établir une coopération mutuelle au niveau international en vue de lutter conjointement contre la menace de la traite des personnes ;

DETERMINEES à mobiliser les efforts et les ressources nécessaires afin de sanctionner tous ceux qui interviennent en vue de se livrer à la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, en réprimant les crimes en tout lieu où ils se produisent ;

CONSCIENTES du principe fondamental de l'intérêt supérieur de l'enfant et l'engagement à favoriser et à protéger les droits humains et, en particulier, le bien-être général d'un enfant en vue d'assurer son épanouissement intégral et harmonieux ;

AYANT A L'ESPRIT leur attachement aux instruments juridiques internationaux et régionaux ;

SOUCIEUSES de maintenir un environnement accueillant et rassurant où les victimes de la traite

des personnes et de l'exploitation du travail des enfants, bénéficient d'un accès équitable à la protection et à l'assistance dans la région de l'Afrique de l'Ouest;

DESIREUSES d'adopter une politique régionale de protection et d'assistance aux victimes de la traite des personnes en Afrique de l'Ouest ;

SUR RECOMMANDATION de la réunion des Ministres en charge de la Justice, de la Femme et de l'Enfance des Etats membres de la CEDEAO qui s'est tenue à Accra le 3 avril 2009 ;

APRES AVIS du Parlement de la CEDEAO ;

EDICTE

ARTICLE 1^{er}:

Il est adopté par le présent, la Politique régionale de protection et d'assistance aux victimes de la traite des personnes en Afrique de l'Ouest, ci-jointe.

ARTICLE 2 :

Les Etats Membres harmoniseront leurs politiques nationales de protection et d'assistance aux victimes de la traite des personnes avec la politique régionale visée à l'article 1^{er} du présent Règlement.

ARTICLE 3 :

La Commission de la CEDEAO prendra les dispositions nécessaires en vue de la mise en œuvre diligente de la Politique régionale de protection et d'assistance aux victimes de la traite des personnes en Afrique de l'Ouest.

ARTICLE 4 :

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa signature. Il sera également publié par chaque Etat membre dans son Journal Officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.

**FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009
POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

POLITIQUE REGIONALE DE PROTECTION ET D'ASSISTANCE AUX VICTIMES DE LA TRAITE DES PERSONNES EN AFRIQUE DE L'OUEST

ACCRA, 3 Avril 2009

Mai, 2009

INTRODUCTION

La traite des personnes est un fléau qui touche aux droits de l'homme dans la mesure où elle viole la dignité et l'intégrité des individus, leur liberté de circulation et même, dans certains cas, leur droit à la vie.

Le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre le crime organisé, qui vise à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (2000), en son article 3, donne une définition de la traite des personnes, en ces termes:

« tous actes ou tentatives de recrutement, de transport à l'intérieur ou au-delà des frontières d'un pays, l'achat, la vente, le transfert, l'accueil ou l'hébergement d'une personne par l'usage de la tromperie, de la contrainte ou de l'esclavage pour dette, dans le but de placer ou de maintenir ladite personne en servitude (prostitution ou autres formes d'exploitation sexuelle), de son plein gré ou contre son gré, en travail forcé ou pour dette, ou encore dans des conditions d'esclavage ou à des fins de collecte d'organes. »

En Afrique de l'Ouest, la traite des personnes trouve principalement ses racines dans l'état de pauvreté endémique. En effet, les trafiquants profitent de la forte demande en main-d'œuvre que constituent les travailleurs migrants dans de nombreux secteurs et activités tels que les mines, les exploitations agricoles, la pêche, la restauration, les bars, les salles de massage ainsi que dans des activités sexuelles à caractère commercial, le petit commerce et une gamme d'autres activités du secteur informel. En outre, la violence contre les individus ou les sociétés, les conflits armés, les conflits sociaux, les calamités naturelles qui entraînent la migration et accroissent la vulnérabilité des enfants, des jeunes filles et des femmes, sont autant de facteurs qui contribuent à alimenter la traite des personnes. La féminisation croissante de la migration augmente également les risques de la traite.

L'ampleur du phénomène et ses conséquences en Afrique de l'ouest sont considérables et suscitent des actions aux niveaux des administrations nationales et de la société civile. En 2006, par exemple, le nombre certifié de victimes déclarées par les systèmes judiciaires portant sur neuf pays de la CEDEAO est de 2012 (ONUDC). Ce chiffre serait très loin de la réalité, en raison du caractère clandestin du phénomène, ainsi que l'insuffisance des structures nationales. Cependant, les dispositions prises par les Etats membres, en vue d'identifier les victimes et de mesurer le niveau de la traite des personnes dans les pays respectifs traduisent une volonté de s'attaquer à ce fléau et surtout aux risques et aux conséquences qu'il fait peser sur la victime et sur la société.

Au niveau individuel, les victimes de la traite des personnes subissent une violation de leurs droits humains,

ainsi que des abus de tous ordres. Elles souffrent également de la perte d'estime de soi, d'attaques physiques, y compris les assauts, le viol; elles sont exposées aux maladies, notamment les IST et le VIH/SIDA, à la peur et au traumatisme émotionnel durable et à la mort. Les victimes peuvent aussi souffrir d'une situation d'exclusion sociale et se tourner vers le crime, suite à cette situation d'ostracisme.

A l'échelle de la société, les risques et les conséquences se traduisent, entre autres, par l'expansion et la diversification du crime organisé dans la mesure où les groupes de trafiquants peuvent s'impliquer dans d'autres types de crime organisé à partir des revenus de la traite des personnes (trafic d'armes et de drogue); la déstabilisation économique suite au blanchiment d'argent. S'y ajoutent la déstabilisation au plan démographique; une érosion du capital humain; l'augmentation de la corruption dans le secteur public; un accroissement des coûts de financement du secteur public, dû notamment à des dépenses de santé plus élevées, suite à une éventuelle expansion du VIH/SIDA:

Au plan régional et interrégional, la traite des personnes constitue une préoccupation majeure qui s'est traduite, notamment, par:

- l'adoption d'un plan d'action de la CEDEAO pour lutter contre la traite des êtres humains, par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, en 2001;
- l'adoption d'un plan d'action CEDEAO/CEEAC de lutte contre la traite des êtres humains, en 2006;
- la signature d'un accord de coopération multilatérale pour lutter contre la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants en Afrique de l'ouest et en Afrique centrale, en 2006;

En ce qui concerne les dispositions institutionnelles et techniques, la Commission de la CEDEAO, par ailleurs, a mis en place une unité de lutte contre la traite, en 2005; des formations ont été organisées à l'intention de certains groupes nationaux; une évaluation des cadres juridiques nationaux a été réalisée, en 2006 et a contribué au renforcement des capacités pour le développement des plans d'action.

De façon spécifique, il est fondamental, dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes, que les victimes soient identifiées et assistées, en vue de leur réhabilitation, à travers la reconquête de leur propre dignité et leur réinsertion sociale et économique.

Le caractère transfrontalier et multiforme de la traite, ainsi que ses débordements internationaux requièrent la mise en place d'un cadre de référence cohérent et concerté dans l'espace CEDEAO, afin de conduire collectivement les actions de lutte contre ce fléau dégradant et criminel.

La Politique régionale de protection et d'assistance aux victimes de la traite des personnes en Afrique de l'ouest élaborée par la CEDEAO apporte une réponse à cette préoccupation. Elle est l'instrument fédérateur qui complète les dispositifs existants en la matière et les intègre, en vue de garantir une efficacité et une efficience aux efforts entrepris par les diverses parties prenantes.

1.1 Préambule

Les Gouvernements des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

RAPPELANT les liens de coopération et de solidarité existant entre eux ;

PRÉOCCUPÉS par l'ampleur grandissante du phénomène de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants à des fins d'exploitation dans les régions ;

CONSIDÉRANT leur engagement commun à promouvoir et protéger les droits de l'homme en général, et à accorder particulièrement aux enfants toute l'attention nécessaire pour assurer leur épanouissement intégral et harmonieux ;

INSPIRÉS par la Convention des Nations Unies contre la Criminalité Transnationale Organisée, et le Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la Traite des Personnes, en particulier des Femmes et des Enfants pour établir une coopération mutuelle au niveau international pour lutter conjointement contre la menace de la traite des personnes ;

DÉTERMINÉS à mobiliser les efforts et les ressources nécessaires afin de punir tous ceux qui sont engagés dans la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants en réprimant les crimes en tout lieu où ils se produisent ;

CONSCIENTS du principe fondamental de l'intérêt supérieur de l'enfant et l'engagement à favoriser et à protéger les droits humains et, en particulier, le bien-être général d'un enfant en vue d'assurer son épanouissement intégral et harmonieux ;

RÉAFFIRMANT leur attachement aux instruments juridiques internationaux et régionaux, notamment :

- la Convention n° 29 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) concernant le travail forcé, 1930
- la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 1948 ;
- la Convention additionnelle des Nations Unies relative à l'abolition de l'esclavage, 1956 ;
- la Convention n°105 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur l'abolition du travail forcé, 1957 ;

- la Convention n°138 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relative à l'âge minimum d'admission à l'emploi, 1973 ;
- la Convention des Nations Unies sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes, 1979 ;
- la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, 1981 ;
- la Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant, 1989 ;
- le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants, la pornographie mettant en scène des enfants 2000 ;
- la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant, 1990 ;
- la Convention de la CEDEAO A/P1/7/92 sur l'Assistance Judiciaire Mutuelle adoptée à Dakar, 1992 ;
- la Convention de la Haye sur la Protection des Enfants et la Coopération en matière d'Adoption internationale, 1993 ;
- le Traité de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), révisé en 1993 et le Protocole relatif à la libre Circulation des Biens et des Personnes ;
- la Convention d'Extradition entre les Etats de l'Afrique de l'Ouest adoptée à Abuja, 1994 ;
- la Convention n° 182 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur les pires Formes de Travail des Enfants et l'Action immédiate en vue de leur élimination, 1999 ;
- l'Accord de Coopération en matière de Police criminelle entre les Etats de l'Afrique Centrale, 1999 ;
- la Convention des Nations Unies contre la Criminalité transnationale organisée et son Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, 2000 ;
- l'Acte constitutif de l'Union Africaine, 2000 ;
- l'Accord de Coopération en matière de Police criminelle entre les Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), 2003 ;
- le Protocole additionnel à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux Droits des Femmes en Afrique (dit Protocole de Maputo) 2003 ;

l'Accord multilatéral de coopération en matière de Lutte contre la Traite des Enfants en Afrique de l'Ouest, 2005-.

S'INSPIRANT des Accords de Lutte contre la Traite des Personnes dans les régions ;

RAPPELANT le Protocole de la CEDEAO sur le Mécanisme relatif à la Prévention, la Gestion et le Règlement des Conflits, la Sécurité et le Maintien de la Paix du 10 décembre 1999 et les dispositions sur le contrôle des crimes transfrontaliers ;

CONSIDÉRANT les Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies (OMD) ;

CONSIDÉRANT l'engagement des Chefs d'Etat de la CEDEAO à travers le Plan d'action de Dakar de 2001 relatif à la Lutte contre la Traite des Personnes. 2001, le Plan d'Action de la CEDEAO/CEEAC visant à Combattre la Traite des Personnes, notamment des Femmes et des Enfants, adopté par les Ministres à Abuja, en 2006 et l'Accord de Coopération Multilatérale visant à Combattre la Traite des Personnes en Afrique de l'Ouest et du Centre ;

RAPPELANT la Déclaration et le Plan d'Action issus de la Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, consacrée aux enfants, tenue en mai 2002 ;

NOTANT avec satisfaction les initiatives prises par les agences du système des Nations Unies et les organisations internationales, la coopération bilatérale, la coopération non-gouvernementale internationale et nationale ainsi que les organisations de la société civile et d'autres partenaires, face à l'ampleur de la traite des personnes en Afrique de l'Ouest ;

RECONNAISSANT que l'enfant victime de traite a besoin de mesures de protection spéciales pour son développement, son bien être et son épanouissement ;

SACHANT que la lutte contre la Traite des Personnes, en particulier des Femmes et des Enfants est une priorité des autorités des Etats d'Afrique de l'Ouest qui appelle des actions concertées et urgentes ;

NOTANT que ces actions passent, entre autres, par la mise en œuvre de programmes de prévention contre le phénomène de la traite des personnes ainsi que par la réinsertion de ceux qui en sont victimes ;

Sont convenus de ce qui suit :

1.2 VISION

Cette politique vise à créer et maintenir un environnement accueillant et rassurant où les victimes de la traite des personnes et de l'exploitation du travail des enfants, bénéficient d'un accès équitable à la protection et à l'assistance dans la région Ouest africaine.

1.3 DEFINITION DE LA MISSION

Elle se définit comme l'engagement à réhabiliter des personnes de la traite et de l'exploitation du travail des enfants afin de leur permettre de jouir pleinement du bien-être physique, psychologique, social, professionnel et économique grâce à des programmes d'assistance durables.

1.4 OBJECTIF

Veiller à ce que les victimes de la traite des personnes et de l'exploitation du travail des enfants bénéficient de l'assistance nécessaire pour devenir des membres utiles de la société.

1.5 PORTEE

Cette politique adopte une approche globale de la protection des victimes grâce à l'assistance qui fournit des services adéquats et nécessaires leur permettant d'intégrer effectivement leurs différentes communautés. Cette approche comporte les aspects suivants: accueil, identification, hébergement, conseils, recherche des familles, retour/rapatriement, intégration, autonomisation, suivi, assistance après intégration et désengagement.

1.6 DEFINITION DES TERMES

a. Traite des personnes:

La traite des personnes inclut tous actes ou tentatives de recrutement, de transport à l'intérieur ou au-delà des frontières d'un pays, l'achat, la vente, le transfert, l'accueil ou l'hébergement d'une personne par l'usage de la tromperie, de la contrainte ou de l'esclavage pour dette, dans le but de placer ou de maintenir ladite personne en servitude (domestique, sexuelle ou reproductive) de son plein gré ou contre son gré, en travail forcé ou pour dette, ou encore dans des conditions d'esclavage, ou à des fins de collecte d'organes.

La traite des personnes peut s'effectuer aux fins suivantes:

- (i) Exploitation par le travail
- (ii) Exploitation sexuelle
- (iii) Abus sexuels
- (iv) Esclavage
- (v) Collecte/Trafic d'organes
- (vi) Pornographie
- (vii) Mariage forcé ou précocé
- (viii) Enlèvement/Trafic de bébés
- (ix) Mendicité
- (x) Vente de drogues
- (xi) Conflits armés et autres activités connexes
- (xii) Tourisme sexuel

b. Groupes ciblés

Les groupes cibles définis dans le cadre de cette politique sont les victimes de la traite des personnes et de l'exploitation du travail des enfants, ainsi que d'autres personnes à risque (enfants, femmes et jeunes), les institutions et personnes responsables de la mise en œuvre de la politique.

c. Victimes

Une personne victime de la traite des personnes, est une personne victime d'une des activités suivantes: recrutement, transport, transfert, séquestration ou accueil, à des fins d'exploitation, même si ladite exploitation n'a effectivement pas encore eu lieu.

Un enfant victime de la traite est un enfant ayant subi l'un des actes suivants: recrutement, transport, transfert, séquestration ou accueil, à des fins d'exploitation (même si la dite exploitation n'a pas encore eu lieu) ; il n'est pas nécessaire que les moyens existent dans le cas d'un enfant.

d. Trafiquant

Toute personne ou entité qui se livre à la traite des personnes ou qui aide, se rend complice ou accepte de telles activités.

2.0 ELEMENTS DE POLITIQUE ET STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE**2.1 ACCUEIL**

Il s'agit d'un accueil chaleureux et amical et de l'acceptation des victimes de la traite des personnes par un personnel formé à cet effet.

Souvent, ces victimes ont vécu des expériences de traumatisme très douloureuses d'ordre physique, sexuel ou psychologique. La façon dont une victime est traitée au premier point de contact avec les prestataires de soins est cruciale, dans la mesure où elle crée un climat de confiance pour la victime. Des conditions d'accueil appropriées qui offrent une certaine intimité et qui rassurent, doivent être mises en place.

OBJECTIFS

- (i) Créer un environnement propice et accueillant qui permettra d'établir des rapports de confiance entre ces victimes et les agents chargés de la lutte contre cette traite/autres parties prenantes ;
- (ii) Défendre les droits fondamentaux des victimes de la traite des personnes.
- (iii) Maintenir les victimes dans les centres d'accueil juste le temps nécessaire.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Créer des centres d'accueil appropriés répondant aux normes et standard ;
- (ii) Mise en place d'un environnement hospitalier pour

rassurer les victimes et leur donner le sentiment d'être protégées, dès leur arrivée ;

- (iii) Mettre en place des centres d'accueil appropriés tels que prescrit et approuvé par les Etats membres respectifs ;
- (iv) Etablir et appliquer des normes pour garantir les droits fondamentaux des victimes de la traite des personnes ;
- (v) Veiller à la présence de prestataires de soins et d'interprètes dans les centres d'accueil ;
- (vi) Produire et fournir des informations sur les droits, les obligations et le bien-être des victimes, dans tous les centres d'accueil ;
- (vii) Veiller à une sélection initiale des victimes dans les 72 heures qui suivent leur arrivée dans les centres d'accueil ;
- (viii) Assurer la présence d'agents de l'immigration au point d'accueil pour s'occuper des personnes expulsées et identifier les victimes de la traite des personnes pour éviter leur transfert dans les cellules des services de l'immigration et de la police ;
- (ix) Elaborer un protocole standard d'entretien qui sera utilisé lors de l'accueil.

2.2 IDENTIFICATION

La complexité de la nature du crime que constitue la traite des personnes, présente les caractéristiques opaques de la clandestinité, à tel point qu'un bon nombre d'opérateurs, à l'exception de ceux connaissant la nature de cette traite, pourront, soit ne pas reconnaître, soit négliger les critères retenus pour Qualifier les personnes en transit ou celles accueillies comme victimes de la traite. Par conséquent, il faudra donner aux agents en charge, des informations sur la situation, ce qui leur permettra d'identifier facilement ces victimes.

Les critères et indicateurs suivants sont énumérés à titre indicatif et doivent être pris dans leur globalité

Critères d'identification des victimes

- (i) La personne est mineure;
- (ii) La personne a été recrutée par l'usage de la tromperie, de la contrainte, de la fraude ou de force;
- (iii) La personne a été vendue;
- (iv) La personne ignorait totalement que le travail pour lequel elle a été recrutée pourrait comporter des activités qu'elle n'avait pas choisies de son propre gré, notamment l'exploitation sexuelle;
- (v) La personne a été maintenue en esclavage pour dettes;
- (vi) Les documents de la victime (passeports, cartes d'identité ou autres documents de voyage) lui ont été retirés ou confisqués par des trafiquants ;

- (vii) La liberté de circulation de la personne a été partiellement ou entièrement entravée ;
- (viii) La victime ou sa famille a des menaces ou a subi des violences physiques, mentales ou sexuelles ;
- (ix) Les intermédiaires ou les trafiquants ont tiré des profits économiques ou autres, par l'usage de la tromperie, la contrainte et/ou d'autres formes d'exploitation dans des conditions violant les droits fondamentaux des victimes potentielles ;
- (x) La victime avait reçu lors de son recrutement, une offre différente du travail auquel elle a été soumise en réalité par la force.

Indicateurs généraux

- Indicateurs éventuels: l'enfant voyage avec un adulte qui n'est pas son parent biologique et ne connaît pas sa destination exacte.
- Jugement cumulatif des indicateurs disponibles: âge, sexe, nationalité, documents de voyage, preuves de l'abus.
- Détermination de l'âge: lorsque l'âge de la victime éventuelle est incertain et que la victime pourrait être effectivement un enfant, la personne devrait être traitée comme un enfant jusqu'à ce que son âge soit vérifié.
- Apparences de l'individu: l'enfant est seul: l'enfant ne va pas à l'école; l'enfant est victime d'abus; l'enfant est forcé à travailler.
- Signes distinctifs des trafiquants: des personnes qui voyagent ensemble mais ne communiquent pas.
- La femme ne se mêle pas aux voisins, n'a aucun contact et ne s'occupe pas de ses enfants.
- Agitation de l'enfant: l'enfant se retrouve dans un environnement auquel il n'est pas habitué.
- Une personne qui semble un peu trop bien habillée (par rapport à son statut social).
- Les frontières: une personne s'avance pour traverser, observe la réaction des officiels, ensuite les autres suivent.
- Des heures de travail indues pour les enfants.
- Mendicité de la part des personnes handicapées.
- Certaines circonstances: par exemple un groupe de voyageurs et n'ayant qu'un seul bagage
- Documents de voyage : la personne a ses papiers d'identité mais a peu d'information sur sa destination.

OBJECTIFS

- (i) Identifier les victimes;
- (ii) Secourir les victimes de la traite des personnes;
- (iii) Collecter et obtenir les informations nécessaires en vue de la réhabilitation des victimes;
- (iv) Conseiller les victimes;
- (v) Donner des informations pouvant permettre l'extradition et les poursuites contre les trafiquants.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Etablir des principes directeurs pour faciliter le sauvetage des victimes;
- (ii) Donner des informations sur les victimes;
- (iii) Donner des services de conseil;
- (iv) Donner aux victimes des informations sur la traite des personnes.

2.3 HEBERGEMENT

Il est indispensable d'offrir immédiatement un abri et du repos aux victimes traumatisées. Ces abris offrent une protection immédiate aux victimes, pour leur permettre de retrouver de l'assurance et l'estime de soi. Ils leur offrent également la possibilité de renforcer leurs capacités pour faire face aux défis de l'avenir.

OBJECTIFS

- (i) Offrir un lieu d'hébergement temporaire aux victimes;
- (ii) Offrir l'opportunité d'obtenir des informations complémentaires auprès des victimes, éléments nécessaires dans le cadre du processus de réhabilitation.
- (iii) Offrir des services psychologiques et juridiques aux victimes;
- (iv) Offrir des facilités de Loisirs ;
- (v) Donner des vêtements et des services médicaux;
- (vi) Offrir un environnement chaleureux, protecteur et réconfortant, afin de promouvoir le développement personnel;
- (vii) Donner la possibilité de renforcement des connaissances.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Disponibilité de lieux d'hébergement adéquats aux victimes pour une période moyenne de six semaines (le temps passé dans les centres d'accueil doit dépendre de la nécessité de chaque cas et de la disponibilité des moyens matériels et des ressources).
- (ii) Disponibilité des conseils, services psychosociaux, médicaux et juridiques;

- (iii) Disponibilité soutien culturel, de loisirs et d'équipements;
- (iv) Disponibilité de services de sécurité au niveau des centres d'accueil ;
- (v) Disponibilité des processus de placement en famille et d'adoption;
- (vi) Octroi de facilités de loisirs;
- (vii) Mise en place d'un système efficient d'orientation pour la protection et l'assistance aux victimes;
- (viii) Aménagement d'une bibliothèque ou d'une salle de lecture équipée de matériel adéquat.
- (ix) Mise à disposition d'interprètes en cas de besoin

2.4 SANTE

Les victimes de la traite sont exposées à toutes sortes de risques sur le plan de la santé et à divers autres abus. Il s'agit de problèmes tels que les infections sexuellement transmissibles (IST), le VIH/SIDA, les inflammations du pelvis, l'hépatite, la tuberculose, les infections de la peau et d'autres affections contagieuses; des grossesses non désirées, des avortements forcés, des complications liées à l'avortement, des problèmes de santé mentale et émotionnelle, y compris des cauchemars répétés, des insomnies, des tendances suicidaires, l'alcoolisme, l'abus de drogue et la toxicomanie.

Les victimes de la traite font face à des conditions de vie difficiles et souffrent souvent d'anémie, de malnutrition, de diarrhée et d'infestation parasitaire. Au vu de tout ce qui précède, il importe de veiller à ce que les victimes de la traite des personnes bénéficient, sans discrimination aucune, d'un accès à des services de santé complets et en toute équité.

La fourniture de soins de santé aux victimes de la traite des personnes est un droit humain fondamental à promouvoir et défendre, conformément à l'Article 16 de la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. En outre, l'Article 25 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme prévoit le droit à des conditions de vie décentes, à la santé et au bien être des personnes et de leurs familles, sans distinction de sexe, d'âge ou d'origine. Les victimes de la traite des personnes ont par conséquent droit aux services de santé, sans distinction de sexe, d'âge ou d'origine.

OBJECTIFS

- (i) Assurer un accès équitable à des services de santé de qualité à toutes les victimes de la traite des personnes, sans distinction de sexe, d'âge ou autre;
- (ii) Veiller au dépistage et au traitement d'affections identifiables, notamment le paludisme et les maladies contagieuses comme le VIH/SIDA, la tuberculose, les IST, etc., et la prise en charge par des structures de référence.

- (iii) Assurer aux victimes de la traite des services de prise en charge psychologique, y compris la réhabilitation, l'encadrement et le suivi par des structures spécialisées;
- (iv) Fournir des services d'assistance psychologique standardisés axés sur les besoins et les problèmes sociaux spécifiques aux victimes de la traite; leur apporter un appui pour préparer leur réinsertion dans la société;
- (v) Fournir des services de communication et d'information adéquats en matière de santé reproductive. VIH/SIDA, IST, paludisme, maladies mentales;
- (vi) Sensibiliser les agents de la loi et les autres parties prenantes sur l'importance des services de santé et l'envoi des victimes dans des établissements de référence;
- (vii) Veiller à la mise à disposition de services de santé répondant aux besoins spécifiques des victimes de la traite des personnes;
- (viii) Défendre les droits humains fondamentaux des victimes de la traite, notamment la mère et l'enfant, en les protégeant de toute velléité de stigmatisation ou de discrimination pour l'accès aux services de santé;
- (ix) S'assurer que les victimes de la traite disposent d'informations sur les services de santé disponibles dans leurs localités en vue d'un suivi ;
- (x) Faire en sorte que les victimes de la traite soient hébergées dans un environnement sain et propice au rétablissement durant toutes les phases du processus de réhabilitation;
- (xi) Veiller à ce que les structures d'hébergement des victimes de la traite soient en relation avec des établissements de santé, afin d'assurer la réalisation de ces objectifs.

STRATEGIES DE MISE EN OEUVRE

- (i) Assurer, au niveau des structures d'accueil, un accès uniforme et équitable aux services de santé à toutes les victimes de la traite, sans distinction de sexe ou autre;
- (ii) Mettre en relation les structures d'accueil avec les établissements de santé gouvernementaux ou autres services spécialisés, assurant des prestations en ce qui concerne les diverses maladies transmissibles, les IST, la tuberculose, ainsi que les troubles psychologiques, etc.
- (iii) Assurer une prise en charge psychologique aux victimes de la traite des personnes à travers la mise en place d'un système fonctionnel de prise en charge en incluant les victimes souffrant de problèmes d'abus de drogues et d'alcool
- (iv) Développer des instruments standard pour les services d'assistance psychologique, en vue de la

collecte d'informations sur les antécédents socioculturels des victimes de la traite, ainsi que les activités de planification et de réintégration;

- (v) Assurer la vulgarisation d'informations en matière de santé reproductive, de VIH/SIDA, IST, de paludisme, de troubles psychologiques, en faveur des victimes de la traite
- (vi) Sensibiliser les parties prenantes, notamment les agents chargés de l'application de la loi, sur l'importance des services de santé pour les victimes de la traite;
- (vii) Informer les victimes de la traite sur leurs droits humains fondamentaux, notamment la mère et l'enfant, afin de les protéger contre la stigmatisation et la discrimination dans le cadre de l'accès aux services de santé;
- (viii) Informer les victimes de la traite sur leur statut médical et mettre à leur disposition tous les renseignements nécessaires pour une prise en charge et un suivi au niveau de leurs communautés;
- (ix) Enregistrer les structures d'accueil auprès des associations nationales compétentes pour un suivi et une coordination;
- (x) Mettre en place des structures d'accueil conformes aux règles d'hygiène de base et aux normes de santé environnementale;
- (xi) Assurer la formation du personnel pour lui permettre d'acquérir des compétences spécifiques en matière de protection et d'assistance aux victimes et d'administration des premiers soins/Prophylaxie Post Exposition (PPE) et procéder à la prise en charge si nécessaire;
- (xii) Fournir aux structures d'accueil des trousseaux de premiers soins, des ART pour les PPE, des véhicules et ambulances pour les urgences médicales;
- (xiii) Assurer périodiquement le suivi -évaluation des structures d'accueil pour veiller au respect des normes susmentionnées.

2.5 CONSEIL

Le conseil a pour objet, d'une part, d'offrir une prise en charge psychologique aux victimes de la traite et d'autre part, d'établir des relations chaleureuses en vue de les rassurer et leur permettre de se sentir en sécurité. Parallèlement, il offre au conseiller l'opportunité de pénétrer l'état d'esprit de la victime et susciter chez elle la confiance et un sentiment d'assurance. Le conseiller recherche également la coopération des victimes dans le cadre des enquêtes et des poursuites menées contre leurs trafiquants et détermine le programme d'intervention le plus approprié pour leur réhabilitation.

Cet aspect implique un travail conjoint avec les victimes de la traite des personnes, pour établir les circonstances de la traite dont elles ont été victimes. Cela permet au

conseiller de comprendre l'état d'esprit psychologique des victimes et de pouvoir ainsi gagner leur confiance et les rassurer. Il permet également d'obtenir leur collaboration dans la recherche et la poursuite des trafiquants, et de définir le programme d'intervention le plus adapté pour la réhabilitation de ces victimes.

OBJECTIFS

- (i) Identifier et vérifier les facteurs occasionnels de la traite des personnes;
- (ii) Elaborer des stratégies d'intervention adéquates pour la protection et l'assistance accordées aux différentes catégories de victimes de la traite des personnes;
- (iii) Aider à l'identification et à la poursuite des trafiquants;
- (iv) Réduire les risques pour les victimes de retomber dans le cycle d'une nouvelle traite au terme de l'assistance apportée;
- (v) Aider les victimes à retrouver confiance en elles mêmes.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Evaluer les risques que comporte le retour des victimes dans leur famille et communauté d'origine;
- (ii) Fournir aux parties prenantes, des informations sur les services de réhabilitation ;
- (iii) Apporter des conseils spirituels et moraux;
- (iv) Fournir des services psychosociaux, médicaux et juridiques ;
- (v) Fournir du matériel de formation et de réinstallation;

2.6 RECHERCHE DES FAMILLES

Il est indispensable de rechercher les familles afin de ramener et d'intégrer les victimes dans leur famille et leurs différentes communautés, selon le cas. Par ailleurs, les familles et les communautés seront informées et conseillées sur la mise en place d'un environnement chaleureux et rassurant pour une bonne intégration des victimes de la traite des personnes.

OBJECTIFS

- (i) Retrouver et préparer les familles et les communautés pour le retour des victimes;
- (ii) Informer les familles et les communautés sur les dangers de la traite des personnes;
- (iii) Faciliter l'intégration des victimes dans leurs familles, leurs communautés et la société dans l'ensemble.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Evaluer les risques liés au retour des victimes dans leur famille et leur communauté d'origine;

- (ii) Conseiller les familles ;
- (iii) Fournir des services psychosociaux, médicaux et juridiques;
- (iv) Assurer la sécurité des familles des victimes, si nécessaire.

2.7 RETOUR ET RAPATRIEMENT

L'objectif principal d'une intervention réussie dans les cas de traite des personnes est de rendre la victime complètement autonome, de lui donner les moyens de faire partie intégrante de la société et d'être capable d'assurer son existence de façon durable et d'apporter sa contribution positive au niveau social. Pour ce faire, le retour éventuel de la victime à son lieu d'origine est souvent une étape nécessaire. Nombre de victimes de la traite des personnes sont régulièrement secourus en Afrique de l'Ouest, d'où la nécessité de définir une procédure appropriée pour le retour et le rapatriement.

Selon les circonstances, le retour peut intervenir à l'intérieur d'un pays (victimes de la traite interne) ou d'un pays à l'autre (victimes de la traite transfrontalière-rapatriement). Il est essentiel que dans le cadre du processus de réintégration, le retour/rapatriement s'organise dans le respect de la sécurité et de la dignité des personnes concernées.

OBJECTIFS

- (i) Assurer la sécurité des victimes pendant leur transfert des centres d'accueil vers leurs communautés locales
- (ii) Assurer la sécurité des victimes étrangères et leur transfert dans la dignité, vers leur pays d'origine.
- (iii) Décourager la traite interne et transnationale des personnes.
- (iv) Collaborer avec les communautés locales et les pays d'origine des victimes.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Veiller à ce que des agences compétentes gèrent le processus de rapatriement -retour;
- (ii) Renforcer le système d'orientation ou de coopération avec d'autres pays;
- (iii) Entreprendre des enquêtes sociales sur la situation des familles des victimes pour assurer un retour ou un rapatriement effectif;
- (iv) Développer des protocoles d'accord avec d'autres pays, agences, ONG, etc.
- (v) Prendre des dispositions pour le transfert des victimes des centres d'hébergement sûrs et sécurisants vers des environnements familiaux tout aussi accueillants et sécurisants ;

- (vi) Assurer des services psychologiques, sociaux, médicaux et des aides financières; assurer une assistance linguistique aux victimes pour faciliter leur intégration.
- (vii) Assurer un accès à une protection alternative au cas où la victime de traite peut être menacée de retour dans son pays ou communauté d'origine.

2.8 INTEGRATION

L'intégration est cruciale dans la protection, l'assistance et la réhabilitation des victimes de la traite des personnes. L'objectif principal du processus d'intégration est de faciliter l'intégration des victimes afin de leur permettre de vivre de façon indépendante. Ce processus doit être permanent et chercher à développer les perspectives d'avenir des victimes pour leur permettre de mener une vie normale dans leur société.

OBJECTIFS

- (i) Aider les victimes à atteindre l'indépendance socioéconomique en leur offrant une formation professionnelle ou une éducation adéquate au niveau de leur communauté;
- (ii) Réduire les conséquences de la traite des êtres humains et du mépris que cela engendre, sur les victimes et leurs familles;
- (iii) Faciliter l'accès des victimes et leurs familles à l'aide psychosociale et spirituelle.
- (iv) Assurer le suivi régulier du processus d'intégration.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Procéder à l'intégration dans la mesure du possible, par l'approche communautaire;
- (ii) Collaborer avec les partenaires compétents dans le processus d'intégration des victimes;
- (iii) Fournir des programmes de formation professionnelle aux victimes et à leur famille lorsque c'est nécessaire en vue de leur assurer une sécurité de revenus;
- (iv) Faciliter le placement des victimes après une éducation formelle;
- (v) Accorder des microcrédits pour la création de micro-entreprises par le biais d'institutions financières;
- (vi) Accorder des allocations pendant les périodes de stage;
- (vii) Assurer le suivi du processus d'intégration des victimes.
- (viii) Visites de sensibilisation des chefs communautaires, traditionnels et religieux quant à la traite des personnes;
- (ix) Campagnes de sensibilisation pour informer les communautés sur les dangers de la traite des personnes;

- (x) Intégration des victimes de la traite en utilisant l'approche dite 'CBVR' de la Réadaptation professionnelle fondée sur la Communauté au niveau de la communauté dans la mesure du possible ;
- (xi) Suivi du processus d'intégration ;
- (xii) Collaboration avec les parties prenantes ;
- (xiii) Octroi d'un pécule aux victimes de la traite durant la période de réadaptation.

2.9 AUTONOMISATION

L'autonomisation donne aux victimes et à leurs familles la possibilité d'améliorer leurs connaissances et leurs capacités de résister à la traite, d'avoir des revenus sûrs et de s'intégrer pleinement dans leurs communautés.

OBJECTIFS

- (i) Aider les victimes à regagner la confiance et la dignité pour pouvoir retrouver l'équilibre mental;
- (ii) Autonomiser les victimes pour les aider à atteindre l'indépendance socioéconomique grâce à l'acquisition d'une formation professionnelle et des qualifications scolaires ;
- (iii) Rétablir la confiance en soi et l'assurance en soi;
- (iv) Bien sensibiliser les victimes pour éviter qu'elles subissent à nouveau la traite.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Fournir aux parties prenantes des informations sur les services de réhabilitation ;
- (ii) Fournir une éducation formelle/informelle aux victimes de la traite ;
- (iii) Informer les victimes sur leurs droits, leurs obligations et leur donner d'autres renseignements nécessaires ;
- (iv) Développer des programmes de formation professionnelle à l'intention des victimes pour leur garantir des revenus sûrs et l'autonomie;
- (v) Responsabiliser les victimes et leur faire acquérir des compétences en matière de prise de décisions et d'entrepreneuriat ;
- (vi) Mettre à disposition des facilités de micro crédit en vue de la création de petites entreprises à travers la liaison avec les institutions financières;
- (vii) Fournir des kits de formation et des outils de réinsertion.

2.10 SUIVI/ASSISTANCE APRES INTEGRATION

Il faut stabiliser et soutenir les victimes sur le plan physique, social, psychologique et économique. Il est également important d'évaluer les résultats et l'efficacité du processus d'intégration afin d'évaluer l'impact des prestations de services.

Après avoir répondu aux besoins immédiats des victimes après leur retour, il faudra sur le long terme, assurer leur suivi pour veiller à leur sécurité, leur progrès et prévenir tout risque de les voir retomber dans les filets de la traite des personnes.

OBJECTIFS

- (i) Veiller à ce que les personnes réhabilitées s'intègrent pleinement dans leurs communautés ;
- (ii) Veiller à la réalisation des objectifs de la réhabilitation et de l'intégration;
- (iii) Traiter les problèmes auxquels les victimes sont confrontées dans leur environnement familial après leur retour;
- (iv) Assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du programme.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Visites périodiques aux victimes pour évaluer les progrès enregistrés dans la mise en œuvre du programme d'intégration;
- (ii) Identifier les problèmes auxquels les victimes sont confrontées pendant leur intégration et y trouver des solutions;
- (iii) Développer des indicateurs devant servir de base à l'évaluation de la réussite du processus d'intégration.

2.11 DESENGAGEMENT

Le désengagement intervient lorsque l'intégration est assurée. Après l'élaboration des indicateurs de succès du processus d'intégration, des efforts doivent être déployés pour déterminer s'il y a eu une amélioration évidente de l'état physique, de la situation psychologique, sociale et économique des victimes, le désengagement intervient lorsque ces indicateurs confirment la réalisation de l'intégration et de l'autonomisation.

OBJECTIFS

- (i) Déterminer l'état de préparation des victimes de la traite des personnes pour le désengagement;
- (ii) Déterminer le point de désengagement;
- (iii) Veiller à ce que les victimes s'intègrent avec succès dans leurs communautés d'origine;
- (iv) Développer des indicateurs appropriés du désengagement.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Evaluer le succès du plan d'intégration sur la base des indicateurs ;
- (ii) Préparer psychologiquement les victimes à un désengagement à terme ;

- (iii) Développer les indicateurs d'évaluation de la préparation des victimes à un désengagement à terme ;
- (iv) Evaluer la préparation des victimes à un désengagement à terme.

2.12 MESURES PREVENTIVES

La pauvreté, l'ignorance au sujet de la traite des personnes, la cupidité des trafiquants, le nombre pléthorique d'enfants, le faible niveau d'éducation, les foyers brisés, ainsi que le nombre croissant d'orphelins et d'enfants vulnérables dans la société, sont les principales causes de la traite des êtres humains en Afrique de l'Ouest. Le désir d'émigrer pour des raisons économiques ou autres est également une forte source de motivation pour les victimes potentielles qui, dans la perspective d'atteindre cet objectif, tombent sous les griffes des trafiquants. L'on ne peut s'attaquer avec efficacité à la traite que lorsque L'on prend des mesures préventives, à savoir établir un réseau avec les services de soin et d'assistance.

OBJECTIFS

- (i) S'attaquer aux causes profondes de la traite des personnes ;
- (ii) Développer une collaboration sur la question de la traite des personnes entre les Etats membres de la CEDEAO et les Etats non membres concernés ;
- (iii) Réduire la vulnérabilité des personnes à la traite des personnes en Afrique de l'Ouest ;
- (iv) Sensibiliser les familles au phénomène de la traite des personnes.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Création d'opportunités d'emplois pour les jeunes au niveau communautaire ;
- (ii) Installation d'infrastructures au niveau communautaire ;
- (iii) Introduction de régimes de sécurité sociale pour les groupes vulnérables ;
- (iv) Accès à l'éducation assuré à tous les enfants en Afrique de l'Ouest ;
- (v) Campagnes de sensibilisation des familles au niveau communautaire ;
- (vi) Mise en œuvre de politiques et plans appropriés en faveur des orphelins et des enfants vulnérables ;
- (vii) Application de la loi sur le Droit de l'Enfant ;
- (viii) Appropriation et mise en œuvre par les Etats membres de la Convention sur les Droits de l'Enfant ;
- (ix) Développement de programmes de lutte contre la vulnérabilité des familles ;

- (x) S'assurer de l'enregistrement systématique des naissances ;
- (xi) Fournir aux éventuels migrants des informations sur les risques encourus

2.13 SITUATION DES VICTIMES DANS LE CADRE DE POURSUITES PENALES CONTRE LES TRAFIQUANTS

Les enquêtes et les poursuites contre les trafiquants affectent directement les victimes de la traite des personnes. A moins que les parties prennent les mesures qui s'imposent, la sécurité de la victime sera compromise tandis que les avantages liés à la réhabilitation risquent d'être perdus au cours des poursuites pénales.

OBJECTIFS

- (i) Prévoir une période de réflexion pour les victimes pour décider s'ils doivent prendre part ou non aux poursuites pénales ;
- (ii) S'assurer que les victimes de la traite soient protégées à l'aide d'un système de protection durant les poursuites pénales ;
- (iii) Favoriser des relations cordiales entre les victimes, les conseillers et les agents chargés de l'application de la loi.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Création d'une période de réflexion pour les victimes avant le début des séances de conseil et d'enquête afin de leur permettre de décider de prendre part ou non aux poursuites pénales ;
- (ii) Mise en place d'un système de protection complet de la victime/témoin ;
- (iii) Etablissement de relations cordiales entre les victimes, les conseillers et les agents chargés de l'application de la loi durant la période de poursuites pénales.

3.0 DROITS ET OBLIGATIONS DES VICTIMES

Le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme a mis en place des principes directeurs qui prévoient que les victimes de la traite doivent être informées de leurs droits et obligations au titre du processus de réhabilitation et d'intégration.

3.1 DROITS DES VICTIMES

- (i) Les victimes de traite ne pourront être détenues, accusées, poursuivies pour des délits directement liés à leur traite ;
- (ii) Une victime ne peut être contrainte de rester dans un centre d'hébergement dans le cadre d'un programme de réhabilitation et d'intégration ;
- (iii) Une victime ne doit subir aucune forme d'abus pendant la période de réhabilitation et d'intégration ;

- (iv) La sécurité des victimes sera garantie pendant leur réhabilitation ;
- (v) Une victime qui accepte volontairement de témoigner contre des trafiquants doit être protégée pendant et après son témoignage;
- (vi) Les victimes ont droit à des soins médicaux et il des services de conseil durant la période de transit, de séjour au centre d'hébergement, de réhabilitation et d'intégration ;
- (vii) Les victimes ont droit à l'assistance financière ;
- (viii) Les victimes ont le droit de bénéficier d'une assistance juridique dans le cadre des procédures civiles;
- (ix) L'intimité de la vie privée des victimes doit être respectée;
- (x) Aucune atteinte ne doit être portée il l'intégrité sociale des victimes;
- (xi) Le droit des victimes à la propriété doit être protégé;
- (xii) Le droit des victimes de récupérer leurs biens dans le pays étranger doit être protégé et facilité.
- (xiii) Les victimes doivent être tout le temps protégées contre toute forme de mauvais traitement ou d'avilissement ainsi que les témoins;
- (xiv) Dès J'arrivée des victimes il faut leur fournir des informations suffisantes sur leurs droits, privilèges et obligations;
- (xv) Les informations sur l'état de santé des victimes doivent être traitées dans la confidentialité;
- (xvi) Les victimes ont droit il un bilan médical de routine dès leur arrivée au centre d'hébergement

3.2 OBLIGATIONS DES VICTIMES

- (i) Les victimes adultes ayant accepté de suivre le programme de réhabilitation doivent avoir des comportements qui ne portent pas préjudice aux objectifs de la réhabilitation; au cas où la victime serait un mineur ou un adulte souffrant de problèmes psychologiques, il faut rechercher son intérêt supérieur;
- (ii) Les victimes doivent être disponibles à tout moment pour suivre une éducation formelle/informelle dans le cadre de leur réhabilitation/intégration :
- (iii) Les victimes ne doivent pas avoir des comportements portant atteinte au bien-être des autres victimes ou des prestataires de soins:
- (iv) Les victimes doivent se soumettre aux règlements et à la routine journalière des centres d'hébergement pendant leur séjour ;
- (v) Les victimes ayant accepté leur réhabilitation doivent suivre jusqu'au bout, les programmes conçus à leur intention ;

- (vi) Les victimes doivent signaler aux conseillers toutes les informations pertinentes concernant leur état de santé, afin de leur permettre d'améliorer les soins qui leur sont donnés.

OBJECTIFS

- (i) Identifier les droits et obligations des victimes de la traite des personnes au regard de la protection et de l'assistance ;
- (ii) Familiariser les victimes de la traite des personnes quant à leurs droits et obligations ;
- (iii) Respecter les droits fondamentaux des victimes de la traite des personnes ;
- (iv) Encourager les interactions saines entre les victimes de la traite des personnes et les prestataires de service.

STRATEGIES DE MISE EN OEUVRE

- (i) Mettre en place un Code de Conduite pour la réhabilitation des centres d'accueil ;
- (ii) Sensibiliser les victimes de la traite des personnes à leurs droits fondamentaux en matière de protection et d'assistance ;
- (iii) Assister les victimes de la traite des personnes à respecter leurs obligations quant aux programmes de réhabilitation dans le cadre du processus de réhabilitation ;
- (iv) Faciliter l'accès aux services disponibles.

4.0 CADRE INSTITUTIONNEL

Le cadre institutionnel pour la mise en œuvre de la politique est le Point Focal du Comité National dans chaque Etat membre sous la supervision de l'Unité de la CEDEAO en charge de la Traite des Personnes.

Par ailleurs, chaque Comité National doit élaborer un système d'orientation pour les victimes de la traite des personnes qui assurera la liaison entre tous les prestataires de services et incorporera également le travail des institutions engagées dans la prestation de soins et d'assistance.

4.1 ORIENTATION

La complexité de la traite des personnes requiert une action pluridisciplinaire et coordonnée, impliquant tous les secteurs de la société, dans les pays d'origine, de transit et de destination. L'objectif des structures d'orientation est de mettre à la disposition des victimes, à temps et de manière efficace, les services appropriés requis. Pour ce faire, tous les intervenants, notamment les gouvernements, les agences concernées par la réhabilitation, les organisations de la société civile, les agences chargées de l'application de la loi et tous les autres acteurs doivent travailler ensemble et en coordination.

OBJECTIFS

- (i) Etablir un système d'orientation national/international efficace ;
- (ii) Identifier les partenaires et définir leurs rôles dans le système d'orientation ;
- (iii) Offrir aux victimes des services spécialisés pour les aider dans leur intégration ;
- (iv) Faciliter le placement sous tutelle, le placement dans des familles et l'adoption ;
- (v) Eviter le double emploi en recensant les différentes interventions contre la traite des personnes ;
- (vi) Renforcer la coordination en harmonisant les stratégies d'intervention en faveur des personnes victimes de la traite
- (vii) Mettre les victimes en contact avec les mécanismes de microcrédits ;
- (viii) Fournir l'assistance nécessaire pour garantir le bien-être et le progrès des victimes.

STRATEGIES DE MISE EN OEUVRE

- (i) Recenser les acteurs pertinents et définir leurs rôles dans le système d'orientation ;
- (ii) Elaborer, à l'intention des acteurs, des Répertoires et les distribuer aux acteurs pour faciliter les contacts et la communication ;
- (iii) Institutionnaliser les réunions de coordination sur la prestation des soins et l'assistance aux victimes ;
- (iv) Créer des opportunités pour le placement sous tutelle, le placement dans des familles et l'adoption des victimes de la traite, par le biais du système d'orientation ;
- (v) Améliorer la coordination en harmonisant les stratégies d'intervention pour les personnes victimes de la traite.

4.2 INSTITUTIONS / PARTIES PRENANTES

Les institutions et parties prenantes chargées de la protection et de l'aide aux victimes de la traite des personnes sont les suivantes :

- (i) Les Points Focaux des Institutions Nationales en charge de la traite des personnes ;
- (ii) Les Comités nationaux sur la traite des personnes ;
- (iii) Les Communautés locales ;
- (iv) Le Secteur privé organisé ;
- (v) Les Organisations de la société civile (OSC, y compris les groupes religieux) ;
- (vi) Les gouvernements des pays étrangers ;
- (vii) Les agences internationales et les bailleurs de fonds ;
- (viii) Les Médias ;
- (ix) Les Particuliers.

4.3 RÔLES

Les institutions et les différentes parties prenantes aux activités d'assistance et de protection des victimes de la traite des personnes ont un rôle à jouer, qui se présente comme suit :

(a) Etat

- Adoption de lois pertinentes.
- Manifestation de volonté politique.
- Révision de la législation.
- Elaboration et révision des politiques.
- Allocations budgétaires.
- Fourniture des filets de sécurité sociale.
- Coordination de la recherche, de la planification, du suivi et de l'évaluation
- Création d'un environnement propice et fourniture des infrastructures et d'autres formes de soutien.
- Efforts à déployer en vue de susciter une prise de conscience du phénomène Renforcement des capacités des praticiens du secteur.

(b) Communauté locale

- Surveillance au niveau communautaire en collaboration avec les institutions traditionnelles.
- Intensification des efforts de développement communautaire pour améliorer la qualité de vie.
- Création d'un environnement chaleureux, protecteur et réconfortant pour la réhabilitation des victimes.
- Sensibilisation des communautés.

(c) Secteur privé organisé

- Financement et sponsorisation des programmes.
- Aide aux gouvernements au titre du développement des infrastructures
- Création de centres de développement communautaire et de formation professionnelle.
- Fourniture de bourses d'études et d'emplois.

(d) Organisations de la société civile (OSC) - ONG et autres

- Informer sur besoins des communautés
- Création de réseaux dans les domaines de l'orientation, des soins et traitements des victimes, de la communication des informations, etc.
- Appui aux efforts de l'Etat
- Promotion du volontariat parmi les jeunes
- Autonomisation et renforcement des capacités
- Soutien moral aux victimes
- Efforts de sensibilisation
- Mobilisation de ressources
- Activités de sensibilisation et plaidoyer sur les dangers de la traite.

(e) Gouvernements des pays étrangers, Agences internationales/Partenaires au développement

- Financement, formation, renforcement des capacités et développement des infrastructures.
- Sensibilisation et défense.
- Communication des informations et collaboration.
- Etablissement d'accords bilatéraux et multilatéraux.
- Traitement humain des victimes dans les pays de transit ou de destination.

(f) Particuliers

- Mise à disposition de financements.
- Soutien moral et spirituels.
- Volontariat.
- Communication des informations et sensibilisation.
- Mise à disposition de centres d'accueils tels que approuvé par le gouvernement.

(g) Médias

- Sensibilisation.
- Communication des informations et partenariat.
- Création de services spécialisés traitant des questions sociales.

5.0 RECHERCHE, PLANIFICATION ET DEVELOPPEMENT

5.1 COLLECTE DE DONNEES

La planification et la mise en œuvre effective des projets et programmes de développement, dépendent essentiellement de la disponibilité de données valables et fiables. Par conséquent, il faut entreprendre des recherches à intervalles réguliers sur les domaines concernés pour produire des données actualisées qui donneront plus de sens à la planification et permettront de renforcer l'adoption de stratégies d'intervention appropriées.

La collecte d'informations exactes sur la traite des personnes est vraiment essentielle dans la mesure où elle permet à tous les acteurs engagés dans le développement et la mise en œuvre des stratégies de lutte contre la traite des personnes d'avoir et de maintenir une compréhension précise des questions. L'utilisation de mécanismes et de méthodologies normalisés permet de mesurer, de comparer et d'interpréter les données dans les différentes juridictions et dans le temps, en ce qui concerne la prévalence, la nature et les effets de la traite des personnes.

OBJECTIFS

- (i) Développer des instruments/indicateurs adéquats pour assurer l'efficacité de la planification, du suivi et de l'évaluation.

- (ii) Collecter des données statistiques sur la traite des personnes.

- (iii) Identifier les nouveaux défis et tendances.

- (iv) Améliorer les initiatives de conseil et de réhabilitation.

- (iv) Faciliter la mise en œuvre des dispositions de cette politique.

STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Développer des mécanismes de collecte de données/d'études, des indicateurs qualitatifs et quantitatifs appropriés, fiables et valables;

- (ii) Standardiser le système de collecte de données statistiques sur la traite des personnes

- (iii) Conduire des études spécialisées périodiques, des enquêtes et des recherches ;

- (iv) Collecter et compiler les données non agrégées auprès de tous les partenaires;

- (v) Organiser des conférences, ateliers, séminaires et programmes de formation;

- (vi) Coordonner toutes les recherches sur la traite des personnes;

- (vii) Fournir une base de ressources pour le financement des activités de recherche;

- (viii) Créer un groupe de personnel bien informé, compétent et ayant des qualifications universitaires;

- (ix) Produire et diffuser des rapports sur les recherches, les ateliers et autres à des fins d'usage national et international ;

- (x) Renforcer les capacités pour des projets de recherche durables.

5.2 RENFORCEMENT DES CAPACITES DES PRATICIENS

Le renforcement des capacités en ressources humaines et des capacités institutionnelles est un élément essentiel pour une intégration effective et efficiente des victimes de la traite des personnes et pour une meilleure prestation des services.

OBJECTIFS

- (i) Renforcer les connaissances et les compétences des personnes travaillant dans tous les domaines liés à la protection et l'assistance aux victimes de la traite des personnes

- (ii) Veiller à une prestation de services plus effective et efficiente;

- (iii) Veiller à la réussite globale de la lutte contre la traite des personnes;

- (iv) Renforcer les capacités institutionnelles des praticiens des secteurs public et privé, dans le domaine des services de protection et d'assistance;

- (v) Fournir aux partenaires, des informations sur les services de réhabilitation ;
- (vi) Identifier les domaines nécessitant le renforcement des capacités institutionnelles et des ressources humaines ;

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Créer des unités de formation/renforcement des capacités au sein du Département Informations et Réhabilitation dans des Institutions ou départements d'Institutions en charge de la traite des personnes, à l'intention des travailleurs sociaux et d'autres personnes concernées.
- (ii) Conduire des programmes de formation/développement à l'intention du personnel opérationnel concerné, en incluant les forces de l'ordre.
- (iii) Collaborer avec les partenaires internationaux pour la conduite de programmes de formation/renforcement des capacités.
- (iv) Mobiliser des ressources pour les activités de formation/renforcement des capacités.

6.0 PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

La mise en œuvre de la politique doit être entreprise à trois niveaux, à savoir les niveaux régional, national et local. Un plan d'action doit être élaboré à cet effet par la Commission de la CEDEAO.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Elabérer un plan d'action qui accorde la priorité à la mise en place de procédures d'opération standard et de principes directeurs régissant la mise en œuvre ;
- (ii) Collaborer avec d'autres organismes y compris les partenaires internationaux dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies en matière de renforcement des capacités dans les délais prescrits ;
- (iii) Elabérer des mesures pour le suivi-évaluation de la mise en œuvre du Plan d'Action de la CEDEAO sur la base des formats existants.

7.0 MOBILISATION DES RESSOURCES

Pour s'attaquer efficacement aux méfaits de la traite des personnes grâce à la réhabilitation/intégration des victimes, il faut engager des ressources humaines, financières, matérielles et techniques suffisantes pour atteindre le but fixé. A cet effet les praticiens et les parties prenantes doivent identifier, explorer et regrouper les ressources disponibles pour assurer des services efficaces.

OBJECTIFS

- (i) Définir des programmes visant la protection et l'assistance aux victimes de la traite des personnes.

- (ii) Assurer le renforcement des capacités techniques des prestataires de soins.
- (iii) Regrouper les ressources nationales et internationales pour la mise en œuvre effective des programmes de protection et d'assistance aux victimes.
- (iv) Obtenir le soutien moral et financier de tous les secteurs de l'économie.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Allocation budgétaire
- (ii) Collaboration avec les institutions financières
- (iii) Collaboration avec les partenaires au développement
- (iv) Collaboration avec les organisations de la société civile
- (v) Sollicitation de fonds auprès du secteur privé et des particuliers
- (vi) Collaboration avec les gouvernements des états, les autorités locales
- (vii) Création d'un Fonds d'aide aux victimes
- (viii) Conduite et coordination d'activités de mobilisation de fonds
- (ix) Collaboration avec les agences engagées dans la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et la prestation de soins aux victimes.
- (x) Renforcement des capacités, assistance technique et formation.

8.0 COORDINATION, SUIVI ET EVALUATION

Il est nécessaire de veiller constamment à la coordination, au suivi et à l'évaluation de tout le processus de protection et d'assistance pour garantir le succès et la durabilité de l'ensemble du programme.

OBJECTIFS

- (i) Coordonner les programmes d'assistance et de protection aux victimes;
- (ii) Assurer le suivi de la mise en oeuvre de la politique;
- (iii) Compiler des données pour l'évaluation de l'efficacité des programmes de protection et d'assistance;
- (iv) Identifier les difficultés dans le cadre de la mise en oeuvre des programmes d'assistance et de protection des victimes.

STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- (i) Elabérer des indicateurs appropriés pour le suivi et l'évaluation ;
- (ii) Réaliser des enquêtes de référence et établir des paramètres d'évaluation des programmes;

- (iii) Evaluer le degré d'adéquation des programmes par rapport aux besoins des bénéficiaires potentiels;
- (iv) Assurer le suivi des programmes et des services afin d'évaluer l'impact des interventions sur les groupes cibles;
- (v) Renforcer les capacités en matière de suivi et évaluation;
- (vi) Réviser les politiques et les programmes de planification et de mise en œuvre afin de faire face aux défis identifiés.

9.0 REVISION DE LA POLITIQUE

Le phénomène de la traite des personnes est dynamique et en constante évolution. Par conséquent, il faudra intégrer les changements nécessaires pour l'actualisation de cette politique d'action, afin qu'elle demeure un guide valable et utile pour des actions pertinentes, appropriées et adaptées aux situations actuelles.

Sur avis des comités nationaux, la Commission de la CEDEAO assumera la responsabilité de la révision des politiques en se fondant sur des données issues d'enquêtes ainsi que l'utilisation appropriée des structures et mécanismes utiles dans ce domaine.

Toutefois, d'autres agences participant à la mise en œuvre de cette politique, ont également la responsabilité d'évaluer son impact, pour apporter des contributions significatives au processus de révision.

Pour une révision effective de cette politique, il sera nécessaire que les acteurs, aux niveaux national, régional et international, aient recours à la création de réseaux pour une collaboration efficace, la recherche et l'application des bonnes pratiques.

**REGLEMENT C/REG.8/05/09 PORTANT ADOPTION
DES ETATS FINANCIERS AUDITES DE LA
COMMISSION DE LA CEDEAO POUR L'EXERCICE
2007**

FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009

**POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tel qu'amendé en juin 2006, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'article 75 du Traité relatif à la nomination du Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté ;

VU le Règlement Financier et Manuel de Procédures Comptables des Institutions de la Communauté amendé par le Règlement C/REG.2/12/95 ;

VU la Décision A/DEC.1/06/08 du 23 juin 2008 relative au renouvellement du mandat du Cabinet « Deloitte et Touche Côte d'Ivoire » en qualité de Commissaire aux comptes des Institutions de la Communauté ;

VU le contrat entre la CEDEAO et le Cabinet Deloitte et Touche Côte d'Ivoire 1^{er} avril 2006 relatif aux conditions de prestations de service du Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté ;

APRES AVOIR EXAMINE le rapport du Cabinet Deloitte et Touche Côte d'Ivoire, sur les états financiers de la Commission de la CEDEAO pour l'exercice 2007 ;

SUR RECOMMANDATION de la réunion du Comité d'audit qui s'est tenue à Abuja les 20 et 21 mai 2009;

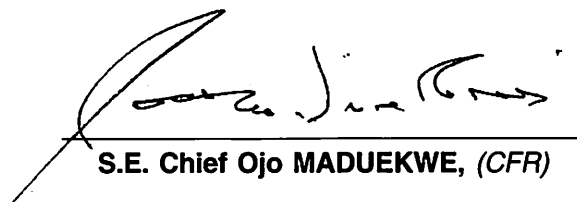
EDICTE

ARTICLE 1^{ER} :

Les états financiers audités de la Commission de la CEDEAO pour l'exercice 2007 sont adoptés.

ARTICLE 2 :

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

**REGLEMENT C/REG.9/05/09 PORTANT ADOPTION
DES ETATS FINANCIERS AUDITES DU
PARLEMENT DE LA CEDEAO POUR L'EXERCICE
2007**

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tel qu'amendé en juin 2006, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'article 75 du Traité relatif à la nomination du Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté ;

VU le Règlement Financier et Manuel de Procédures Comptables des Institutions de la Communauté amendé par le Règlement C/REG.2/12/95 ;

VU la Décision A/DEC.1/06/08 du 23 juin 2008 relative au renouvellement du mandat du Cabinet « Deloitte et Touche Côte d'Ivoire » en qualité de Commissaire aux comptes des Institutions de la Communauté ;

VU le contrat entre la CEDEAO et le Cabinet Deloitte et Touche Côte d'Ivoire 1^{er} avril 2006 relatif aux conditions de prestations de service du Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté ;

APRES AVOIR EXAMINE le rapport du Cabinet Deloitte et Touche Côte d'Ivoire, sur les états financiers du Parlement de la Communauté pour l'exercice 2007 ;

SUR RECOMMANDATION de la réunion du Comité d'audit qui s'est tenue à Abuja les 20 et 21 mai 2009;

EDICTE

ARTICLE 1^{er}

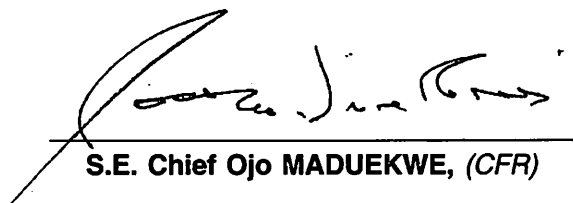
Les états financiers audités du Parlement de la CEDEAO pour l'exercice 2007 sont adoptés.

ARTICLE 2 :

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres, Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.

FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009

**POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

REGLEMENT C/REG. 10/05/09 PORTANT ADOPTION DES ETATS FINANCIERS AUDITES DE LA COUR DE JUSTICE DE LA COMMUNAUTE POUR L'EXERCICE 2007

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tel qu'amendé en juin 2006, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition;

VU l'article 75 du Traité relatif à la nomination du Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté ;

VU le Règlement Financier et Manuel de Procédures Comptables des Institutions de la Communauté amendé par le Règlement C/REG2/12/95 ;

VU la Décision A/DEC. 1/06/08 du 23 juin 2008 relative au renouvellement du mandat du Cabinet « Deloitte et Touche Côte d'Ivoire » en qualité de Commissaire aux comptes des Institutions de la Communauté ;

VU le contrat entre la CEDEAO et le Cabinet Deloitte et Touche Côte d'Ivoire 1^{er} avril 2006 relatif aux conditions de prestations de service du Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté ;

APRES AVOIR EXAMINE le rapport du Cabinet Deloitte et Touche Côte d'Ivoire, sur les états financiers de la Cour de Justice de la Communauté pour l'exercice 2007 ;

SUR RECOMMANDATION de la réunion du Comité d'audit qui s'est tenue Abuja les 20 et 21 mai 2009 ;

EDICTE

ARTICLE 1^{er} :

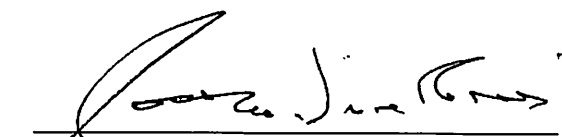
Les états financiers audités de la Cour de Justice de la Communauté pour l'exercice 2007 sont adoptés.

ARTICLE 2 :

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.

FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009

**POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

conditions de prestations de service du Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté ;

APRES AVOIR EXAMINE le rapport du Cabinet Deloitte et Touche Côte d'Ivoire, sur les états financiers de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé pour l'exercice 2007;

SUR RECOMMANDATION de la réunion du Comité d'Audit qui s'est tenue Abuja les 20 et 21 mai 2009 ;

EDICTE

ARTICLE 1^{ER}

Les états financiers audités de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé pour l'exercice 2007 sont adoptés.

ARTICLE 2 :

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.

**REGLEMENT C/REG.11/05/09 PORTANT
ADOPTION DES ETATS FINANCIERS AUDITES DE
L'ORGANISATION OUEST AFRICAINE DE LA
SANTE POUR L'EXERCICE 2007**

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tel qu'amendé en juin 2006, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

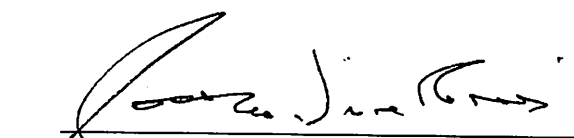
VU l'article 75 du Traité relatif à la nomination du Commissaire aux Comptes des institutions de la Communauté ;

VU le Règlement Financier et Manuel de Procédures Comptables des Institutions de la Communauté amendé par le Règlement C/REG.2/12/95 ;

VU la Décision A/DEC. 1/06/08 du 23 juin 2008 relative au renouvellement du mandat du Cabinet « Deloitte et Touche Côte d'Ivoire » en qualité de Commissaire aux comptes des institutions de la Communauté ;

VU le contrat entre la CEDEAO et le Cabinet Deloitte et Touche Côte d'Ivoire 1^{er} avril 2006 relatif aux

**FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009
POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

**REGLEMENT C/REG.12/05/09 PORTANT
ADOPTION DES ETATS FINANCIERS AUDITES DU
GROUPE INTER GOUVERNEMENTAL D'ACTION
CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN
AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA) POUR
L'EXERCICE 2007**

FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009

**POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tel qu'amendé en juin 2006, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'article 75 du Traité relatif à la nomination du Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté ;

VU le Règlement Financier et Manuel de Procédures Comptables des Institutions de la Communauté amendé par le Règlement C/REG.2/12/95 ;

VU la Décision A/DEC.1/06/08 du 23 juin 2008 relative au renouvellement du mandat du Cabinet « Deloitte et Touche Côte d'Ivoire » en qualité de Commissaire aux comptes des Institutions de la Communauté ;

VU le contrat entre la CEDEAO et le Cabinet Deloitte et Touche Côte d'Ivoire 1^{er} avril 2006 relatif aux conditions de prestations de service du Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté ;

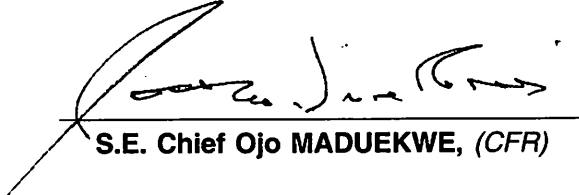
APRES AVOIR EXAMINE le rapport du Cabinet Deloitte et Touche Côte d'Ivoire, sur les états financiers du Groupe Inter Gouvernemental d'Action Contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) pour l'exercice 2007;

SUR RECOMMANDATION de la réunion du Comité d'audit qui s'est tenue à Abuja les 20 et 21 mai 2009;

EDICTE

Les états financiers audités du Groupe Intergouvernemental d'Action Contre Le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) pour l'exercice 2007 sont adoptés.

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

**REGLEMENT C/REG.13/05/09 PORTANT
ADOPTION DES ETATS FINANCIERS AUDITES DU
CENTRE DE LA CEDEAO POUR LE
DEVELOPPEMENT DU GENRE POUR L'EXERCICE
2007**

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tel qu'amendé en juin 2006, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'article 75 du Traité relatif à la nomination du Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté ;

VU le Règlement Financier et Manuel de Procédures Comptables des Institutions de la Communauté amendé par le Règlement C/REG.2/12/95 ;

VU la Décision A/DEC. 1/06/08 du 23 juin 2008 relative au renouvellement du mandat du Cabinet « Deloitte et Touche Côte d'Ivoire » en qualité de Commissaire aux comptes des Institutions de la Communauté ;

VU le contrat entre la CEDEAO et le Cabinet Deloitte et Touche Côte d'Ivoire 1^{er} avril 2006 relatif aux

conditions de prestations de service du Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté ;

APRES AVOIR EXAMINE le rapport du Cabinet Deloitte et Touche Côte d'Ivoire, sur les états financiers du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre pour l'exercice 2007 ;

SUR RECOMMANDATION de la réunion du Comité d'audit qui s'est tenue à Abuja les 20 et 21 mai 2009;

EDICTE

ARTICLE 1^{ER}

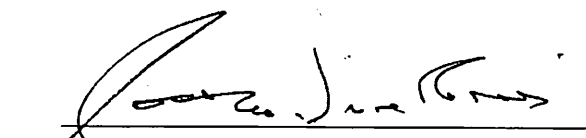
Les états financiers audités du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre pour l'exercice 2007 sont adoptés.

ARTICLE 2 :

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.

FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009

**POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**


S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

**DIRECTIVE C/DIR.1/05/09 PORTANT
HARMONISATION DES LEGISLATIONS DES ETATS
MEMBRES DE LA CEDEAO EN MATIERE DE TAXE
SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)**

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'Article 3 dudit Traité énonçant les axes sur lesquels devra porter l'action de la Communauté, pour la réalisation de ses buts et objectifs ;

VU les articles 35, 37 et 40 du Traité de la CEDEAO relatifs respectivement à la libéralisation des échanges commerciaux, au Tarif Extérieur Commun et aux Droits fiscaux d'entrée et imposition intérieure ;

VU l'article 2 alinéa 1 du Protocole n° A/P2/7/96 du 27 juillet 1996 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) dans les Etats membres ;

CONSIDERANT que l'harmonisation des législations fiscales des Etats membres est une nécessité la réalisation d'un Marché Commun ;

CONSIDERANT que cette harmonisation des législations fiscales contribuera à réaliser la cohérence des systèmes internes de taxation, à assurer l'égalité de traitement des opérateurs économiques au sein de la Communauté et à améliorer le rendement des différents impôts ;

CONVAINCU qu'il est dans l'intérêt de la Communauté de réaliser la convergence des systèmes de taxes sur le chiffre d'affaires pour garantir leur neutralité, quelle que soit l'origine des biens et des prestations de services ;

CONSCIENT de la nécessité de rapprocher les systèmes en vigueur dans les Etats membres hors UEMOA du système harmonisé de l'UEMOA, pour garantir la réalisation des objectifs précités, en vue de faciliter la détermination future d'une Taxe sur la Valeur Ajoutée Communautaire ;

CONSIDERANT que l'harmonisation recherchée nécessite également la détermination de principes communs en matière de TVA ;

DESIREUX de mettre en place un cadre fiscal

harmonisé commun à tous les Etats membres de la CEDEAO ;

APRES RECOMMANDATION de la Réunion avis du Comité Technique Commerce, Douanes et Libre Circulation qui s'est tenue à Abuja du 18 au 22 avril 2009 ;

PRESCRIT

CHAPITRE I : DEFINITIONS ET OBJET

Section I : Définitions

Article 1^{er};

Aux fins de la présente Directive, on entend par :

« **Traité** », le Traité révisé de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest signé à Cotonou le 24 juillet 1993 et tous ses amendements subséquents;

« **Union ou UEMOA** », l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;

« **Communauté** », la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont la création a été réaffirmée par l'Article 2 du Traité ;

« **Etat membre ou Etats membres** », l'Etat membre ou les Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

« **Conseil** », le Conseil des Ministres créé par l'article 10 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

« **Commission** » la Commission de la CEDEAO créée par l'Article 17 du Protocole Additionnel A/SP1/06/06 du 14 juin 2006 ;

« **Président de la Commission** », le Président de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest prévu par l'Article 19 du Protocol Additionnel A/SP1/06/06;

« **Administration fiscale** », la Structure, l'Institution ou l'Organisme chargé dans chaque Etat membre de la gestion administrative de la TVA.

SECTION II : OBJET

Article 2 :

La présente Directive a pour objet d'harmoniser les législations des Etats membres de la CEDEAO en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

CHAPITRE II : CHAMP D'APPLICATION**SECTION I : OPERATIONS IMPOSABLES****Article 3 :**

Sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée les opérations relevant d'une activité économique et effectuées à titre onéreux, à l'intérieur d'un Etat membre, par toute personne physique ou morale se livrant, habituellement ou occasionnellement, et d'une manière indépendante, à des actes relevant d'une activité industrielle, commerciale, non commerciale, agricole, extractive ou artisanale, à l'exclusion des activités salariées.

Sont notamment visés :

- a) les importations : par importation, il faut entendre le franchissement du cordon douanier d'un Etat membre.
- b) les livraisons de biens : par livraison de biens, il faut entendre toute opération ayant pour effet de transférer à titre onéreux la propriété des biens corporels à des tiers ;
- c) les livraisons à soi-même de biens corporels meubles et immeubles par des personnes physiques ou morales pour leurs besoins, pour ceux de leur exploitation ou pour être cédés à titre gratuit au profit des tiers ;
- d) les travaux immobiliers ; par travaux immobiliers, il faut entendre tous les travaux exécutés par les différents corps de métier participant à la construction, à l'entretien et à la réparation de bâtiments et d'ouvrages immobiliers, les travaux publics, les travaux de chaudronnerie, de bâtiments et de construction métallique, les travaux de démolition, les travaux accessoires ou préliminaires à des travaux immobiliers, y compris les marchés publics à financement extérieur ;
- e) les opérations de transformation de produits agricoles ou de la pêche et toutes opérations, même réalisées par les agriculteurs, les pêcheurs qui, en raison de leur importance sont assimilées à celles qui sont exercées par des industriels ou des commerçants, que ces opérations constituent ou non le prolongement de l'activité agricole ou de la pêche ;
- f) les prestations de services : ce sont toutes les opérations autres que celles énumérées ci-dessus, effectuées entre deux personnes juridiquement distinctes et comportant une contrepartie en espèce ou en nature ;

- g) les prestations de services à soi-même s'entendent des services que les assujettis réalisent, soit pour les besoins de leur entreprise, soit pour d'autres besoins dans le cadre normal de leur activité ;
- h) les ventes de biens d'occasion faites par les professionnels ;
- i) les cessions d'éléments d'actifs non compris dans la liste des biens exonérés dans chaque Etat membre ;
- j) les locations de terrains non aménagés et de locaux nus effectuées par des professionnels de l'immobilier ;
- k) les subventions à caractère commercial quelle qu'en soit la nature, perçues par les assujettis à raison de leur activité imposable ;
- l) les remises de dettes et les abandons de créances ;
- m) le raffinage, la distribution et la mise à la consommation des produits pétroliers, à l'exclusion de la revente au détail de ces produits ;
- n) les remboursements de frais autres que les débours au sens de l'article 27 engagés par un fournisseur pour le compte de son client ;
- o) d'une manière générale, toute activité lucrative autre que salariée ou toutes opérations qui ne seraient pas expressément exclues du champ d'application par la présente Directive.

SECTION II : PERSONNES ASSUJETTIES**Article 4 :**

Sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée, les personnes physiques ou morales, y compris les collectivités publiques et les organismes de droit public, réalisant des opérations imposables au sens de l'article 3 ci-dessus, notamment :

1. Les importateurs ;
2. Les producteurs ;

Par producteur, il faut entendre :

- a) les personnes physiques ou morales qui, à titre principal ou accessoire extraient, fabriquent ou transforment des biens, soit pour la fabrication d'autres produits, soit pour un usage définitif ;

- b) les personnes physiques ou morales qui se substituent de fait au fabricant pour effectuer soit dans ses usines soit en dehors de celles-ci toutes opérations se rapportant à la fabrication ou la présentation commerciale définitive des produits que ceux-ci soient ou non vendus sous la marque ou au nom de ceux qui font des opérations ;
 - c) les personnes physiques ou morales qui font effectuer par des tiers les opérations visées aux paragraphes a et b de l'article 3 alinéa 2 ci-dessus ;
 - d) Les façonniers qui donnent au produit sa forme définitive, pour le compte d'un maître d'œuvre, en opérant principalement sur ou avec des biens meubles dont ils ne sont pas propriétaires et auxquels ils se bornent généralement à appliquer leur savoir faire ;
3. les entrepreneurs de travaux immobiliers et toute personne physique ou morale effectuant des travaux immobiliers pour son compte ou pour le compte des tiers ;
 4. les entreprises de leasing ou de crédit-bail ;
 5. les commerçants ; sont considérés comme commerçants, les personnes qui habituellement achètent pour revendre, en l'état ou après reconditionnement, des biens meubles ou immeubles ;
 6. les prestataires de services ;
 7. les personnes physiques ou morales sous quelque dénomination qu'elles agissent et quelle que soit leur situation au regard de tous autres impôts ;
 - qui ont été autorisées à recevoir des biens ou des services en franchise de taxe ou sous le bénéfice d'un taux réduit, lorsque les conditions auxquelles est subordonné l'octroi de cette franchise ou de ce faux ne sont pas ou ne sont plus remplies, circonstances rendant exigibles la taxe ou le complément de taxe ;
 - qui vendent ou livrent pour le compte d'autres assujettis ;
 - qui effectuent des opérations imposables pour le compte d'entreprises étrangères.

- a) Les personnes ci-dessus définies sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée quels que soient leur statut juridique et leur situation au regard des autres impôts, la forme ou la nature de leurs interventions.
- b) Toutefois, les personnes morales de droit public ne sont pas assujetties à la T.V.A. pour l'activité de leurs services administratifs, éducatifs, sociaux, culturels et sportifs lorsque leur non assujettissement n'entraîne pas de distorsion dans les conditions de la concurrence.

SECTION III : REGIMES D'IMPOSITION

Article 5 :

1. Chaque Etat membre détermine le seuil de chiffre d'affaires annuel hors TVA à partir duquel toute personne physique ou morale est assujettie à la TVA, selon le régime du réel, quelle que soit la forme juridique ou la nature des activités exercées,
2. Toutefois, chaque Etat a la faculté d'assujettir d'office à la TVA les personnes physiques ou morales ainsi que les personnes exerçant une activité non commerciale.

Article 6 :

1. Le montant du chiffre d'affaires annuel, tous droits et taxes compris, constitutif du seuil d'assujettissement est compris entre :
 - a) USD 12,000 et USD 200.000 pour les livraisons de biens ;
 - b) USD 10.000 et USD 150.000 pour les prestations de services.
2. Ces montants sont susceptibles d'une révision par le Conseil des Ministres, sur proposition de la Commission, pour tenir compte des évolutions des économies dans la Communauté.

Article 7 :

Les Etats membres ont la faculté d'instituer un régime réel simplifié ou d'autres régimes d'effets équivalents pour les petites et moyennes entreprises ou industries (PME ou PMI), en vue de limiter les obligations déclaratives et de faciliter la gestion

administrative des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel hors TVA est inférieur au seuil retenu. Toutefois, les Etats membres ont la faculté d'autoriser les entreprises ou tout autre prestataire à formuler une option pour leur assujettissement, dans les conditions et suivant les modalités qu'ils définissent.

SECTION IV : EXONERATIONS

Article 8 :

Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée :

1. les produits du crû obtenus dans le cadre normal d'activités accomplies par les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs, les chasseurs dans les conditions fixées par chaque Etat membre ;
2. les services ou opérations à caractère social, éducatif, sportif, culturel, philanthropique ou religieux rendus gratuitement par les organismes agréés sans but lucratif dont la gestion est bénévole et désintéressée, lorsque ces opérations se rattachent directement à la défense collective des intérêts moraux ou matériels de leurs membres. Toutefois, les opérations réalisées par ces organismes sont taxables lorsqu'elles se situent dans un secteur concurrentiel ;
3. les examens, consultations soins, hospitalisation, travaux d'analyse et de biologie médicale.
4. les biens de première nécessité, les médicaments, les produits pharmaceutiques, les matériels médicaux, ainsi que leurs intrants dont la liste sera fixée par le Conseil ;
5. les intrants des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche utilisés par les producteurs dont la liste sera fixée par le Conseil ;
6. les prestations de services réalisées dans le domaine de l'enseignement scolaire ou universitaire par les établissements publics et privés dans le cadre normal de leurs activités d'enseignement régulièrement autorisées par l'autorité de tutelle compétente ;
7. les tranches de consommation d'eau et d'électricité dites sociales au profit des ménages et qui sont ou seront fixées par chaque Etat ;
8. les affaires de vente, de réparation ou de transformation portant :
 - a) soit sur des bâtiments de mer destinés à la navigation maritime et immatriculés comme tels ;
 - b) soit sur des bâtiments fluviaux naviguant sur les fleuves internationaux et inscrits comme tels ;
9. les opérations liées au trafic international concernant :
 - a) les navires ou bateaux utilisés pour l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale en haute mer ;
 - b) les bateaux de sauvetage et d'assistance;
 - c) les aéronefs et les navires pour leurs opérations d'entretien et d'avitaillement ;
 - d) les opérations de transit inter- Etats et les services y afférents, conformément aux dispositions communautaires ;
10. les affaires de vente, de réparation, de transformation et d'entretien de navires et d'aéronefs destinées aux compagnies de navigation aérienne dont les services sont à destination de l'étranger ;
11. les biens déclarés à l'entrée sous régimes douaniers suspensifs ;
12. les affaires réalisées par les sociétés ou compagnies d'assurances et tous autres assureurs, quelle que soit la nature des risques assurés et qui sont soumises à la taxe sur les assurances ;
13. les livraisons, à leur valeur faciale, de timbres-poste pour affranchissement, de timbres fiscaux et d'autres valeurs similaires ;
14. les opérations ayant pour objet la transmission de propriété ou usufruit de biens immeubles par des personnes autres que les promoteurs immobiliers, de fonds de commerce ou de clientèle passibles de droits d'enregistrement;
15. les exportations directes de produits ou marchandises et les services assimilés à des exportations.

Pour toute exportation, qu'il s'agisse de livraisons directes par l'exportateur ou de livraisons réalisées par l'intermédiaire d'un commissionnaire ou d'un mandataire assimilé à un commissionnaire exportateur. L'exonération est subordonnée à la justification de la réalité de l'exportation ;

16. les opérations suivantes, dès lors qu'elles sont soumises à des taxations spécifiques exclusives de toute taxation sur le chiffre d'affaires :
 - a) les ventes de produits des activités extractives ;
 - b) les intérêts rémunérant les emprunts extérieurs ;
 - c) les intérêts rémunérant les dépôts auprès des établissements de crédits ou des établissements financiers par des non professionnels ;
 - d) les jeux de hasard et de divertissement ;
 - e) les opérations bancaires ;
 - f) les mutations d'immeubles, de droits réels immobiliers et
 - g) les mutations de fonds de commerce soumises aux droits de mutation ou à une imposition équivalente ;
17. les sommes versées par le Trésor des Etats membres à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission monétaire, ainsi que les produits générés par cette Banque pour ses opérations d'émission de billets ;
18. les opérations de composition, d'impression, d'importation et de ventes de journaux et de périodiques, à l'exception des recettes de publicité ;
19. les locations d'immeubles nus à usage d'habitation ;
20. les petits matériels de pêche ;
21. les engins et matériels agricoles ;
22. Les ventes de livres ;
23. Les ventes d'œuvres d'art original par leurs auteurs.

Article 9 :

En dehors des biens ou services visés ci-dessus, les Etats membres n'accordent pas d'autres

exonérations ou exemptions de TVA. En particulier, aucune exonération ou exemption n'est accordée par les Etats membres dans le cadre de mesures d'incitation à la création d'entreprise et à l'investissement, dans le cadre de mesures ou dispositions visant des secteurs particuliers, ou dans le cadre de conventions particulières.

Article 10 :

1. Les dispositions de l'article 8 ci-dessus ne font pas obstacle à l'application par les Etats membres de régimes spécifiques qui suspendent ou diffèrent la taxation à une période ultérieure s'agissant des secteurs minier, pétrolier et forestier.
2. Le bénéfice de ces régimes doit toutefois être limité aux biens d'investissement strictement nécessaires à l'exercice de l'activité, en phase d'exploration, de prospection ou de recherche.

Article 11 :

1. Par dérogation aux dispositions de l'article 8, les Etats membres peuvent accorder des régimes particuliers dans le cadre des relations internationales, sous réserve de réciprocité et de quotas fixés par les autorités compétentes, aux biens et services destinés à l'usage officiel des missions diplomatiques étrangères ainsi que des organisations internationales, à l'usage des agents diplomatiques, et assimilés dont la liste est transmise à l'Administration fiscale par le chef de mission, et conformément aux accords de siège.
2. Les Etats membres intègrent les dispositions visant les régimes particuliers ainsi accordés à leur législation fiscale de droit commun.

Les Etats membres développent les méthodes nécessaires à la gestion et au contrôle de ces franchises.

Article 12 :

La Commission soumettra au Conseil des Ministres, dans les meilleurs délais, des propositions visant à mutualiser au niveau Communautaire les expériences acquises en ce domaine par certains Etats membres, et dont l'efficacité est reconnue en matière de prévention des fraudes, évasions fiscales et abus éventuellement liés à l'application de ces exemptions.

SECTION V : TERRITORIALITE

Article 13 :

Sont soumises à la TVA, toutes les affaires réalisées dans un Etat, non comprises dans la liste des exonérations définies dans le présent Acte, quand bien même le domicile de la personne physique ou le siège social de la société débitrice serait situé en dehors des limites territoriales de cet Etat.

Article 14 :

1. Le lieu d'imposition d'une livraison de bien est réputé se situer à l'endroit où le bien se trouve au moment de la livraison.
2. Le lieu d'imposition d'une prestation de services est le lieu de son exécution.
3. Une opération est réputée faite dans un Etat membre :
 - a) S'il s'agit d'une vente, lorsque celle-ci est réalisée aux conditions de livraison de la marchandise dans cet Etat membre ;
 - b) S'il s'agit de toute autre opération, lorsque le service rendu, le droit cédé, ou l'objet loué sont utilisés ou exploités dans cet Etat membre.
4. En cas d'expédition ou de transport du bien, le lieu d'imposition est réputé se situer à l'endroit où le bien se trouve au moment du départ de l'expédition ou du transport à destination de l'acquéreur.
5. Toutefois, lorsque le lieu d'expédition ou de transport du bien se trouve dans un Etat autre que celui d'importation des biens, le lieu de la livraison effectuée par l'importateur est réputé se situer dans le pays d'importation des biens.
6. Dans l'hypothèse où le bien fait l'objet d'une installation ou d'un montage par le fournisseur ou pour son compte, le lieu de la livraison est réputé se situer à l'endroit où est fait l'installation ou le montage,
7. S'agissant de la prestation de services, lorsque celle-ci est utilisée dans un lieu autre que celui de son exécution, l'imposition s'effectue à son lieu d'utilisation.

Article 15 :

1. Par exception, en ce qui concerne les transports internationaux, les opérations sont réputées faites dans l'Etat du lieu du domicile ou de la résidence habituelle s'il s'agit d'un

transporteur individuel, ou du lieu du siège s'il s'agit d'une société, alors même que la plus grande partie de l'opération s'effectuerait hors de cet Etat.

2. Les Etats membres prennent de concert avec la Commission, toutes les dispositions pour éviter les cas de double imposition ou de non imposition

Article 16 :

1. Lorsqu'un contribuable assujetti n'est pas domicilié dans un Etat-membre, il doit accréditer un représentant domicilié dans ledit Etat, qui s'engage à remplir à sa place les obligations relatives à la taxe sur la valeur ajoutée et qui est solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt.
2. En cas de non désignation d'un représentant, la TVA et, le cas échéant, les pénalités y afférentes doivent être payées par la personne cliente pour le compte de la personne n'ayant pas dans l'Etat un établissement stable.

Article 17 :

1. Les Etats membres fixent les obligations fiscales des assujettis non établis sur leur territoire, qui y effectuent des opérations imposables.
2. Toutefois, afin d'éviter les cas de superposition d'impositions ou de non imposition, les Etats membres devront se conformer à toutes mesures proposées par les autorités communautaires à cet effet.

CHAPITRE : FAIT GENERATEUR ET EXIGIBILITE

SECTION I : FAIT GENERATEUR

Article 18 :

Le fait générateur de la TVA est défini comme la situation, l'acte ou l'événement par lequel sont réalisées les conditions légales permettant l'exigibilité de la taxe. 11 est constitué par :

- a) la livraison des biens et marchandises s'agissant des ventes, des échanges et des travaux à façon ;
- b) l'exécution des services et travaux ou de tranches de services et travaux ou la remise de l'ouvrage, en ce qui concerne les prestations de services et les travaux immobiliers ;

- c) l'encaissement du prix pour les autres opérations imposables ,
- d) Introduction des biens et marchandises sur le territoire douanier d'un Etat membre pour la mise à la consommation;
- e) l'acte de mutation ou de transfert de propriété, pour les opérations immobilières réalisées par les promoteurs immobiliers ;
- f) l'acte de mutation, de jouissance ou, à défaut d'acte de mutation, l'entrée en jouissance, pour les locations de terrains non aménagés ou de locaux nus effectuées par des professionnels de l'immobilier.

- a) des encaissements du prix, des acomptes ou avances s'agissant des prestations de service et des travaux immobiliers, des opérations concourant à l'habitat social et à l'aménagement des zones industrielles, ainsi que des tranches de services et travaux, y compris pour les fournisseurs de l'Etat, des administrations publiques dotées d'un budget annexe, des établissements et entreprises publics et des collectivités publiques locales, lors des encaissements du prix, des acomptes ou avances ;
- b) des mutations de propriété d'immeubles, à la date de mutation ou du transfert de propriété.

Article 19 :

1. Par exception, le fait générateur est constitué par :
 - la première utilisation ou la première mise en service s'agissant des livraisons ou des prestations à soi-même ;
 - les débits pour les entrepreneurs des travaux immobiliers qui optent expressément pour ce régime ;
2. Pour les opérations autres que les importations, le versement d'avances ou d'acomptes constituent le fait générateur de la TVA.
3. La constatation du fait générateur ne peut être postérieure à la facturation totale ou partielle.

SECTION II : EXIGIBILITE

Article 20 :

1. L'exigibilité de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est constituée par le droit dont disposent les services du recouvrement de chaque Etat membre d'exiger du redevable, à une date donnée, le paiement de la taxe.
2. La taxe sur la valeur ajoutée est exigible dans le mois qui suit celui du fait générateur dans les conditions à fixer par chaque Etat membre.

Article 21 :

1. L'exigibilité intervient pour les ventes, les livraisons des biens, y compris les livraisons à soi-même, lors de la réalisation du fait générateur ou à l'occasion :

2. Toutefois, en ce qui concerne les locations-ventes effectuées dans le cadre de l'habitat social par les promoteurs immobiliers, les mutations de jouissance de terrains non aménagés et de locaux nus effectuées par les professionnels de l'immobilier, l'exigibilité intervient à la date de chaque échéance des paiements ou des versements encaissés;
3. les importations des biens et marchandises sur le territoire d'un Etat membre, au moment de l'enregistrement de la déclaration de mise à la consommation des biens ;
4. les opérations de crédit à la consommation ou de crédit bail réalisées par les établissements financiers, à l'échéance des intérêts ou des loyers.

Article 22 :

Les prestataires de services, les entrepreneurs de travaux publics et des travaux immobiliers peuvent être autorisés à acquitter la Taxe sur la Valeur Ajoutée d'après les débits :

- a) en cas d'escompte d'un effet de commerce, la TVA est exigible à la date de l'échéance prévue sur cet effet de commerce.
- b) en cas de perception d'acomptes avant la note de débit, la taxe reste exigible lors de l'encaissement.

Article 23 :

1. Toute T.V.A. facturée doit être obligatoirement reversée.
2. Toutefois, en ce qui concerne les opérations pour lesquelles la facturation est postérieure

à la livraison, les Etats membres pourront déroger aux dispositions des articles 21 et 22 ci-dessus, sous réserve que l'exigibilité de la taxe intervienne :

- a) au plus tard, au moment de l'encaissement du prix de l'opération ;
- b) au plus tard, au moment de l'établissement de la facture ou du document en tenant lieu ;
- c) dans un délai déterminé à compter de la date du fait générateur, en cas de non délivrance ou de délivrance tardive de la facture ou du document en tenant lieu.

CHAPITRE IV : BASE D'IMPOSITION ET TAUX

SECTION I : BASE D'IMPOSITION

Article 24 :

La base d'imposition relative aux opérations imposables à la TVA effectuées sur le territoire national d'un Etat membre porte sur le chiffre d'affaires qui comprend, outre le prix principal de la marchandise ou du service :

- a) les frais accessoires tels que les frais de commission, d'emballage, de transport et d'assurance demandés par le fournisseur à l'acheteur ou au preneur ;
- b) les montants des droits de douane, des droits d'accises ou toutes autres taxes applicables aux produits ou aux services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même ;
- c) de manière générale, toutes les sommes, valeurs reçues ou à recevoir par le fournisseur ou le prestataire de services en contrepartie de la livraison ou de la prestation.

Article 25 :

1. La base d'imposition à la TVA est constituée en ce qui concerne :

- a) les livraisons de biens, par toutes sommes, valeurs et/ou par tous avantages de biens ou de services reçus ou à recevoir en contrepartie de la livraison ;
- b) les biens d'occasion, par la différence entre le prix de vente et la valeur d'acquisition du bien ;

- c) les prestations de services, par toutes les sommes et avantages reçus et, le cas échéant, par la valeur des biens consommables pour l'exécution des services ;
- d) les échanges, par la valeur des produits reçus en paiement du bien livré, augmentée éventuellement du montant de la soulte encaissée ;
- e) les travaux immobiliers et les travaux publics par le montant des marchés, mémoires, factures, avances ou acomptes ;
- f) les livraisons à soi-même par :
 - le prix d'achat hors taxe des biens achetés ou utilisés en l'état ;
 - le coût de revient de biens extraits, fabriqués ou transformés ;
- g) les importations, par la valeur en douane de la marchandise majorée des droits et taxes perçus à l'entrée, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même.

2. De même :

- a) les sommes perçues par l'assujetti à titre de consignation lors de la livraison d'emballages récupérables et réutilisables non identifiables, sont comprises dans la base imposable à la TVA ;
- b) les sommes perçues à titre de consignation lors de la livraison d'emballages identifiables, récupérables et réutilisables sont exclues de la base d'imposition ;
- c) lorsque ces emballages n'ont pas été rendus, au terme des délais en usage dans la profession, la taxe sur la valeur ajoutée est due sur le prix de cession.

Article 26 :

Sont inclus dans la base imposable définie aux paragraphes a), b) et c) ci dessus visés à l'article 25 :

- a) les frais accessoires aux livraisons de biens et services facturés aux clients ;
- b) les impôts, droits et taxes, y compris le droit d'accises, à l'exclusion de la TVA ;

- c) les compléments de prix acquittés à des titres divers par l'acquéreur des biens ou le client.

Article 27 :

Sont exclus de la base d'imposition définie aux paragraphes a), b) et c) ci dessus visés à l'article 25 :

- a) les escomptes de caisse, remises, rabais et ristournes et autres réductions de prix consenties à condition qu'ils bénéficient effectivement et pour leur montant exact au client et qu'ils figurent sur facture initiale ou facture rectificative ;
- b) les débours qui ne sont que des remboursements de frais et qui sont facturés pour leur montant exact au client;
- c) les encaissements qui ne sont pas la contrepartie d'une affaire.

Article 28:

1. En ce qui concerne les marchés de l'Etat financés par les budgets publics, les prêts ou aides extérieurs, la base de la TVA est constituée par le montant des marchés toutes taxes comprises à l'exclusion de la TVA.
2. Les dispositions du paragraphe ci-dessus s'appliquent également aux marchés concernant les établissements publics à caractère industriel, commercial, scientifique, technique et administratif, les sociétés d'économie mixte, les collectivités et organismes de droit public jouissant ou non de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Article 29:

Chaque Etat membre fixera les procédures d'assujettissement et les modalités particulières de perception de la taxe sur la valeur ajoutée pour ces marchés.

SECTION II : TAUX**Article 30 :**

1. Il est laissé à chaque Etat membre le soin de fixer le taux de la TVA applicable aux opérations taxables dans une fourchette comprise entre 5 et 20%.
2. Toutefois les États membres ont la faculté de fixer un taux réduit dont le champ et le taux seront déterminés par le Conseil des Ministres.

3. Les taux de TVA sont applicables aussi bien aux marchandises et aux services produits localement qu'aux biens importés taxables, à l'exclusion des exportations de biens ou assimilées qui sont des opérations soumises au taux zéro.

4. Le taux zéro s'applique uniquement aux exportations ayant fait l'objet de déclaration visée à la sortie par les services des douanes et aux activités imposables, mais ne faisant pas l'objet de paiement effectif de TVA.

**CHAPITRE V :
REGIME DES DEDUCTIONS****SECTION I : PRINCIPES****Article 31 :**

Est déductible la TVA qui a grevé les investissements, achats, prestations ou charges de toutes sortes supportés par l'entreprise pour les besoins de son exploitation, à l'exception des exclusions retenues par la présente Directive.

Article 32 :

1. Le droit à déduction prend naissance lorsque la taxe est exigible chez le fournisseur des biens et services. Pour les importations, le droit à déduction prend naissance lors de la mise à la consommation.
2. Pour exercer le droit à déduction, l'assujetti doit être en possession :
 - a. Soit de factures délivrées par son fournisseur lui-même redevable de la taxe et mentionnant son numéro d'immatriculation. Toutefois, en ce qui concerne les fournisseurs étrangers, ces conditions ne sont pas exigées ;
 - b. Soit de déclarations de mise à la consommation sur lesquelles il est désigné comme destinataire réel.

SECTION II : MODALITES**Article 33 :**

1. Les Etats membres accordent aux assujettis, suivant les modalités qu'ils définissent, le droit de déduire la TVA, facturée par leurs fournisseurs ou acquittée lors des opérations d'importation, qui a grevé le prix des biens et des services utilisés pour les besoins de leurs opérations imposables.

2. Les assujettis sont autorisés à déduire le montant de la TVA exigible sur leurs opérations, la taxe sur la valeur ajoutée facturée ou acquittée lors de l'achat ou de l'importation :

- a) des matières premières et assimilées entrant dans la composition des produits taxables ;
- b) des biens destinés à être revendus dans le cadre d'une opération taxable ;
- c) des services entrant dans la réalisation d'opérations taxables ;
- d) des fournitures de biens meubles ou immeubles acquis pour les besoins de l'exploitation ;
- e) des biens, des produits ou marchandises exportés.

3. Entrent également dans le régime des déductions :

- a) les livraisons à soi-même ouvrant droit à déduction ;
- b) la TVA facturée par les entreprises de leasing ou crédit-bail sur des biens ouvrant droit à déduction ;
- c) la TVA facturée pour les services entrant dans le prix de revient rendu magasin ou se rattachant à l'entretien ou à la conservation des biens ouvrant droit à déduction.

4. Les modalités figurant aux alinéas ci-dessus ont une valeur indicative. Elles peuvent faire l'objet d'aménagement par les législations des Etats membres pendant la période transitoire.

Article 34:

Les Etats membres accordent également le droit à déduction de la TVA aux assujettis qui réalisent les opérations suivantes, dont le lieu d'imposition est situé hors du champ d'application territorial de la taxe ou qui en sont exonérées :

- a) les exportations de biens dont la livraison serait imposable si elle était effectuée sur le territoire de l'Etat membre, et les services assimilés à des exportations ;
- b) les prestations de services liées aux biens placés sous le régime douanier du transit;
- c) les livraisons, les transformations, les réparations, l'entretien, l'affrètement et les locations de bateaux destinés à une activité de pêche, une activité industrielle

ou commerciale exercée en haute mer, les livraisons, locations, réparations et entretien des objets qui leur sont incorporés ou qui servent à leur exploitation, les livraisons de biens destinés à leur avitaillement, ainsi que les prestations de services effectuées pour les besoins directs de ces bateaux et de leur cargaison ;

- d) les livraisons, les transformations, les réparations, l'entretien, l'affrètement et les locations d'aéronefs, utilisés par des compagnies de navigation aérienne pratiquant essentiellement un trafic international rémunéré, les livraisons, locations, réparations et entretien des objets qui leur sont incorporés ou qui servent à leur exploitation, les livraisons des biens destinés à leur avitaillement, ainsi que les prestations de services effectuées pour les besoins directs de ces aéronefs et de leur cargaison.

Article 35 :

La déduction est opérée globalement par l'assujetti par imputation sur le montant de la taxe due pour une période de déclaration du montant de la taxe qui a grevé les biens et services et pour laquelle le droit à déduction a pris naissance.

Article 36 :

1. Lorsque le montant des déductions autorisées dépasse celui de la taxe exigible pour une période de déclaration, l'excédent constaté constitue un crédit de TVA au profit de l'assujetti.

2. Le crédit de TVA est imputable par l'assujetti au titre des périodes de déclaration suivantes ou est remboursable. La déduction est opérée par l'assujetti par imputation sur le montant de la taxe exigible pour la période de déclaration au titre de laquelle le droit à déduction a pris naissance.

3. Les Etats membres peuvent soit, faire reporter l'excédent sur la période suivante, soit procéder à son remboursement selon les modalités qu'ils fixent.

Article 37:

1. Les Etats membres fixent les conditions et modalités suivant lesquelles un assujetti peut

être autorisé à procéder à une déduction à laquelle il n'a pas procédé conformément aux dispositions précédentes.

2. En tout état de cause, le droit à déduction ne peut être exercé que jusqu'à la fin du douzième mois qui suit celui au cours duquel la TVA est devenue exigible.

Article 38 :

1. Sont exclus du droit à déduction, y compris lorsque les biens ou services concernés sont utilisés pour la réalisation d'opérations ouvrant droit à déduction :
 - a) les frais de réception, d'hébergement, de restaurant, de spectacles ou ceux à caractère somptuaire ;
 - b) les acquisitions de véhicules de tourisme ou à usage mixte, à l'exception de celles effectuées par les loueurs professionnels ou les crédit- bailleurs ;
 - c) les prestations de services afférentes aux biens exclus ;
 - d) les frais de carburant pour véhicules.
2. N'ouvrent également pas droit à déduction les véhicules et engins, quelle que soit leur nature, conçus ou aménagés pour le transport des personnes ou pour des usages mixtes constituant une immobilisation. Il en est de même des pièces détachées et accessoires à ces éléments.
3. Toutefois, l'exclusion mentionnée à l'alinéa 2 ci-dessus ne concerne pas :
 - a) les véhicules routiers comportant, outre le siège du conducteur, plus de huit (08) places assises et utilisés par les entreprises pour le transport exclusif de leur personnel ;
 - b) les immobilisations des entreprises de location de véhicules ;
 - c) les immobilisations des entreprises de transport public de personnes ;
 - d) les dépenses de transport des professionnels du tourisme pour leurs clients;
 - e) les stocks de véhicules des concessionnaires et les véhicules d'essai ou de démonstration.

4. Les Etats membres ont la faculté de différer l'exercice de la déduction ou d'exclure du droit à déduction des biens et services non visés par le présent article.

SECTION III : LIMITATION DU DROIT A DEDUCTION

Article 39 :

1. Les assujettis qui utilisent des biens et services en vue d'effectuer à la fois des opérations ouvrant droit à déduction et des opérations n'ouvrant pas droit à déduction, sont tenus au respect d'un prorata de déduction lors de la détermination de la taxe déductible, qu'il s'agisse des immobilisations ou des biens autres que les immobilisations ainsi que les services.
2. Le prorata est le rapport exprimé en pourcentage entre:
 - a) le montant total, déterminé par année, du chiffre d'affaires, TVA exclue, afférent aux opérations ouvrant droit à déduction, porté au numérateur et ;
 - b) le montant total, déterminé par année, du chiffre d'affaires, TVA exclue, afférent aux opérations figurant au numérateur ainsi qu'aux opérations, de toute nature, qui n'ouvrent pas droit à déduction, porté au dénominateur.
3. La déduction n'est admise que pour la partie de la TVA qui est proportionnelle au montant afférent aux opérations ouvrant droit à déduction.
4. Le prorata défini à l'alinéa 2 ci-dessus est déterminé provisoirement en fonction des recettes et produits réalisés l'année précédente ou, pour les nouveaux assujettis, des recettes et produits prévisionnels de l'année en cours.
5. La fixation du prorata définitif, qui est déterminé par chaque Etat membre, pour chaque année au cours de l'année suivante, entraîne la régularisation des déductions opérées suivant le prorata appliqué provisoirement.
6. Les variations à la baisse ou à la hausse entre le prorata provisoire et le prorata définitif font l'objet d'un complément de TVA ou d'une déduction complémentaire.

SECTION IV : REGULARISATIONS**Article 40 :**

1. Lorsqu'un bien ayant fait l'objet d'une déduction, au titre des immobilisations, ne fait plus partie des immobilisations de l'entreprise ou cesse d'être utilisé pour la réalisation d'une opération ouvrant droit à déduction avant la fin de la cinquième année qui suit celle de l'acquisition, l'assujetti est redevable d'une fraction de la taxe antérieurement déduite. Cette fraction est égale au montant de la déduction diminuée d'un cinquième par année ou fraction d'année depuis l'acquisition du bien.
2. En cas de cession, si le bien constitue une immobilisation pour l'acquéreur, ce dernier peut opérer la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée correspondant au montant reversé par le vendeur au titre de la régularisation, à condition qu'il soit lui même assujetti à la TVA.
3. Cette déduction est subordonnée à la délivrance par le vendeur au bénéficiaire d'une attestation mentionnant le montant de la taxe déductible.

Article 41 :

1. La taxe sur la valeur ajoutée acquittée à l'occasion des ventes ou des services qui sont par la suite résiliés, annulés ou restant impayés peut être récupérée par voie d'imputation sur l'impôt dû pour les opérations faites ultérieurement.
2. Pour les opérations annulées ou résiliées, la récupération de la taxe acquittée est subordonnée à l'établissement et à l'envoi au client d'une facture nouvelle et remplaçant la facture initiale.
3. Pour les opérations impayées lorsque la créance est réellement et définitivement irrécouvrable, la rectification de la facture consiste dans l'envoi d'un duplicata de la facture initiale avec des indications réglementaires surchargées de la mention *" facture demeurée impayée pour la somme de..... prix hors TVA et pour la somme de..... TVA correspondants qui peut faire l'objet d'une déduction "*.

**CHAPITRE VI :
OBLIGATIONS DES ASSUJETTIS****Article 42 :**

1. Toute personne assujettie à la TVA doit, dans les délais fixés par chaque Etat membre souscrire auprès de l'Administration Fiscale territorialement compétente, une déclaration d'existence assortie d'une demande d'enregistrement ou d'immatriculation.
2. L'Administration Fiscale de chaque Etat accomplit les formalités d'enregistrement selon la procédure prévue par sa législation.
3. Un redevable ne peut se prévaloir de la qualité d'assujetti qu'après enregistrement dans le fichier des services des impôts et attribution du numéro d'identification fiscale.

Article 43 :

Une déclaration de cession, de cessation ou de modification doit être souscrite auprès de l'Administration Fiscale territorialement compétente dans les délais fixés par chaque Etat membre.,

Article 44 :

Les assujettis par option sont soumis aux mêmes obligations du régime déclaratif et aux mêmes règles de gestion que les assujettis de plein droit.

Article 45 :

1. Les redevables soumis au régime du réel doivent tenir une comptabilité régulière telle que prévue par les dispositions légales et réglementaires. Les Etats membres peuvent limiter cette obligation en fonction des régimes de TVA autres que celui du réel.
2. Les documents comptables ainsi que les pièces justificatives des opérations effectuées par le redevable, notamment les factures d'achat, doivent être conservés pendant un délai de dix ans après l'année au cours de laquelle les opérations ont été constatées dans les écritures comptables.
3. Ces documents doivent être présentés à toute requête des agents de l'administration fiscale sous peine des sanctions prévues par les dispositions de Chaque Etat membre.

Article 46 :

1. Tout assujetti doit délivrer une facture pour les biens livrés ou les services rendus à un autre redevable, ainsi que pour les acomptes perçus au titre de ces opérations et donnant lieu à exigibilité de la taxe.
2. La facture doit notamment faire apparaître :
 - a) le numéro de la facture dans une série continue ;
 - b) le nom, l'adresse et le numéro d'identification fiscale de l'assujetti qui délivre la facture ; la nature des opérations réalisées ;
 - c) le taux d'imposition, détaillant le principal et éventuellement les centimes additionnels, le prix hors taxe la taxe correspondante et le montant toutes taxes comprises ;
 - d) le nom, l'adresse et le numéro d'identification fiscale du client.

Article 47:

1. Pour les assujettis partiels, les opérations soumises à la taxe sur la valeur ajoutée doivent être distinguées de celles qui n'y sont pas soumises.
2. Pour chaque opération ayant donné lieu à l'établissement d'une facture, doivent être indiqués :
 - a) le montant non taxable de l'opération ;
 - b) le montant taxable, le taux applicable et le montant de la TVA.

**CHAPITRE VII :
LIQUIDATION, RECOUVREMENT,
REMBOURSEMENT CONTROLE, PROCEDURE
DE REDRESSEMENT, CONTENTIEUX ET
PRESCRIPTION**

SECTION I : LIQUIDATION ET RECOUVREMENT**Article 48 :**

La liquidation et le recouvrement de la TVA perçue à l'importation sont effectués par les services douaniers ou par l'Administration compétente dans chaque Etat membre.

Article 49 :

L'Administration fiscale est chargée du recouvrement du montant de la TVA intérieure qui est payé

directement et spontanément par le redevable au moment du dépôt de la déclaration à la caisse du Receveur des Impôts ou, à défaut, du Chef du poste comptable dont dépend son siège social, son principal établissement ou le responsable accrédité par lui.

Article 50 :

1. La taxe exigible est reversée spontanément par le redevable selon la périodicité en vigueur dans chaque Etat membre
2. Les redevables sont tenus de remettre à la recette des impôts ou au service compétent une déclaration mensuelle conforme au modèle prescrit par l'Administration fiscale.
3. Cette déclaration qui concerne les opérations du mois précédent, doit être accompagnée du moyen de paiement. Elle est souscrite même si aucune affaire n'a été réalisée au cours du mois concerné et est, dans ce cas, revêtue de la mention " NEANT ".
4. Les exportateurs sont tenus d'annexer à leur déclaration mensuelle les références douanières des exportations effectuées au rapatriement des fonds sur les ventes à l'exportation dont le remboursement est demandé.

Article 51 :

La déclaration afférente à une période donnée doit être déposée dans les délais de dépôt de déclaration prévus par chaque Etat membre accompagné du moyen de paiement autorisé par chaque Etat membre.

Article 52 :

1. Le Receveur des Impôts ou, le cas échéant, le Comptable public compétent, ont la pleine et entière capacité d'agir en matière de recouvrement de la TVA.
2. A ce titre, ils sont responsables du recouvrement des impositions dont ils ont la charge. Ils sont tenus de justifier de leur entière réalisation.
3. Un avis de mise en recouvrement des sommes non acquittées à la date d'exigibilité est établi sur imprimé dont le modèle est fixé par l'Administration et adressé aux redevables.
4. L'avis de mise en recouvrement est signé et rendu exécutoire, sous-j'autorité et la

responsabilité du Releveur, par les agents désignés par l'Administration des Impôts. Le redevable qui ne régularise pas sa situation est poursuivi selon les procédures en vigueur dans chaque Etat membre.

Article 53 :

Le Releveur des Impôts est assisté dans le recouvrement de la TVA d'agents dûment autorisés.

Article 54 :

Les dispositions en matière de sûretés, de garanties et de poursuites en vigueur dans les Etats membres sont applicables à la TVA.

SECTION II : REMBOURSEMENT

Article 55 :

1. Lorsque le montant de la TVA déductible au titre d'un mois est supérieur à celui de la TVA exigible, l'excédent constitue un crédit de TVA imputable sur la taxe exigible pour la période suivante.
2. Le crédit d'impôt ne peut faire l'objet d'un remboursement au profit de l'assujetti en dehors des cas prévus par la présente Directive.

Article 56 :

1. Peuvent bénéficier du remboursement du crédit de TVA, les exportateurs, les industriels ayant réalisé des investissements dont le montant sera fixé par chaque Etat, ainsi que les entreprises en cessation d'activité.
 - Peuvent également obtenir, sur leur demande, le remboursement des crédits de TVA dont ils disposent Mes assujettis qui effectuent des livraisons de biens autres que celles résultant de la revente en l'état, à l'issue d'un semestre civil ;
 - les assujettis qui réalisent, pour plus de la moitié de leur chiffre d'affaires annuel, à la fois des opérations sur biens et services ouvrant droit à déduction et des opérations n'ouvrant pas droit à déduction, à l'issue d'un bimestre civil.
2. La même faculté est ouverte aux assujettis qui acquièrent des biens d'investissement ouvrant

droit à déduction pour une valeur supérieure à USD 80.000 toutes taxes comprises au cours du bimestre concerné.

3. Les assujettis agréés suivant les dispositions du code des investissements de chaque Etat membre peuvent obtenir, sur leur demande, le remboursement des crédits de Taxe sur la Valeur Ajoutée dont ils disposent à l'issue d'une période de déclaration telle que définie à l'article 58.

Article 57 :

1. Les Etats membres ont la faculté de subordonner le remboursement à la constatation d'un montant minimal de crédit qu'ils déterminent.
2. Ce montant ne doit toutefois pas excéder USD 2000.

Article 58 :

1. Les Etats membres sont tenus de fixer les règles applicables au remboursement de la TVA. Ils déterminent les modalités pratiques de présentation et d'instruction des demandes, celles liées aux opérations de contrôles préalables nécessaires, ainsi que celles relatives à l'exécution des remboursements.
2. Toutefois :
 - les délais d'instruction sont limités à trois mois s'agissant des demandes formulées à l'issue d'un semestre civil, et à deux mois s'agissant des demandes formulées à l'issue d'un bimestre ;
 - l'exécution du remboursement s'effectue dans un mois suivant celle de la décision.

Article 59 :

Les Etats membres ont la faculté de maintenir ou d'accorder aux assujettis des conditions de remboursement des crédits plus favorables que celles définies par les articles 56 à 58 ci-dessus.

Article 60 :

Le crédit de la TVA dont le remboursement a été demandé et pour lequel une décision n'a pas encore été rendue ne peut donner lieu à imputation ou à déduction.

**SECTION III :
LES PROCEDURES DE CONTRÔLE, DE
REDRESSEMENT DE CONTENTIEUX ET LES
REGLES DE PRESCRIPTION**

Article 61 :

Les dispositions fiscales spécifiques à chaque Etat membre en matière de contrôle, de procédure, de redressement, de contentieux et de prescription sont applicables à la TVA ;

**CHAPITRE :
DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Article 62 :

Compte tenu des différences constatées dans l'application du système de la TVA dans les Etats membres telle que préconisée par le Protocole A/P2/7/96 portant institution de la TVA dans les Etats membres de la CEDEAO et en vue d'assurer une application effective de la présente Directive par l'ensemble des Etats membres, une période transitoire est fixée à compter du 1er janvier 2010 pour une durée de trois (03) ans.

Article 63 :

1. Nonobstant les dispositions de l'article 3 de la présente Directive, les Etats membres peuvent, à titre transitoire, exclure du champ d'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée certains secteurs sensibles tels que l'agriculture et les transports.
2. Néanmoins, dans une telle hypothèse, les Etats membres concernés prévoient l'imposition des activités agricoles et de transport, lorsqu'elles sont effectuées par des entreprises ayant formulé une option pour leur assujettissement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.
3. Cette mesure transitoire n'est pas admise pour les Etats, qui appliquant déjà la Taxe sur la Valeur Ajoutée, prennent en compte ces secteurs dans leurs législations.

Article 64 :

Dans l'attente de la détermination des listes communes prévues aux paragraphes 4 et 5 de l'article 8 de la présente Directive, les Etats membres exonèrent les médicaments et produits pharmaceutiques, ainsi que leurs intrants, les intrants des produits d'agriculture, d'élevage et de pêche utilisés par les producteurs, en fonction des critères qu'ils déterminent.

Article 65 :

1. Pendant la période transitoire prévue à l'article 82 ci-dessus, les Etats membres pourraient être autorisés à adopter des exceptions, pour un certain nombre limité d'activités ou de marchandises, au présent acte additionnel pour des raisons liées à la protection d'un secteur industriel, à des engagements pris vis-à-vis de sociétés industrielles, à des pertes de ressources budgétaires, à des motifs d'intérêt social, à des engagements bilatéraux ou internationaux, voire de politique économique.
2. A cet effet, les Etats membres devront préciser, à la Commission, les exceptions qui ont un caractère transitoire et prennent fin à l'issue de la période transitoire, ainsi que les exceptions qu'ils voudraient voir prorogées au-delà de ladite période et pour le maintien desquels ils sollicitent une modification de certaines dispositions de la présente Directive.
3. Chaque demande d'exception devra être accompagnée d'un exposé du motif de la demande.
4. Au plus tard six mois avant la fin de la période transitoire, et ultérieurement en tant que de besoin, le Conseil des Ministres, sur la base d'un rapport de la Commission, réexaminera la situation en ce qui concerne les exonérations et les exceptions prévues par le présent acte additionnel et statuera à l'unanimité sur la suppression éventuelle de certaines ou de toutes ces exonérations et exceptions.

**CHAPITRE IX :
DISPOSITIONS FINALES**

Article 66 :

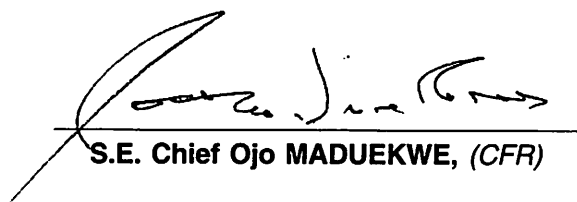
La présente Directive sera publiée par la Commission dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre, dans son Journal Officiel, dans les trente (30) jours, après que la Commission la lui notifiera.

Article 67 :

1. Les Etats membres adoptent les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente Directive au plus tard le 1er janvier 2013.

2. Lorsque les Etats membres adoptent les dispositions visées au paragraphe 1 du présent article, celles-ci contiennent une référence à la présente Directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle.
3. Les Etats membres communiquent à la Commission de la CEDEAO les mesures ou dispositions qu'ils adoptent pour se conformer à la présente Directive.
4. Les Etats membres de la Communauté notifient les difficultés de mise en œuvre de la présente Directive au Président de la Commission qui en fait rapport à la plus proche session du Conseil des Ministres, qui, à son tour, prend les mesures appropriées en vue d'assurer la mise en œuvre de la présente Directive.

**FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009
POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

DIRECTIVE C/DIR.2/06/09 PORTANT HARMONISATION DES LEGISLATIONS DES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO EN MATIERE DE DROITS D'ACCISES

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'article 3 dudit Traité énonçant les axes sur lesquels devra porter l'action de la Communauté, pour la réalisation de ses buts et objectifs ;

VU les articles 35, 37 et 40 respectivement sur la libéralisation des échanges commerciaux, le Tarif Extérieur Commun et sur les Droits fiscaux d'entrée et imposition intérieure ;

CONSIDERANT que l'harmonisation des législations fiscales des Etats membres est une nécessité pour répondre aux objectifs du Traité et notamment la réalisation d'un marché commun ;

CONSIDERANT que l'harmonisation des législations fiscales contribuera à réaliser la cohérence des systèmes internes de taxation, à assurer l'égalité de traitement des opérateurs économiques au sein de la Communauté et à améliorer le rendement des différents impôts ;

CONSCIENT de la nécessité de rapprocher les systèmes en vigueur dans les Etats membres hors UEMOA du système harmonisé de l'UEMGA, pour garantir la réalisation des objectifs précités ;

CONVAINCU qu'il est aussi dans l'intérêt de la Communauté de réaliser la convergence des systèmes des droits d'accises (taxes spécifiques) appliqués aux produits et de faciliter la circulation de ces produits entre les Etats membres ;

SOUCCIEUX à cet effet de limiter le nombre des produits passibles des droits d'accises et d'en fixer la liste ;

DESIREUX de mettre en place un cadre harmonisé des systèmes internes de taxation ;

SUR RECOMMANDATION de la réunion du Comité Technique Commerce, Douanes et Libre Circulation qui s'est tenue à Abuja du 18 au 22 avril 2009 ;

PRESCRIT :

CHAPITRE 1 : DEFINITION ET OBJET

SECTION I : Définitions

Article 1^{er} : Aux fins de la présente Directive, on entend par :

« **Traité** », le Traité révisé de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest signé à Cotonou le 24 juillet 1993 et tous ses amendements subséquents ;

« **Union ou UEMOA** », l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;

« **Communauté** », la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont la création a été réaffirmée par l'Article 2 du traité ;

« **Etat membre ou Etats membres** », l'Etat membre ou les Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

« **Conseil** », le Conseil des Ministres créé par l'article 10 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

« **Commission** », la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest créée par l'article 17 du Traité ;

« **Président de la Commission** », le Président de la Commission ou la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, prévu à l'article 19 du Traité ;

« **Administration fiscale** », la Structure, l'Institution ou l'Organisme chargé dans chaque Etat membre de la gestion administrative des droits d'accises.

SECTION II : OBJET

Article 2 :

La présente Directive a pour objet d'harmoniser les législations des Etats membres de la CEDEAO en matière de droits d'accises.

CHAPITRE II : CHAMP D'APPLICATION

Article 3 :

1. Les Etats membres soumettent aux droits d'accises les catégories de produits suivantes :
 - a) les boissons alcoolisées
 - b) les boissons non alcoolisées à l'exclusion de l'eau ;
 - c) les tabacs et cigarettes

2. Les Etats membres ont la faculté de soumettre également aux droits d'accises au maximum huit (08) produits sélectionnés parmi ceux figurant sur la liste communautaire définie à l'article 4 ci-dessous.

Article 4 :

Outre les produits cités à l'article 3 ci-dessus, la liste communautaire des produits susceptibles d'être soumis aux droits d'accises comprend :

- a) le café ;
- b) la cola ;
- c) les farines de blé ;
- d) les huiles et corps gras alimentaires ;
- e) les produits de parfumerie et cosmétiques ;
- f) le thé ;
- g) les armes et munitions ;
- h) les pierres et métaux précieux ;
- i) les véhicules automobiles neufs ;
- j) les véhicules automobiles d'occasion ;
- k) les caviars ;
- l) les cuirs et peaux ;
- m) les bateaux de récréation et de plaisance ;
- n) les œuvres d'art ;
- o) les sachets en matières plastiques ;
- p) les marbres ;
- q) le monosodium de glutamate.

Article 5 :

Les droits d'accises s'appliquent aux produits fabriqués localement et aux produits importés, lors de leur première vente ou de leur mise à la consommation.

A l'exception des droits applicables aux produits pétroliers dont l'harmonisation fera l'objet d'une disposition ultérieure, les droits d'accises sont fixés suivant les conditions et modalités définies par chaque Etat membre, sous réserve du respect des dispositions des articles 7 et suivants de la présente Directive.

CHAPITRE III :

FAIT GENERATEUR ET EXIGIBILITE

SECTION I : FAIT GENERATEUR

Article 7 :

1. Le fait générateur des droits d'accises est

constitué par la livraison des biens et marchandises s'agissant des ventes ou par l'introduction des biens et marchandises sur le territoire douanier, pour la mise à la consommation en ce qui concerne les importations ;

2. Par exception à ce qui précède, le fait générateur est constitué par la première utilisation s'agissant des produits fabriqués localement,

SECTION II : EXIGIBILITÉ

Article 8 :

1. L'exigibilité des droits d'accises est constituée par le droit dont disposent les Autorités compétentes de chaque Etat membre d'exiger du redevable, à une date donnée, le paiement de la taxe.
2. Les droits d'accises sont exigibles dans les conditions à fixer par chaque Etat membre.
3. L'exigibilité intervient, pour les produits fabriqués localement, lors de la réalisation du fait générateur et, pour les importations, au moment de l'enregistrement de la déclaration de mise à la consommation des biens.

CHAPITRE IV : BASE ET TAUX D'IMPOSITION

SECTION 1 : BASE D'IMPOSITION

Article 9 :

La base d'imposition des droits d'accises est constituée :

- a) à l'importation par la valeur en douane majorée des droits et taxes perçus à l'entrée, à l'exception de la TVA ;
- b) pour les produits fabriqués localement, par le prix de vente ex usine ou lieu de production à l'exclusion de la TVA.

SECTION II : TAUX D'IMPOSITION

Article 10 :

1. Le taux applicable au titre des droits d'accises est arrêté librement par chaque Etat membre dans une fourchette allant de 1 à 150% et conforme aux taux minima et maxima arrêtés par catégorie de produits tels qu'énumérés à l'article 11 ci après.
2. Le taux d'imposition retenu par les Etats membres est identique pour les produits concernés, que ceux-ci soient fabriqués localement ou importés.

Article 11 :

Les limites communautaires pour la détermination des taux d'imposition applicables aux produits sont fixées comme suit :

Produits imposables	Taux minimal	Taux maximal
1. Boissons :	1%	10%
• Boissons non alcoolisées à l'exclusion de l'eau		
• Boissons alcoolisées	10%	45%
2. Tabacs et cigarettes	15%	100%
3. Café	1%	30%
4. Cola	5%	30%
5. Farines de blé	1 %	20%
6. Huiles et corps gras	1 %	15%
7. Thé	1 %	30%
8. Armes et munitions	20%	50%
9. Produits de parfumerie et cosmétiques	5%	40%

Produits imposables	Taux minimal	Taux maximal
10. Pierres et métaux précieux	3%	50%
11. Véhicules automobile d'occasion	5%	150%
12. Véhicules automobile neufs	1%	25%
13. Caviars	1%	10%
14. cuirs et peaux	1%	10%
15. bateaux de récréation et de plaisance	1%	10%
16. Œuvres d'art	1%	10%
17. Sachets en matière plastique	1%	10%
18. Marbres	5%	15%
19. le monosodium de glutamate	5%	30%

CHAPITRE V : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

SECTION I : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 12 :

1. En vue d'assurer une application effective de la présente Directive par l'ensemble des Etats membres, une période transitoire est fixée à compter du 1^{er} janvier 2010 pour une durée de trois (03) ans.
2. Au cours de cette période, seront réglées les situations relatives à l'adoption d'un cadre harmonisé des produits en matière de droits d'accises.

SECTION II : DISPOSITIONS FINALES

Article 13 :

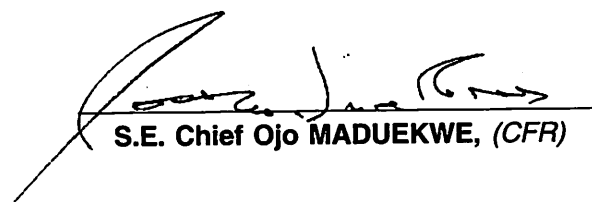
La présente Directive sera publiée par la Commission dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre, dans son Journal Officiel, dans les trente (30) jours, après que la Commission la lui notifiera.

Article 14 :

1. Les Etats membres adoptent les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente Directive au plus tard le 1^{er} Janvier 2013.

2. Lorsque les Etats membres adoptent les dispositions visées au paragraphe 1 du présent article, celles-ci contiennent une référence à la présente Directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle.
3. Les Etats membres communiquent à la Commission de la CEDEAO les mesures ou dispositions qu'ils adoptent pour se conformer à la présente Directive.
4. Les Etats membres de la Communauté notifient les difficultés de mise en œuvre de la présente Directive au Président de la Commission qui en fait rapport à la plus proche session du Conseil des Ministres, qui, à son tour, prend les mesures appropriées en vue d'assurer la mise en œuvre de la présente Directive.

**FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009
POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**


S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

DIRECTIVE C/DIR3/05/09 SUR L'HARMONISATION DES PRINCIPES DIRECTEURS ET DES POLITIQUES DANS LE SECTEUR MINIER

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU le Protocole A/P.1/7/91 du 6 juillet 1991 relatif à la Cour de Justice de la Communauté ;

VU le Protocole additionnel A/P.1/5/79 du 29 mai 1979 relatif à la libre circulation des personnes et des biens ;

VU l'Article 31 dudit Traité relatif aux ressources naturelles qui prescrit la nécessité d'harmoniser et de coordonner les politiques et programmes des États Membres ;

VU la nécessité d'améliorer la justice économique et sociale au sein des communautés, dans le cadre du processus de décision relatif à l'exploitation des ressources naturelles, en tant qu'élément de la politique efficace de prévention des conflits, tel que stipulé dans le cadre stratégique de prévention des conflits de la CEDEAO adopté en novembre 2007 ;

VU l'Article 21 de la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ;

RAPPELANT le Protocole additionnel A/SP1/12/01 du 21 décembre 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance qui prescrit les principes de bonne gouvernance politique, économique et sociale ;

RECONNAISSANT que la responsabilité de promouvoir et de protéger les droits de l'homme incombe principalement aux gouvernements, les investisseurs et autres entreprises commerciales dans le secteur minier de l'Afrique de l'Ouest ;

CONSCIENT de l'Initiative « Global Compact » des Nations Unies qui demande aux chefs d'entreprise 'd'adopter et de mettre en œuvre' les neuf principes fondamentaux relatifs aux droits de l'homme, y compris les droits dans le domaine du travail et de l'environnement et la Déclaration de l'OIT sur les principes fondamentaux et les droits des travailleurs;

RECONNAISSANT l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance des droits de l'homme, y compris

le droit au développement tel que reconnu dans le Pacte International des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels qui permettent à chaque individu de participer, de contribuer et de jouir du développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits humains et les libertés fondamentales peuvent entièrement se réaliser ;

CONSCIENT du fait que l'exploitation minière affecte les systèmes écologiques et ne se limite pas à l'environnement immédiat du site minier et que dans les zones qui entourent les sites miniers, les communautés subissent des impacts d'ordre environnemental, social et économique ; que certaines « communautés d'intérêt », incluant les populations locales, l'artisanat minier, les travailleurs employés dans les mines et des gens vivant au sein des communautés sont marginalisés ;

RECONNAISSANT la nécessité de développer des critères largement acceptés, sur lesquels les gouvernements, les communautés, l'industrie et les autres parties prenantes peuvent évaluer la performance environnementale et l'acceptabilité des opérations minières, et utiliser ces critères pour élaborer des normes appropriées devant conditionner les autorisations nécessaires à la mise en valeur des substances minérales ;

RECONNAISSANT la nécessité de protéger et de maintenir la stabilité macroéconomique des États membres en ce qui concerne les revenus générés ou provenant de l'exploitation minière ainsi que de créer un environnement économique propice pouvant attirer les investisseurs dans l'industrie minière et de maintenir un équilibre entre les intérêts des États membres et ceux des investisseurs ;

CONSCIENT que l'exploitation minière et la transformation sur place en produits finis sont essentielles pour le développement socio-économique des États membres, que les avantages obtenus de ces activités doivent être partagés et sauvegardés pour les générations présentes et futures ;

RECONNAISSANT que les gouvernements des États membres doivent jouer un rôle de premier plan dans la création d'un milieu où les politiques et la réglementation favorisent la contribution de l'exploitation minière au développement durable ;

RECONNAISSANT l'importante contribution de la Société Civile, des Médias et des différentes parties prenantes dans la protection et la promotion des

droits de l'homme et du droit des communautés minières locales à une participation citoyenne à leur développement ;

CONVAINCU de la nécessité de développer dans l'espace CEDEAO une politique minière commune qui tienne compte d'autres initiatives internationales, régionales et sous-régionales, telles que l'adoption par les États Membres de l'UEMOA d'une politique minière commune et du Code Minier Communautaire de l'UEMOA ;

APRÈS AVIS du Parlement de la Communauté ;

PRESCRIT :

CHAPITRE I : DÉFINITIONS ET OBJECTIFS

ARTICLE 1^{ER} : Définitions

Aux fins de la présente Directive, on entend par :

'Activités géologiques' : les études scientifiques de surface pour identifier en autres, soit directement ou indirectement, des ressources minérales.

'Agence publique' : organe ou institution mise en place par un Etat membre avec un mandat spécifique y compris les organes parapublics.

'Exploitation minière' : l'ensemble des travaux préparatoires, d'extraction, de transport, d'analyse et de traitement effectués sur un gisement donné pour transformer les substances minérales en produits commercialisables et/ou utilisables.

'Exploitation minière artisanale à petites échelles' ; toute exploitation dont les activités consistent à extraire et concentrer des substances minérales et à récupérer les produits marchands en utilisant des méthodes et procédés manuels et traditionnels.

'Exploitation minière à petite échelle ou Petite mine' : les opérations minières sur une surface de terre répondant à des critères de taille, de production, de zone, d'investissement en capital, de délimitation de la profondeur des opérations, d'équipement autorisé et/ou de participation locale déterminés par la législation dans les États Membres.

'Localisation' : un programme de formation y compris la passation de marchés sur le plan local, le transfert de technologie et le développement de l'entrepreneuriat local en vue du remplacement éventuel du personnel expatrié par du personnel ressortissant des États membres.

'Organisation de la Société Civile' : toute organisation ou groupe organisé non gouvernemental.

'Opérations minières' : la reconnaissance, la prospection, l'exploitation minière ou toutes activités s'y rattachant, y compris la remise en état des mines et le suivi de l'après mine.

'Plan d'eau ou Ressources en eau' : tous les cours d'eau de surface, les rivières, les ruisseaux, un marécage, un lac naturel et les eaux souterraines.

'Prospection' : l'ensemble des investigations systématiques et itinérantes de surface par des méthodes géologiques, géophysiques ou autres en vue de déceler des indices ou des concentrations de substances minérales utiles,

'Reconnaissance' : la recherche des indices minéraux au moyen d'études géophysique, géochimiques et photo géologiques ou autres techniques de télédétection et d'étude géologique de surface à cet effet, y compris la collecte des données environnementales nécessaires.

'Substance minérale' : une substance liquide ou solide qui apparaît naturellement dans le sous-sol, ou à la surface du sol, à la surface ou en dessous des fonds marins, formée par ou soumise à des transformations géologiques, comprenant notamment mais pas exclusivement les minéraux industriels et le pétrole.

'Titre Minier' : une ou plusieurs autorisations administratives en matière de prospection, de recherche ou d'exploitation de substances minérales accordées conformées à la réglementation minière applicable.

ARTICLE 2 : Objectifs

Les objectifs de la présente Directive sont :

1. Assurer l'harmonisation des principes directeurs et des politiques dans le secteur minier des États membres basés sur des normes standard de haut niveau de responsabilité pour les compagnies minières et les gouvernements afin de promouvoir les droits de l'homme, la transparence et l'équité sociale et de garantir la protection des communautés locales et de l'environnement dans les zones minières de la sous-région ;
2. Créer un environnement minier favorable au développement macroéconomique durable et

qui assure un équilibre entre la nécessité de mettre en place des mesures incitatives pour attirer les investisseurs et celle de protéger la base du revenu et les ressources des États membres ;

3. Améliorer la transparence dans le processus de formulation et de mise en œuvre de la politique minière dans la sous-région, promouvoir la participation et renforcer les capacités des communautés minières ;
4. Doter les États membres d'une politique minière et d'un cadre juridique harmonisés ;
5. S'assurer que l'harmonisation prend en compte les différents niveaux auxquels chaque État membre se trouve dans le secteur minier et la manière dont les politiques et les différentes stratégies pourraient être conduites pour satisfaire les besoins spécifiques de chaque État membre.

CHAPITRE II : LES SUBSTANCES MINÉRALES EN TANT QUE RESSOURCES DE L'ÉTAT

ARTICLE 3 : Propriété des ressources minérales

1. Toute substance minérale à l'état naturel, dans le sol, le sous sol ou à la surface du sol d'un État membre, dans les rivières, les ruisseaux, les cours d'eau dans toute la sous-région, dans les zones économiques exclusives, les eaux territoriales ou les plateaux continentaux, est la propriété de l'État membre.
2. Les détenteurs de droits ou de titres miniers acquièrent la propriété des substances minérales qu'ils extraient, conformément aux dispositions légales et contractuelles en vigueur.
3. Les ressources minérales sont la propriété de l'État et sont gérées au profit de la population de l'État membre. Les États membres ont l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires, comprenant notamment mais pas exclusivement l'adoption de règles juridiques et administratives appropriées pour protéger leurs ressources.

Article 4 : Occupation ou acquisition des terrains pour l'exploitation minière.

1. L'occupation ou l'acquisition d'un terrain nécessaire à la mise en valeur d'une ressource

minérale doit être conforme aux lois en vigueur dans l'État membre.

2. Une compensation appropriée et rapide doit être versée au propriétaire ou occupant légitime de tout terrain acquis pour la mise en valeur d'une ressource minérale.
3. Pour le calcul de toute compensation en vue de l'acquisition de terrain pour la mise en valeur d'une ressource minérale il doit être tenu compte des pertes subies par l'utilisateur du terrain, des désagréments causés au propriétaire terrien et à l'occupant dûment évalués, des pertes et des dégâts causés aux biens immeubles et à leurs dépendances, du manque à gagner, y compris les éventuelles pertes de revenu agricole et autres pertes raisonnablement prouvées, en versant une indemnité compensatrice conformément aux meilleures pratiques internationales en vigueur dans ce domaine.
4. Les États membres doivent classer certains terrains 'zones interdites' aux activités d'exploitation minière, si ces zones comportent des risques particuliers pour la préservation de la sécurité y compris dans les zones à forte sensibilité environnementale, sociale et culturelle.

ARTICLE 5 : Acquisition de droits et titres miniers

1. Nonobstant la détention d'un titre ou d'un droit sur le terrain sur lequel les substances minérales sont situées, toute activité de recherche, de reconnaissance, de prospection, d'exploration, d'exploitation minière ou toute activité similaire ne peut être entreprise qu'après l'octroi d'un droit ou titre minier valide par une autorité compétente.
2. Le processus décisionnel conduisant à l'octroi et au retrait des droits miniers doit s'effectuer dans la transparence.
3. Nonobstant l'alinéa (1) du présent article, les agences publiques des États membres ne doivent pas être empêchées de mener des activités géologiques conformément aux lois en vigueur dans les zones où un droit ou titre minier a été acquis.
4. Les qualifications pour l'acquisition d'un droit ou titre minier dans les États membres doivent être en conformité avec les meilleures pratiques

internationales dans le domaine de l'industrie minière et doivent notamment, inclure le respect de l'environnement, prendre en compte l'intérêt national de l'Etat membre, le respect des droits des communautés minières, le respect des obligations en matière d'emploi local et d'approvisionnement en biens et services.

5. L'autorité compétente d'un Etat membre peut révoquer un droit ou titre minier octroyé, elle est convaincue, après inspection et audit, que son détenteur a enfreint l'une des dispositions de la présente Directive ou une loi de l'Etat membre et qu'il a été reconnu coupable de délit de contrebande, de vente ou transaction illicite portant sur des substances minérales.

CHAPITRE III : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 6 : Obligations relatives à la protection de l'environnement

1. Avant d'entreprendre toute activité minière, un détenteur de droit ou titre minier doit obtenir les permis et approbations nécessaires auprès des autorités compétentes de l'Etat membre chargées de la protection des forêts, de l'environnement, des autres ressources naturelles, les ressources en eau, et de la santé publique dans le cadre de ses activités minières.
2. Les Etats membres adoptent des lois appropriées (là où il n'en existe pas) pour mettre en place des mécanismes de plaintes et des audits pour le respect des obligations résultant de la présente Directive relatives à la protection de l'environnement.
3. Les investisseurs miniers mènent leurs activités conformément aux lois et règlements nationaux, aux pratiques administratives et aux politiques relatives à la préservation de l'environnement des Etats membres dans lesquels ils opèrent et se conformer aux accords internationaux s'y rapportant, aux principes, objectifs et normes standards relatifs à l'environnement, l'hygiène, la santé publique et la sécurité et en général mener leurs activités de façon à contribuer à l'objectif global de développement durable.
4. Avant le début des opérations, les détenteurs des droits ou titres miniers doivent élaborer

pour mise en œuvre des plans de réhabilitation et de fermeture des sites miniers ainsi que des plans pour l'après mine. Ces plans sont soumis à l'autorité compétente pour approbation. Cette estimation est soumise à des revues périodiques.

5. Des audits périodiques de l'environnement seront menés pour s'assurer de la performance environnementale des opérations minières et de l'efficacité des organismes chargés de la réglementation des mines.
6. Les Etats membres veillent à ce que les détenteurs des droits ou titres miniers prennent les mesures pour empêcher et gérer le déversement de cyanure, de mercure et autres substances similaires, de substances nocives à la santé humaine et à l'environnement, ainsi que les autres risques liés aux activités minières.
7. Les Etats membres doivent mettre en place un fonds pour la réhabilitation environnementale.

CHAPITRE IV : PROTECTION DE L'INTÉRÊT NATIONAL

ARTICLE 7 : Accord de Stabilité

1. Dans le cadre de l'octroi d'un droit ou titre minier, l'autorité compétente de l'Etat membre peut conclure un accord de stabilité dans le cadre de négociations avec un investisseur minier.
2. L'Accord de stabilité reflète l'intérêt national de l'Etat membre et celui de l'Investisseur.
3. les négociations poursuivies dans le cadre de la conclusion dudit Accord traiteront des questions relatives aux effets négatifs des changements intervenus dans la loi en vigueur, le montant et le paiement des royalties, taxes et droits sur l'importation d'intrants.
4. L'Accord de stabilité est soumis à la ratification par le parlement national ou tout organe compétent de l'Etat membre.

ARTICLE 8 : Régime fiscal

1. Les Etats membres adopteront des lois appropriées pour optimiser et protéger les recettes dues qui leur reviennent au titre des activités minières.

2. Les exonérations des droits de douane à l'importation en ce qui concerne les installations industrielles, les machines, les équipements et accessoires importés spécialement et exclusivement pour les opérations minières seront subordonnées au respect par le titulaire du droit ou titre minier de ses obligations sociales et environnementale et autres obligations à l'égard des communautés minières, conformément aux lois et usages en vigueur dans l'Etat membre.
 3. Le personnel d'un titulaire de droit ou titre minier paie les impôts et taxes sur tous ses revenus au même taux que celui des ressortissants de l'Etat membre, sauf lorsqu'il existe un accord relatif à la double taxation entre l'Etat membre et l'Etat d'origine dudit titulaire qui prévoit le contraire.
 4. Les transferts de fonds du personnel à des fins personnelles sont imposables conformément à la législation en vigueur sauf s'il existe une convention de double taxation entre l'Etat d'origine et l'Etat de résidence dudit personnel.
 5. Les États membres sont tenus de mettre en place un système qui assure une répartition plus équitable des revenus générés par l'activité minière et d'assurer la distribution effective et le transfert aux communautés locales d'une partie de ces revenus miniers, tel que prévu dans les lois et usages de l'Etat membre et d'encourager le renforcement de leurs capacités. Les États membres procéderont à la révision et à l'harmonisation de leur régime fiscal, ainsi qu'à leur actualisation tous les trois ans.
- (a) l'achat de pièces détachées, de matières premières, de consommables, de machines et d'équipements ;
 - (b) le service de la dette et le paiement de dividendes ;
 - (c) le paiement du personnel expatrié.
 - (d) le transfert de capitaux en cas de vente ou de liquidation des opérations minières.
3. Le libre transfert annuel de devises convertibles à un taux convenu mutuellement avec les États membres est garanti au titulaire du droit ou titre minier.
 4. Tout transfert de devises convertibles par un titulaire de droit ou titre minier stipulé dans le présent article s'effectue conformément au régime de change approprié des États membres. Les États membres prendront des mesures pour empêcher la fuite de capitaux ou dans le cas flagrant de l'utilisation à cette fin par un détenteur de devises étrangères d'un compte ouvert conformément à l'alinéa (1) du présent article.

ARTICLE 9 : Transfert de Capitaux

1. Le titulaire d'un droit ou titre minier qui tire des opérations minières des gains en devises étrangères peut être autorisé par l'autorité compétente d'un Etat membre à conserver une partie de ces devises étrangères dans un compte ouvert dans ledit Etat, destinées à l'achat de pièces et d'autres intrants nécessaires à l'exploitation minière, à condition de fournir des preuves selon lesquelles ces fonds ne sont pas facilement disponibles sans procéder à l'ouverture d'un tel compte.
2. Toute devise étrangère gagnée et pouvant être conservée sur un compte conformément au présent article doit être utilisée spécialement et exclusivement pour :

ARTICLE 10 : Participation de l'État aux opérations d'exploitation minière

1. Une autorité compétente d'un État membre peut par avis écrit demander à une société minière de lui octroyer une action spéciale, quel qu'en soit le nom donné par la société.
2. Les actions spéciales constituent une catégorie spéciale d'actions et les droits qui y sont attachés sont déterminés d'un commun accord entre l'autorité compétente de l'Etat membre et le titulaire du droit ou titre minier.
3. Un État membre peut également participer au capital des sociétés minières opérant sur son territoire dans des conditions fixées d'un commun accord.

ARTICLE 11: Politique de localisation des opérations minières

1. Dans le cadre d'une politique de localisation, un titulaire de droit ou titre minier exerçant sur le territoire d'un État membre, soumet aux autorités compétentes un programme détaillé, agréé par celles-ci pour le recrutement, le transfert de technologie et la formation du personnel local, auquel il doit se conformer.
2. Les États membres veillent à ce que la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)

minières, et les Programmes alternatifs de subsistance soumis au présent article fassent partie des conditions requises pour l'octroi d'un droit ou titre minier. Ces programmes doivent contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés minières et établis avec la participation active et le consentement des communautés locales.

3. Le non respect par un titulaire de droit ou titre minier des programmes mentionnés à l'alinéa (2) du présent article constitue une cause de révocation du droit ou titre minier.
4. Un titulaire de droit ou titre minier accorde dans toutes les phases de ses opérations, une préférence à l'emploi des citoyens des États membres, en particulier ceux des communautés les plus affectées en répondant dans toute la mesure du possible aux exigences de sécurité, d'efficacité et de rentabilité.
5. Dans le cadre de la réalisation des opérations minières, d'achat, de construction et d'installation des infrastructures, le titulaire de droit ou titre minier doit adopter une politique de passation de marchés accordant la préférence:
 - (a) Aux matériaux et aux produits d'un État membre ;
 - (b) Aux agences de prestations de services installées dans un État membre et appartenant à un citoyen (entreprise ou autre) dudit État membre et/ou aux entreprises publiques en se conformant dans toute la mesure du possible aux normes de sécurité, d'efficacité et de rentabilité en vigueur.
6. Les États membres prennent des mesures pour adopter des lois appropriées visant à octroyer aux citoyens des droits d'exploitation artisanale et de petite mine, et assurer une exploitation artisanale et de petite mine sûre, efficiente et durable du point de vue environnemental.
7. Les États membres adoptent des législations appropriées (s'il n'en existe pas) pour mettre en place une institution décentralisée pour les activités minières et pour harmoniser les lois relatives aux activités minières et le droit foncier, de l'environnement, le droit forestier et de l'eau.

CHAPITRE V : ACCES A L'INFORMATION

ARTICLE 12 : Obligation de conservation des archives

1. Un titulaire de droit ou titre minier conserve à une adresse dans l'État membre concerné, avec notification à l'autorité compétente de l'État, les documents et registres prescrits par la loi relative aux activités minières.
2. Un titulaire de droit ou titre minier est tenu de permettre à un agent habilité de l'État membre et ceci dans un délai raisonnable de contrôler les documents et registres et d'en garder copies.
3. Un titulaire de droit ou titre minier est tenu de fournir aux autorités compétentes d'un État membre annuellement ou, s'il est requis, périodiquement, des rapports sur ses opérations minières.
4. Les États membres adoptent et appliquent des lois et règlements qui sanctionnent pénalement les sociétés qui fournissent au public ou au gouvernement de fausses informations, des informations mensongères, incomplètes ou des informations délibérément déformées.

ARTICLE 13 : Transparence, Bonne gouvernance et accès du public aux informations

1. Les registres, documents et informations relatives à l'octroi d'un droit ou titre minier fournis en application de l'article 12 de la présente Directive doivent être considérés comme publics et partagés avec le public, conformément aux lois et règlements de l'État membre.
2. Les États membre de la CEDEAO qui ne disposent pas de loi sur la libre circulation des informations sont encouragés à en adopter pour promouvoir l'accès du public et des médias aux informations relatives à l'exploitation minière.
3. Les États membres prennent des mesures pour que les principes de bonne gouvernance tels qu'indiqués dans le Protocole additionnel de la CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance soient pleinement appliqués et pour combattre le trafic illicite portant sur les ressources et les activités minières.

4. Les États s'engagent à promouvoir la transparence des informations relatives aux revenus miniers, en particulier, en encourageant la souscription à l'Initiative sur la Transparence dans les Industries extractives (I.T.I.E.) et en l'appuyant.
5. Les États membres sont encouragés à adopter (là où il n'en existe pas) une législation sur la liberté d'information.
6. Nonobstant toutes dispositions contraires contenues dans le présent article, les registres, documents et informations fournis ou obtenus sur les activités minières sont diffusés si une autorité compétente d'un État membre, estime que cette diffusion est d'intérêt public.
7. Aucune donnée n'est considérée comme confidentielle si elle est relative à la dégradation ou à la supposée dégradation de la santé humaine, de l'environnement ou à la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 14 : Investigations et audits

1. Les États membres veillent au bon fonctionnement des activités minières. A cet effet, ils prennent toutes les mesures jugées nécessaires, notamment pour nommer une ou plusieurs personnes compétentes pour mener des investigations, effectuer un audit et rendre compte sur l'activité et/ou la propriété de la compagnie minière.
2. Toute personne ou entité travaillant avec ou pour la compagnie faisant l'objet d'une enquête conformément au présent article ou toute personne en rapport avec l'objet de l'enquête ou de l'audit coopère avec l'enquêteur ou l'auditeur.
3. Les procédures requises pour la levée de l'obligation au secret professionnel seront respectées.

CHAPITRE VI : OBLIGATIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME ET ACTIVITES MINIERES

ARTICLE 15 : Obligations relatives aux droits de l'homme

1. Les États membres, les titulaires de droits ou titres miniers et autres entités commerciales impliqués dans l'exploitation minière ont l'impérieux devoir de garantir le respect et de promouvoir les droits de l'homme reconnus sur le plan international y compris les droits des

femmes, des enfants et des travailleurs en matière d'activités minières.

2. Les États membres et les titulaires de droit et titre miniers garantissent les droits des communautés locales. Lorsqu'il n'existe aucune disposition relative aux droits de l'homme susvisés, les États membres adopteront une loi appropriée.
3. Les États membres ont l'obligation de prendre les dispositions nécessaires pour la réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels relatifs aux activités minières et pour renforcer le pouvoir des femmes.
4. Les compagnies minières veillent au respect strict des lois des États membres en matière d'interdiction du port et de l'usage des armes.
5. Les compagnies opérant dans les zones de conflit sont tenues de respecter tous les principaux accords internationaux relatifs aux droits de l'homme et au droit humanitaire international.

ARTICLE 16 : Développement durable et intérêts des communautés locales

1. Les titulaires de droits et titres miniers opérant dans des États membres conduisent leurs activités minières de façon à respecter le droit des populations à participer et contribuer au développement et à leur permettre de jouir du développement économique, social, culturel et politique durable.
2. Les titulaires de droit et titre miniers intervenant dans des États membres sont astreints au respect des droits des communautés locales. En particulier ils sont tenus de respecter les droits des populations et des communautés locales de posséder, d'occuper, de développer, de contrôler, de protéger et d'utiliser leurs terres, les autres ressources naturelles et leurs droits de propriété culturelle et intellectuelle.
3. Les sociétés minières doivent obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des communautés locales avant le démarrage de l'exploration et avant le début de chaque phase successive de l'exploitation minière ainsi que des opérations après-mine.
4. Tout au long du cycle de l'exploitation minière, les titulaires de droit et titres miniers sont tenus de continuer des consultations et des négociations permanentes sur les importantes décisions affectant les communautés locales.

5. Les États membres, les titulaires de droits et titres miniers et les Organisations de la Société Civile dans le domaine des activités minières établissent des cadres de concertation comprenant tous les acteurs impliqués dans les activités minières, en vue d'assurer leur collaboration fructueuse et leur cohabitation pacifique durant la période d'exploitation minière, et de préparer activement les possibilités de conversion de l'après mine.
6. Les États membres coopèrent avec les parties prenantes dans le processus de prise de décision concernant les activités minières.
7. Les États membres créent un Fonds de développement socioéconomique auquel les titulaires de droit et titres miniers et autres parties prenantes ont l'obligation de contribuer pour le développement des activités de conversion de l'après mine dans les communautés locales affectées.

CHAPITRE VII REGLEMENT DES DIFFERENDS

ARTICLE 17 : Procédure de traitement des plaintes

1. Toutes questions relatives à la violation de la présente Directive sont portées à la connaissance des États membres pour résolution. Dans le cas où ces questions n'ont pu être résolues, elles sont portées à la connaissance du Président de la Commission de la CEDEAO qui soumet les plaintes à la Cour de Justice de la CEDEAO conformément à ses Protocoles.
2. Conformément au présent article, la procédure d'examen des plaintes n'empêche pas un État, un individu ou une partie prenante de porter l'affaire devant la Cour de Justice de la CEDEAO ou d'invoquer la procédure d'arbitrage ou la compétence de toute autre juridiction internationale telle que la Cour Africaine de Justice ou la Cour Africaine des Droits de l'Homme.

ARTICLE 18 : Procédures de règlements des différends

1. Les États membres doivent doter les communautés locales engagées dans des négociations et le règlement de différends minières avec les titulaires de droit ou titre minières des capacités nécessaires à cet effet.
2. Tout différend qui naît au sujet de l'interprétation et/ou de la mise en oeuvre de

la présente Directive doit être réglé par le biais de la négociation, de l'arbitrage ou d'autres mécanismes alternatifs de règlement des différends, nonobstant les dispositions de l'Article 17 ci-dessus.

3. Si les parties ne parviennent pas à un accord tel qu'il est stipulé à l'alinéa (2) du présent article, l'affaire est portée devant la Cour de justice de la CEDEAO.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET MISES EN OEUVRE

ARTICLE 19 : Les Etats Membres

1. Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente Directive, les États Parties qui ne l'ont pas encore fait, institueront par voie législative et réglementaire une autorité compétente pour la réglementation des activités minières.
2. Les États Membres établiront les lignes budgétaires annuelles pour les dépenses relatives à la mise en œuvre de la présente Directive.
3. Les États Membres développent des Plans d'action nationaux pour la mise en œuvre des obligations résultant de la présente Directive et soumettent au Président de la Commission de la CEDEAO un rapport annuel sur sa mise en œuvre et sur les réussites et les échecs du secteur minier. Ce rapport devrait être publié par le Président dès sa réception.
4. Les États Membres mettent à la disposition du Président de la Commission de la CEDEAO leurs expériences sur les meilleures pratiques en matière de réglementation du secteur minier afin de l'aider à assumer les responsabilités contenues dans la présente Directive

ARTICLE 20 : Le Président de la Commission de la CEDEAO

1. La CEDEAO veille à harmoniser les guides et manuels du secteur minier afin de guider les opérations ou commissions du secteur minier des Etats parties.
2. Le Président de la Commission de la CEDEAO est chargé de soutenir et de superviser l'application des dispositions de la présente Directive. À cette fin, il :
 - a) Prend toutes les dispositions appropriées pour mobiliser les ressources

nécessaires à la mise en œuvre de la présente Directive ;

- b) Assure aux États membres l'appui financier et technique nécessaire à la réalisation de leurs activités ;
- c) Soumet au Conseil des Ministres un rapport annuel sur l'état de mise en œuvre de la présente Directive.

ARTICLE 21 : Coopération intra et inter étatique

Les États membres s'engagent à promouvoir la coopération inter et intra étatique dans la mise en œuvre de la présente Directive. À cet effet :

- a) Le Président de la Commission de la CEDEAO prépare les procédures de coopération inter étatique entre les commissions minières nationales et les autres acteurs impliqués dans l'industrie minière.
- b) Le Président de la Commission de la CEDEAO favorise et recherche l'assistance nécessaire pour la formation des agents des commissions minières nationales et agences intervenant dans le secteur minier en vue de promouvoir la coopération inter étatique.
- c) Le Président de la Commission de la CEDEAO favorise et recherche l'assistance nécessaire pour la formation et pour obtenir l'expertise technique interne, entre les États membres et pour chaque état membre.

ARTICLE 22 : Mise en œuvre

- 1. Les États membres prennent toutes les dispositions nécessaires pour se conformer à la présente Directive au plus tard le 1 juillet 2014.
- 2. Lorsque les États membres adoptent la présente Directive, les textes doivent contenir une référence à la présente Directive, ou doivent l'avoir en annexe lors de leur publication officielle.
- 3. Les États membres notifient à la Commission de la CEDEAO les mesures ou dispositions adoptées afin de se conformer aux dispositions de la présente Directive.
- 4. Le Président de la Commission de la CEDEAO nomme un Comité ad'hoc pour suivre l'application de la présente Directive par les États membres.

ARTICLE 23 : Difficultés dans la mise en oeuvre

- 1. Les États membres notifient au Président de la Commission de la CEDEAO les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la présente Directive,
- 2. Le Président de la Commission de la CEDEAO rend ensuite compte à la session suivante du Conseil des Ministres.

CHAPITRE IX : DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

ARTICLE 24 : Dispositions générales

- 1. Les engagements découlant des dispositions de la présente Directive ne sont pas interprétés comme étant contraires à l'esprit et à la lettre des Conventions ou Accords liant un État membre à un État tiers, dès lors que ces Conventions et Accords ne sont pas contraires à l'esprit et à la lettre de la présente Directive.
- 2. Dans l'interprétation ou la mise en œuvre de la présente Directive, il peut être fait recours aux différents principes et conventions internationaux en matière de réglementation des entreprises commerciales.

ARTICLE 25 : Publication

- 1. Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres.
- 2. Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.

ARTICLE 26 : Entrée en vigueur

- 1. La présente Directive entre en vigueur après sa publication dans le Journal officiel de la Communauté.

FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009

**POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**


S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

DIRECTIVE A/DIR.4/05/09 PORTANT SOUTIEN A LA CANDIDATURE DE M. CHILE EBOE-OSUJI AU POSTE DE JUGE A LA COUR PENALE INTERNATIONALE (CPI)

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

CONSIDERANT la requête du Gouvernement Nigérian pour le soutien et le vote effectifs des Etats membres en faveur de la candidature de M. Chile EBOE-OSUJI au poste de Juge à la CPI.

CONSIDERANT le fait qu'il est ressortissant d'un des Etats membres de la CEDEAO et a occupé des postes de responsabilité tant au niveau national qu'au sein d'Organisations internationales où il a œuvré sans relâche pour la promotion des intérêts de la Région Afrique de l'Ouest et du Continent Africain dans son ensemble.

CONSIDERANT la nécessité de maintenir et d'accroître les chances des sous-régions africaines d'occuper des postes dans les Institutions internationales.

DETERMINE à oeuvrer de manière concertée dans le but de soutenir les candidatures des ressortissants de l'Afrique de l'Ouest auprès des Organisations internationales afin d'assurer que les intérêts ouest africains continuent d'être promus et protégés.

DESIREUX d'adopter une position commune pour un soutien et un vote effectifs en faveur de l'élection de M. Chile EBOE-OSUJI au poste de Juge à la CPI.

SUR RECOMMANDATION de la Commission de la COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ;

PRESCRIPT

Article 1 :

A tous les Etats membres de la CEDEAO :

- a) d'apporter leur soutien et leur vote effectifs en vue d'assurer l'élection de M. Chile EBOE-OSUJI au poste de Juge à la Cour Pénale Internationale (CPI) ;

- b) d'assurer que leurs Autorités compétentes prennent toutes les mesures nécessaires dans les Etats de la région et à l'extérieur de la région, pour la réalisation des objectifs visés par la présente Directive.

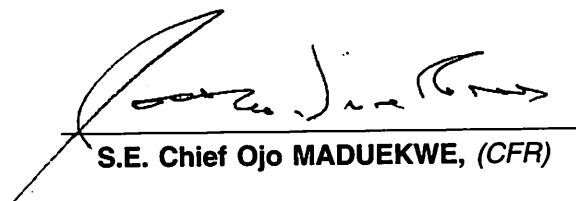
Article 2 :

Le Président de la Commission de la CEDEAO communiquera à la Commission de l'Union Africaine, la position de la CEDEAO contenue dans la présente Directive et prendra toutes les dispositions nécessaires à la réalisation des objectifs visés par la présente Directive.

Article 3 :

La présente Directive sera publiée dans le Journal Officiel de la Communauté par la Commission de la CEDEAO dans les trente (30) jours de la date de sa signature par le Président du Conseil des Ministres. Elle sera également publiée dans le Journal Officiel de chaque Etat membre dans les trente (30) jours de la date de sa notification par la Commission.

**FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009
POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

**RECOMMANDATION C/REC.1/05/09 PORTANT
AMENDEMENT DE LA DECISION A/DEC.17/01/06
DU 12 JANVIER 2006 PORTANT ADOPTION DU
TARIF EXTERIEUR COMMUN DE LA CEDEAO**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU les articles 35, 36 et 37 dudit Traité relatifs à la libéralisation des échanges commerciaux, aux droits de douane et à l'établissement d'un Tarif Extérieur Commun au sein de la Communauté dans la perspective de la création de l'Union Douanière de la Communauté ;

VU la Décision A/DEC.17/01/06 du 12 janvier 2006 portant adoption du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO ;

CONSIDERANT les Communiqués finaux des trente troisième et trente quatrième sessions de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement au terme desquels il a été recommandé d'adopter la catégorie 4 (5^e bande tarifaire) du Tarif Extérieur Commun de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;

CONSCIENTES de la nécessité de l'harmonisation des programmes de libéralisation des échanges de la CEDEAO et de l'UEMOA ;

REAFFIRMANT ainsi leur ferme engagement à réaliser l'Union Douanière entre les États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la perspective d'une intégration économique sans entraves ;

CONVAINCU que l'adoption d'une catégorie 4 (5^e bande tarifaire) permettra de mettre en place un Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO (TEC/CEDEAO) axé sur le développement ;

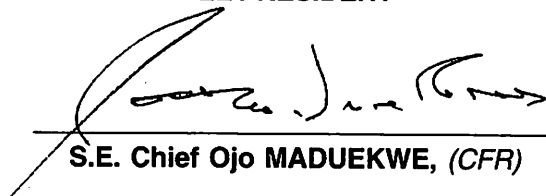
DESIREUX, en conséquence, de voir les États membres agir dans un esprit de solidarité et de coopération pour adopter un Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO ;

SUR PROPOSITION de la 5^{ème} réunion du Comité Conjoint CEDEAO-UEMOA de gestion du TEC de la CEDEAO tenue à Abuja du 18 au 21 novembre 2008 ;

APRÈS AVIS de la 50^{ème} réunion du Comité Technique Commerce, Douanes, et Libre Circulation tenue à Abuja du 15 au 18 avril 2009 ;

RECOMMANDE A LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETATS ET DE GOUVERNEMENT d'adopter l'Acte Additionnel ci-joint, portant **amendement de la Decision A/DEC.17/01/06 du 12 Janvier 2006 portant adoption du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO.**

**FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009
POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

**RECOMMANDATION C/REC.2/05/09 RELATIVE A
L'ADOPTION DE LA POLITIQUE DU TRAVAIL ET
DE L'EMPLOI POUR LA COMMUNAUTE
ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST ET DU PLAN D'ACTIONS STRATEGIQUE
QUINQUENNAL POUR SA MISE EN OEUVRE**

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU les Articles 3, 4, 5, 22, 23, 57, 59, 60, 61, 63 et 64 dudit Traité ;

CONSIDERANT l'importance du rôle que jouent le travail et l'emploi dans l'économie de l'Afrique de l'Ouest et leur impact sur les autres secteurs d'activité ;

CONSCIENT de la nécessité de relancer le développement de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et à cet effet, d'inverser les tendances/indices négatifs du développement tels que la pauvreté, le déclin des services de santé, le chômage, le déclin de l'éducation, les conflits et le manque de logements;

CONVAINCU qu'un partenariat solide entre les gouvernements, les syndicats, les organisations patronales, les organisations non-gouvernementales (ONG), les organisations de la société civile et les organisations intergouvernementales (OIG) est nécessaire au sein de la sous-région ;

CONSIDERANT la place centrale que le travail et l'emploi ainsi que les questions relatives à la sécurité sociale occupent dans le développement humain ;

RECONNAISSANT la nécessité de renforcer le dialogue social et le tripartisme dans le cadre du processus d'intégration de la CEDEAO ;

CONVAINCU que la politique du travail doit être axée sur les besoins des populations et que sa préparation, son élaboration et sa mise en oeuvre doivent se fonder sur un système intégré impliquant constamment les partenaires sociaux ;

CONSIDERANT que le travail doit être une source de dignité ;

RAPPELANT les obligations du droit international du travail qui incombent aux États membres de la CEDEAO du fait de leur appartenance à l'Organisation internationale du travail (OIT) ;

PLEINEMENT CONSCIENT des problèmes liés à la pauvreté, au chômage, à la migration et au déplacement forcé des personnes, à la traite des personnes, au travail des enfants, au manque de formation adaptée et de programmes de renforcement des capacités, aux disparités de revenus, à la médiocrité des mesures de sécurité et d'hygiène sur le lieu de travail ;

SOUCIEUX d'éclairer le grand public et de sensibiliser les citoyens de la Communauté sur la nécessité de combattre la xénophobie, et l'ethnicité, de promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance, la transparence et de redynamiser le secteur informel, en vue du développement durable des Etats Membres ;

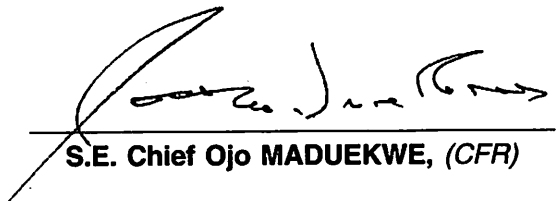
DESIREUX de faire adopter une politique régionale du travail et de l'emploi et un plan d'actions

stratégique quinquennal, dans le but de déterminer les programmes d'activités prioritaires dont la mise en œuvre coordonnée suivant un calendrier défini, devrait garantir le succès de ladite politique ;

SUR RECOMMANDATION de la deuxième réunion des Ministres chargés du travail et de l'emploi des Etats membre qui s'est tenue à Abidjan le 09 avril 2009 ;

RECOMMANDE A LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETATS ET DE GOUVERNEMENT, d'adopter la Politique du travail et de l'emploi pour la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et son plan d'actions stratégique quinquennal joints en annexe.

**FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009
POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

**TRENTE SIXIEME SESSION ORDINAIRE DE LA
CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE
GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ
ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST (CEDEAO)**

Abuja, 22 Juin 2009

COMMUNIQUE FINAL

1. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a tenu sa trente sixième session ordinaire à Abuja, République Fédérale du Nigeria, le 22 juin 2009 sous la Présidence de Son Excellence Umaru Musa YAR'ADUA Président, Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.

2. Etaient présents à cette session, les Chefs d'Etat et de Gouvernement suivants ou leurs représentants dûment accrédités :

- Son Excellence Dr Thomas Yayi BONI
Président de la République du Bénin ;
- Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE
Président du Burkina Faso ;
- Son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO
Président de la République de Côte d'Ivoire ;
- Son Excellence Prof. John Evans ATTA MILLS
Président de la République du Ghana ;
- Son Excellence Madame Ellen JOHNSON-SIRLEAF
Présidente de la République du Liberia ;
- Son Excellence Monsieur Amadou Toumani TOURE
Président de la République du Mali ;
- Son Excellence Monsieur Umaru Musa YAR'ADUA
Président, Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria ;

- Son Excellence Maître Abdoulaye WADE
Président de la République du Sénégal ;
- Son Excellence Monsieur Ernest Bai KOROMA
Président de la République de Sierra Léone ;
- Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE
Président de la République Togolaise ;
- Son Excellence Monsieur José Maria NEVES
Premier Ministre de la République du Cap Vert ;
- Son Excellence Aja Dr Isatou NJIE-SAIDY
Vice-Présidente de la République de Gambie ;
- Son Excellence Dr. Raimundo PEREIRA
Président de la République de Guinée Bissau ;
- Son Excellence Monsieur Seini OUMAROU
Premier Ministre de la République du Niger.

3. Son Excellence Monsieur Saïd DJINNIT, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest a également pris part à cette 36^{ème} session en qualité d'observateurs.

4. Au cours de leur sommet, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont réaffirmé leur engagement à l'approfondissement du processus d'intégration régionale à travers l'accélération des réformes et la conjugaison des efforts pour le développement économique et social de l'Afrique de l'ouest dans un environnement régional de paix, de sécurité et de bonne gouvernance démocratique.

5. A ce titre, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris acte du rapport intérimaire 2009 du Président de la Commission de la CEDEAO, du rapport de la 62^{ème} session ordinaire du Conseil des Ministres et du rapport de la 26^{ème} session du Conseil Ministériel de Médiation et de Sécurité.

6. Tout en félicitant la qualité de ces différents rapports et la pertinence des enjeux qui ont été soulevés, la Conférence a entériné les principales recommandations qui y ont été faites.

7. En particulier, le Sommet a procédé à l'examen approfondi des questions spécifiques suivantes:

Au titre de la Crise internationale et des performances économiques de l'Afrique de l'Ouest

8. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont reconnu la nécessité de l'approfondissement du processus d'intégration régionale pour juguler non seulement les effets pénalisants des crises mais aussi offrir une plus grande opportunité de croissance régionale.
9. La Conférence a encouragé la Commission de la CEDEAO à poursuivre ses efforts dans la définition d'une stratégie régionale et dans les réformes engagées pour assurer la mise en place des instruments de convergence macroéconomique et l'accélération de la création d'une zone monétaire unique de l'espace CEDEAO. Aussi a-t-elle particulièrement exhorté les Etats membre à renforcer les réformes structurelles et les mesures de stabilisation économique et financière.
10. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris note des conclusions du séminaire régional sur l'impact de la crise financière sur les économies de l'Afrique de l'ouest. La Conférence a, à cet effet, accueilli favorablement la mise en place d'un Comité de veille stratégique à l'effet de lui faire le point sur les implications sectorielles de la crise financière à sa prochaine session.

Au titre de l'Accord de Partenariat Economique (APE)

11. La Conférence s'est félicitée des progrès réalisés dans les négociations en matière de commerce de marchandises et de coopération au développement liée à l'APE. Elle a réitéré son engagement à la conclusion d'un Accord équitable, axé sur le développement puis souligné la nécessité de poursuivre les négociations dans une approche régionale.
12. Afin de permettre aux deux parties de bénéficier du régime commercial APE et de la mise en œuvre du programme de l'APE pour le Développement, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont instruit les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA d'accélérer le processus de négociation en vue de la signature, suivant le chronogramme arrêté,

d'un accord régional couvrant, dans une première phase, le commerce des marchandises et la coopération au développement liée à l'APE.

13. A ce titre, ils ont exhorté les négociateurs en chef à finaliser les discussions sur les questions encore en suspens, relatives notamment à l'amélioration de l'offre d'accès au marché porteur de développement. Aussi ont-ils exhorté l'Union Européenne et ses Etats membres à marquer un engagement ferme pour le financement du Programme de l'APE pour le Développement.

Au titre du Marché Commun

14. Les Chefs d'Etats et de Gouvernement ont entériné l'adoption de la 5^{ème} bande tarifaire à 35% au niveau du Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO. Pour assurer la consolidation du marché commun, la Conférence a encouragé la Commission à accélérer les réflexions sur la méthodologie régionale de détermination des produits de la cinquième bande et ses re-catégorisations. En particulier, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exhorté les Etats membres à observer l'application effective des protocoles de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et à mettre fin à toutes formes de tracasseries le long des corridors et aux frontières.
15. La Conférence a, en outre salué, les efforts consentis dans l'harmonisation de la fiscalité indirecte portant notamment sur la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et les droits d'accises dans l'espace CEDEAO.
16. La Conférence s'est, par ailleurs, félicitée de la mobilisation des Hommes d'Affaires de la région en vue de la constitution d'une véritable communauté d'opérateurs économiques exploitant les énormes potentialités régionales. Elle a noté, en particulier, leur forte participation aux différents foras d'investissement et à l'établissement de partenariats stratégiques d'affaires dont ceux avec leurs homologues de Chine et de l'Union Européenne. Elle les exhorte à poursuivre cette dynamique. Par ailleurs, la Conférence a entériné l'attribution de l'organisation simultanée en novembre 2010 du troisième forum des Affaires et de la sixième foire commerciale de la CEDEAO à la Côte d'Ivoire. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont invité les Hommes d'Affaires

à en faire un évènement majeur pour les entreprises et les entrepreneurs communautaires ainsi que les investisseurs internationaux.

recommandations susmentionnées, en rapport avec le Président de la République de Côte d'Ivoire.

Au titre des Programmes Energie et Transports

17. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont suivi l'exposé de Son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO, Président de la République de Côte d'Ivoire, sur l'état d'avancement de la mission que ses pairs lui ont confiée en leur 34^{ème} session ordinaire tenue le 23 juin 2008 à Abuja. La Conférence a pris acte des avancées significatives et a félicité Son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO pour les progrès réalisés dans la coordination des efforts de développement des Infrastructures de transport et l'amélioration des services dans la région et l'a encouragé à poursuivre ses efforts.
18. La Conférence a entériné l'idée de la création d'un Fonds de Développement et de Financement du secteur des transports et de l'énergie qui sera alimenté par un mécanisme de prélèvement effectué sur les recettes générées par les principaux produits de la région. A ce titre, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont instruit la Commission de travailler en étroite collaboration avec la BIDC et le PPDU à l'effet de présenter les modalités de mise en place de ce Fonds.
19. Dans l'objectif d'une meilleure desserte aérienne notamment, entre les capitales des Etats membres de la CEDEAO, les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont engagés à accélérer la mise en œuvre de la Décision de Yamoussoukro pour la libéralisation du transport aérien. A cet égard, la Conférence a demandé l'institutionnalisation d'une Réunion annuelle des Directeurs Généraux de l'Aviation civile et des Dirigeants des Compagnies aériennes de l'espace CEDEAO. Aussi a-t-elle invité les Autorités Aéronautiques à faire diligence pour la délivrance des certificats techniques nécessaires à l'exploitation des compagnies aériennes de la région, dans le respect des normes et pratiques recommandées de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI).
20. La Conférence a instruit la Commission de la CEDEAO de prendre les dispositions nécessaires pour l'application des décisions et

Au titre de la Politique Agricole

21. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont réitéré leur engagement par rapport au développement du secteur agricole notamment à travers la mise en œuvre de la Politique Agricole Commune de la CEDEAO (ECOWAP) et de l'offensive régionale pour la production alimentaire et la lutte contre la faim.
22. Afin d'assurer le succès de la table ronde des bailleurs de fonds sur le financement de ECOWAP qui sera organisée à la fin de l'année 2009, la Conférence a exhorté la Commission et les Etats membres à finaliser le processus d'élaboration des programmes nationaux et régionaux d'investissement agricoles. Elle a en outre invité la Communauté internationale à apporter son soutien dans le cadre du dialogue de haut niveau consistant à faire de ECOWAP un modèle de partenariat.

Au titre des Politiques de Développement Humain

23. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adopté le Plan d'Action de la CEDEAO pour la lutte contre le trafic illicite de Drogue, le Crime organisé et l'Abus de Drogue en Afrique de l'Ouest. Tout en invitant les partenaires au développement à soutenir financièrement ledit plan, la Conférence a exhorté la Commission et les Etats membres à veiller chacun en ce qui les concerne, à la réalisation des composantes essentielles liées à la stratégie de mise en œuvre du Plan.
24. Par ailleurs, le sommet a approuvé respectivement la Politique de la CEDEAO du Travail et de l'Emploi et la Politique Régionale de Protection et d'Assistance aux victimes de la Traite d'Etres Humains.

Au titre des Questions Institutionnelles

25. Le Sommet a entériné le soutien de la Communauté à la candidature de Mr Chile Eboe-Osuji de nationalité Nigériane au poste de Juge à la Cour Pénale Internationale. La Conférence a instruit la Commission de promouvoir cette candidature au niveau de l'Union Africaine.

26. Prenant acte de l'attribution du poste de Secrétaire Général ACP à l'Afrique de l'ouest dont le mandat couvre la période allant du 1^{er} mars 2010 à fin février 2015, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont instruit la Commission de la CEDEAO de convoquer le Comité Ministériel Ad-Hoc chargé de la sélection et l'évaluation des fonctionnaires statutaires des Etats membres de la CEDEAO élargi à la Mauritanie, pour procéder à la sélection et à la validation de trois candidats de l'Afrique de l'Ouest et dont liste sera présentée au Secrétariat ACP dans les délais requis, c'est à dire avant le 30 octobre 2009. Le Sommet a pris note que la Gambie et le Ghana ont déjà présenté des candidats.
27. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont réitéré leur acceptation du principe de rotation des sièges non permanents du Conseil de Sécurité entre les pays de l'Afrique de l'Ouest. Ils ont pris acte du compromis entre le Nigeria, la Sierra Leone et le Togo selon lequel la Sierra Leone et le Togo retirent leur candidature respective en faveur du Nigeria étant entendu que le prochain tour reviendra au Togo.

Au titre de la Paix et de la Sécurité Régionale

28. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont félicités des efforts consentis par la Commission et les Etats membres pour consolider la paix et préserver l'état de droit et la stabilité régionale. Toutefois, la Conférence s'est préoccupée de l'évolution de la situation politique en Guinée Bissau, en Guinée et au Niger.
29. S'agissant de la Guinée Bissau, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont fermement condamné les assassinats en mars 2009 du Président Joao Bernardo VIERA et du Gal TAGME Na Waie ancien Chef d'Etat Major et ceux intervenus au début du mois de juin dans ce pays, notamment de Basiro DABO, candidat aux élections présidentielles et Helder PROENÇA, ancien Ministre de la Défense. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont observé une minute de silence en mémoire de leur illustre collègue disparu.
30. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont réaffirmé leur engagement à lutter contre l'impunité en Guinée Bissau. Ils ont à cet égard, encouragé la Commission de la CEDEAO, en collaboration avec l'Union Africaine et l'appui technique des Nations Unies, de poursuivre et d'accélérer la mise en place de la Commission Internationale d'Enquête sur ces assassinats afin d'établir la justice et permettre l'enclenchement du processus de réconciliation nationale.
31. Aussi ont-t-ils, en considération de l'élection présidentielle prévue le 28 juin 2009, exhorté toutes les parties prenantes, particulièrement les forces militaires et de sécurité à prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de garantir un environnement de paix pour la tenue des élections libres, transparentes et crédibles. La Conférence a lancé un appel à la communauté internationale en vue de soutenir non seulement ladite élection mais aussi d'appuyer la mise en œuvre du programme de réformes du secteur de la défense et de la sécurité ainsi que la restauration du système financier en Guinée Bissau. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont salué les mesures prises par Son Excellence Umaru Musa YAR'ADUA Président, Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria, Président en exercice de la CEDEAO, pour apurer trois (3) mois d'arriérés de salaire des forces armées et contribuer au budget des élections de même que la fourniture de matériels roulant et de communication. La Conférence a convenu de prendre en compte la question du paiement des arriérés de salaire des fonctionnaires. Elle a aussi entériné l'idée de l'organisation à Abuja d'une conférence internationale des bailleurs de fonds sur la Guinée Bissau, après la tenue des élections. A cet égard, elle a souligné la nécessité de l'envoi d'une équipe d'experts en coordination avec l'UEMOA en vue de faire le point des besoins inhérents à la réforme du secteur de défense et de sécurité, de la stabilisation économique et financière, etc.
32. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont enfin instruit la Commission d'étudier, en collaboration avec l'Union Africaine et en consultation avec les autorités Bissau Guinéennes la faisabilité de la mise en place d'un groupe d'experts pour l'accompagnement de la mise en œuvre de la réforme du secteur de la défense et de la sécurité.
33. Concernant la situation en Guinée, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé leur inquiétude quant au manque de progrès constaté dans la mise en œuvre du chronogramme consensuel vers le retour à

- l'ordre constitutionnel. A cet égard, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exhorté le CNDD à respecter son engagement pour la restauration de l'ordre constitutionnel en 2009 en autorisant toutes les activités des partis politiques et organisant les élections législatives et présidentielles. En particulier le Sommet a invité le CNDD à honorer ses engagements financiers pour la préparation desdites élections, à finaliser le processus de confection des listes électorales et à mettre en place sans délais le Conseil National de Transition. Par ailleurs la Conférence a lancé un appel aux membres du CNDD ainsi qu'au gouvernement de transition de respecter leur engagement de ne pas se présenter auxdites élections. La Conférence a également exhorté les autorités en place à prendre toutes les dispositions nécessaires pour intensifier la lutte contre la criminalité économique et veiller au respect de l'Etat de droit. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont lancé un appel pour un renforcement de la présence en Guinée de la CEDEAO et du Groupe International de Contact sur la Guinée ainsi que pour leur dialogue régulier et soutenu avec le CNDD et les autres parties prenantes en vue d'assurer la mise en œuvre du chronogramme pour la tenue des élections crédibles en 2009.
34. S'agissant de la Côte d'Ivoire, la Conférence a noté avec satisfaction l'évolution positive de la situation politique de ce pays depuis les Accords de Ouagadougou. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont invité les différents protagonistes au processus de paix à redoubler leurs efforts conjoints dans le traitement des questions en suspens liées au processus électoral et aux accords de paix.
35. En particulier, la Conférence a pris acte de la date des futures élections présidentielles prévues le 29 novembre 2009, puis a invité toutes les parties prenantes à faire montre de volonté politique pour assurer, à cette date, des élections libres, transparentes et crédibles en Côte d'Ivoire.
36. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont félicité Son Excellence Monsieur Blaise Compaoré, Président du Faso pour son inlassable contribution à la normalisation de la situation politique en Côte d'Ivoire puis l'ont invité à poursuivre ses efforts de médiation dans le processus de résolution définitive de la crise ivoirienne.
37. S'agissant de la situation au Niger, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé leur vives préoccupations quant au risque de dérives qui pourraient découler des récents événements autour de la Constitution de ce pays. Réaffirmant leur attachement au Protocole Additionnel de la CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance, ratifié par le Niger, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont lancé un appel aux autorités Nigériennes de veiller au respect de la Constitution et de l'Etat de droit qui ont servi de soubassement à la consolidation de la paix et de la sécurité durant ces dix dernières années de processus démocratique consensuel dans ce pays. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont été rassurés par le Premier Ministre du Niger que toutes les parties prenantes continueront d'œuvrer dans le cadre du respect de la légalité constitutionnelle et des règles de droit et qu'aucune action en violation de la constitution du Niger ne sera prise.
38. S'agissant du Togo, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé leurs préoccupations quant aux difficultés observées dans le processus du Dialogue Inter-Togolais. Les Chefs d'Etat ont salué le rôle déterminant joué par Son Excellence Monsieur Blaise Compaoré dont l'aboutissement a été la tenue des élections législatives réussies en octobre 2007. En conséquence, les Chefs d'Etat ont, dans la perspective de la tenue des prochaines élections présidentielles en 2010, invité le Président Blaise Compaoré à reprendre son rôle de facilitateur dans le dialogue inter togolais.
39. S'agissant de la situation dans la région du sahel, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris note de l'évolution positive de la situation au Nord du Mali. Ils ont condamné les derniers assassinats crapuleux et félicité la détermination du Président du Mali de débarrasser le territoire de toute présence terroriste avec le soutien des pays voisins et des partenaires. Les Chefs d'Etat ont réaffirmé leur soutien aux initiatives de Son Excellence Amadou Toumani Touré, notamment l'organisation d'une conférence sur la stabilité et le développement de la bande sahélo-saharienne en tant que contribution majeure à la paix et au développement durable de la région.
40. La Conférence a instruit la Commission de la CEDEAO de mettre en place un panel de haut

niveau composé d'éminentes personnalités ouest africaines à l'effet de faire les propositions pour le renforcement de l'intégration régionale aussi bien dans sa sphère économique que politique.

41. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont rendu enfin un hommage appuyé à Son Excellence Alhaji Musa Yar'Adua Président, Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria, Président en Exercice de la CEDEAO pour sa contribution positive à la consolidation du processus d'intégration régionale et son engagement à l'enracinement de la culture démocratique et la promotion de la bonne gouvernance en Afrique de l'ouest.
42. Ils ont également exprimé leur gratitude à tous les partenaires au développement de la CEDEAO pour leur appui constant à la réalisation des objectifs de la CEDEAO et l'intérêt qu'ils portent au développement de la

région Afrique de l'ouest ainsi qu'au renforcement de la paix et de la sécurité régionale.

43. La prochaine session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement se tiendra à une date qui sera fixée en accord avec le Président en exercice de la Conférence.

MOTION DE REMERCIEMENTS

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé leur profonde gratitude à Son Excellence Umaru Musa YAR'ADUA, Président de la République Fédérale du Nigeria, Commandant en Chef des Forces Armées, pour l'hospitalité généreuse et toute africaine qui leur a été réservée pendant leur séjour à Abuja. La Conférence a exprimé ses vœux de bonheur et de prospérité au peuple Nigérian.

**FAIT A ABUJA LE 22 JUIN 2009
LA CONFERENCE**